

1791

-

1976

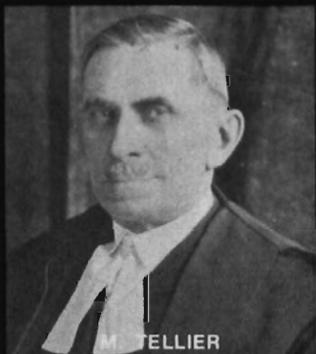


B. JOLIETTE



A. BARRETTE

LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE DE LA RÉGION DE JOLIETTE



M. TELLIER



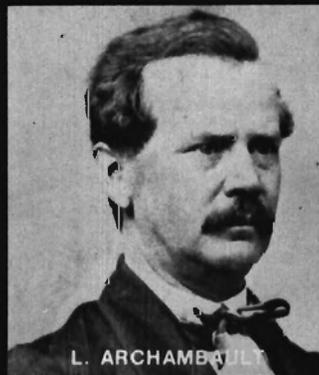
M. MASSE



C. BASTIEN

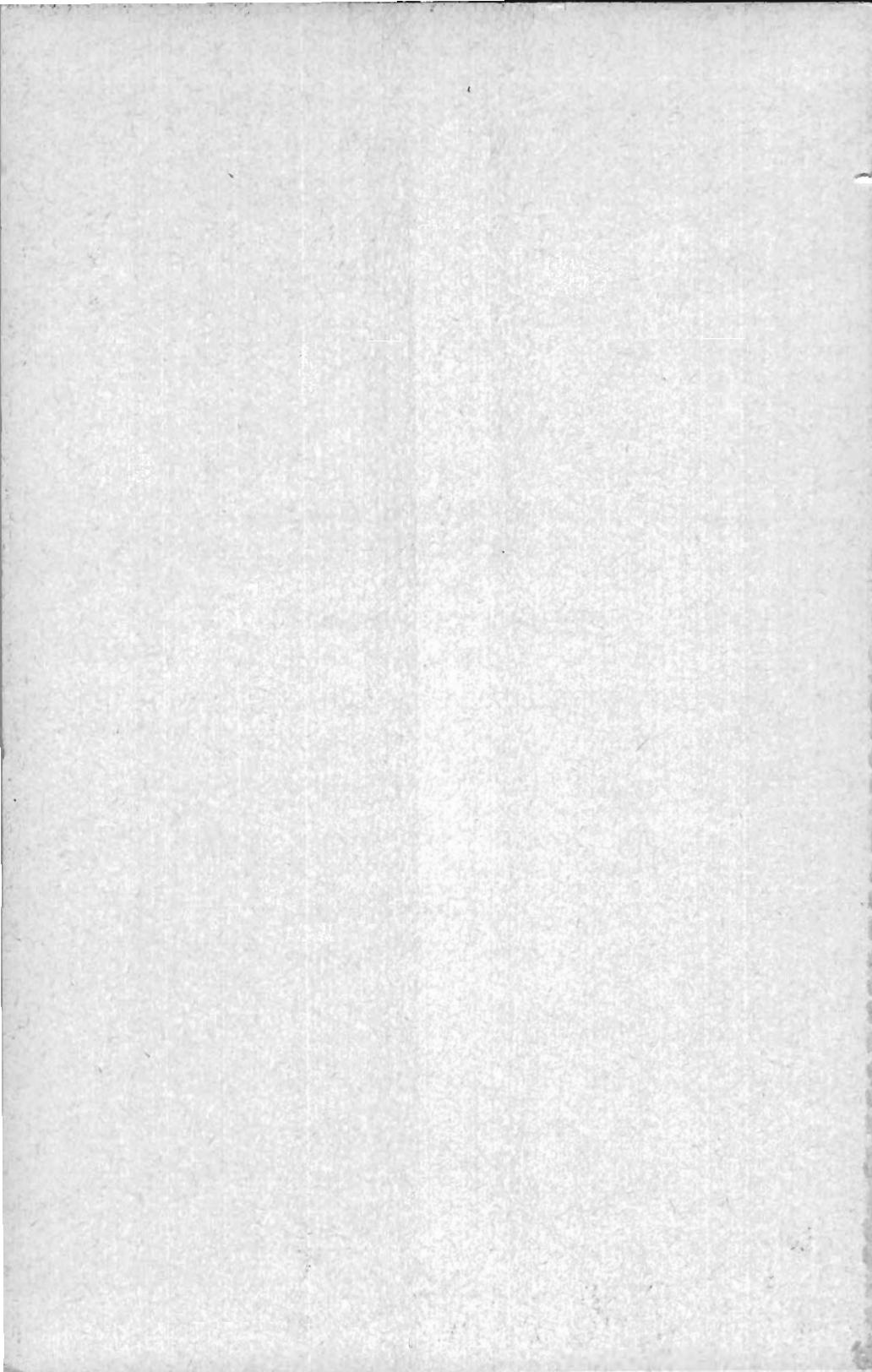


J.-F. DANIEL



L. ARCHAMBAULT

MARCEL
FOURNIER



**LA REPRÉSENTATION
PARLEMENTAIRE
DE LA
RÉGION DE JOLIETTE
1791-1976**

DU MÊME AUTEUR

L'historique de la région de Chertsey et du Lac Paré, 1972

Répertoire des noms géographiques du canton de Chertsey, cté Montcalm, 1973 (en collaboration)

Répertoire des mariages de la paroisse de Saint-Théodore de Chertsey, 1973 (en collaboration)

Rawdon: 175 ans d'histoire, 1974

Guide bibliographique Joliette-Lanaudière, 1976

**LA REPRÉSENTATION
PARLEMENTAIRE
DE LA
RÉGION DE JOLIETTE
1791-1976**

par

MARCEL FOURNIER
de la Société historique de Joliette

JOLIETTE
1977

Il a été tiré de cet ouvrage six cents exemplaires sur papier Rolland Offset. L'édition originale de ce volume est constituée des numéros 1 à 10 reliés.

Tous droits réservés, Marcel Fournier, 1977

**Dépôt légal - 4e trimestre, 1977
aux bibliothèques nationales du Québec et du Canada.**

**Imprimé sur les presses de l'imprimerie Serge Housseaux
de Joliette
ce 28e jour du mois de novembre 1977**

PRÉFACE

L'homme politique régional représente-t-il au parlement les intérêts des citoyens de sa circonscription ou au contraire est-il le porte-couleur de son parti?

Nous ne pouvons, en quelques lignes répondre à cette question d'autant plus que les matériaux de base permettant une connaissance certaine et détaillée de leur attitude n'ont pas encore été rassemblés. Pour sa part Marcel Fournier pose un premier jalon. Après avoir publié depuis quelques années des ouvrages portant sur la région De Lanaudière, il nous offre cette fois-ci la chronologie des élections générales et complémentaires.

C'est là un travail nécessaire. Il permettra une meilleure compréhension de notre coin de pays particulièrement de son aspect politique. Nous savons tous que Joliette fut représenté en 1960 par un député Premier Ministre du Québec, M. Antonio Barrette, mais combien réalise que ce n'était pas là un fait nouveau et que Louis-Olivier Taillon fut député de Montcalm et également Premier Ministre du Québec?

Mais derrière ces aspects anecdotiques, il y a la réalité des luttes. Autour des programmes, des hommes se regroupent, pour intérêt disent les uns, par idéologie répondent les autres. Ils choisissent leur candidat et se lancent dans la bataille selon des règles et des coutumes qui ont variées selon les époques.

Espérons que le livre de Fournier éveillera un désir de recherche dans ce domaine. Quel fut le cheminement sociologique de ces parlementaires? Quels étaient les thèmes de leur programme? Qu'ont-ils laissé à la région? Voilà des sujets de réflexion pour des publications à venir.

Vivre pleinement sa région, c'est puiser aux sources de son histoire, de son économie, de son environnement, une façon d'être.

L'histoire régionale est de première importance parce que c'est là que les hommes y vivent. Bien qu'influencée par les grands courants politiques, notre vie est le fruit de mille petits gestes, là intervient le milieu, la région.

Marcel Fournier ouvre un champ de recherche et nous devons l'en remercier.

MARCEL MASSE

PRÉSENTATION

L'idée de publier un guide biographique des députés de la région de Joliette n'origine pas d'une décision subite. Dans la plupart de nos monographies, j'ai souvent remarqué que les noms de nos représentants politiques étaient cités sans plus de détails; seuls les plus connus de nos politiciens avaient droit à de courtes biographies.

Bien sûr, dans une monographie, il n'est pas toujours possible de faire une recherche spécifique sur ces citoyens. Pour combler cette lacune, je me suis mis à la tâche afin de réaliser un tel guide.

Cette recherche n'a pas été facile; il fallait dépouiller un nombre impressionnant de documents d'archives, journaux d'époque et rapports gouvernementaux afin de trouver des détails intéressants. J'ai de plus scruté toutes les monographies locales et régionales depuis les premières jusqu'aux plus récentes. Cette recherche m'a permis de dresser des biographies inédites dans la majorité des cas.

Il n'était pas suffisant de présenter uniquement des biographies, il fallait exposer le cadre politique dans lequel ces hommes ont oeuvré.

Dans la première partie, je décris toute l'histoire parlementaire et politique de la région de Joliette. Dans la seconde je donne les biographies de tous les députés de la région joliettaise depuis 1792 à nos jours autant au niveau provincial que fédéral.

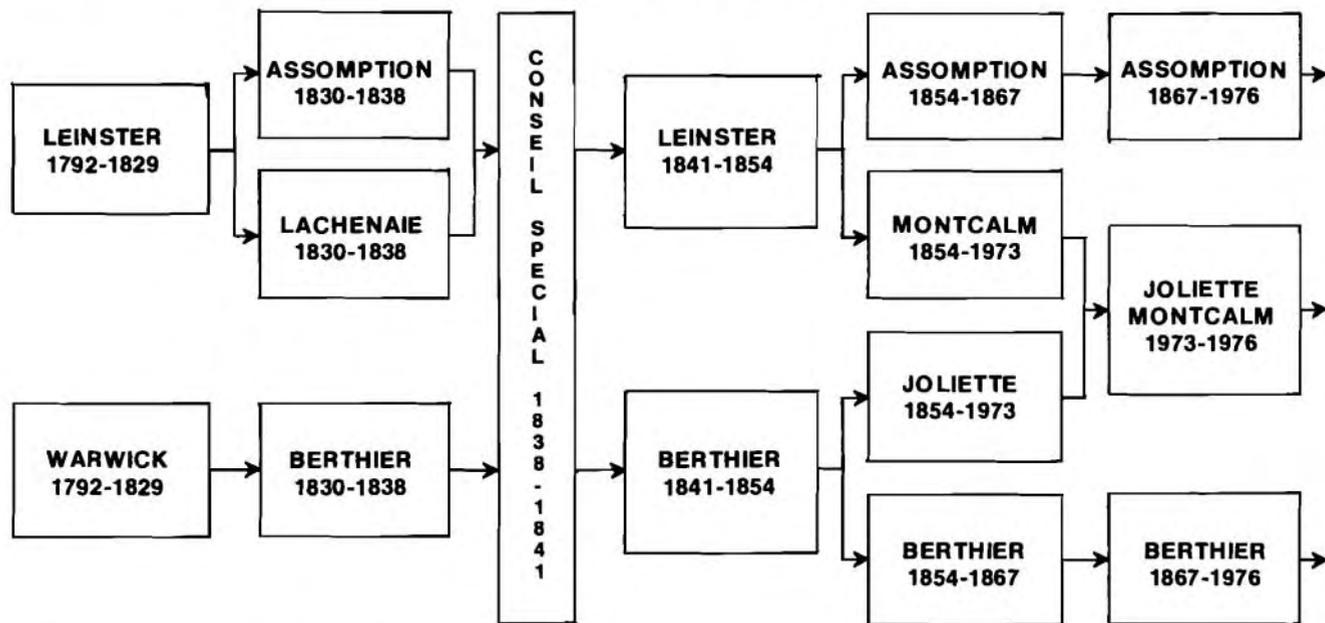
Pour en mieux comprendre l'évolution politique et territoriale, les deux tableaux qui suivent vous permettront de suivre dans le temps les principales étapes de notre histoire politique.

Enfin, mon souhait demeure celui que ce travail soit utile à tous les historiens, à ceux qui s'intéressent à notre histoire et à la généalogie.

**Lac Paré, Cté Montcalm,
le 19 septembre 1977**

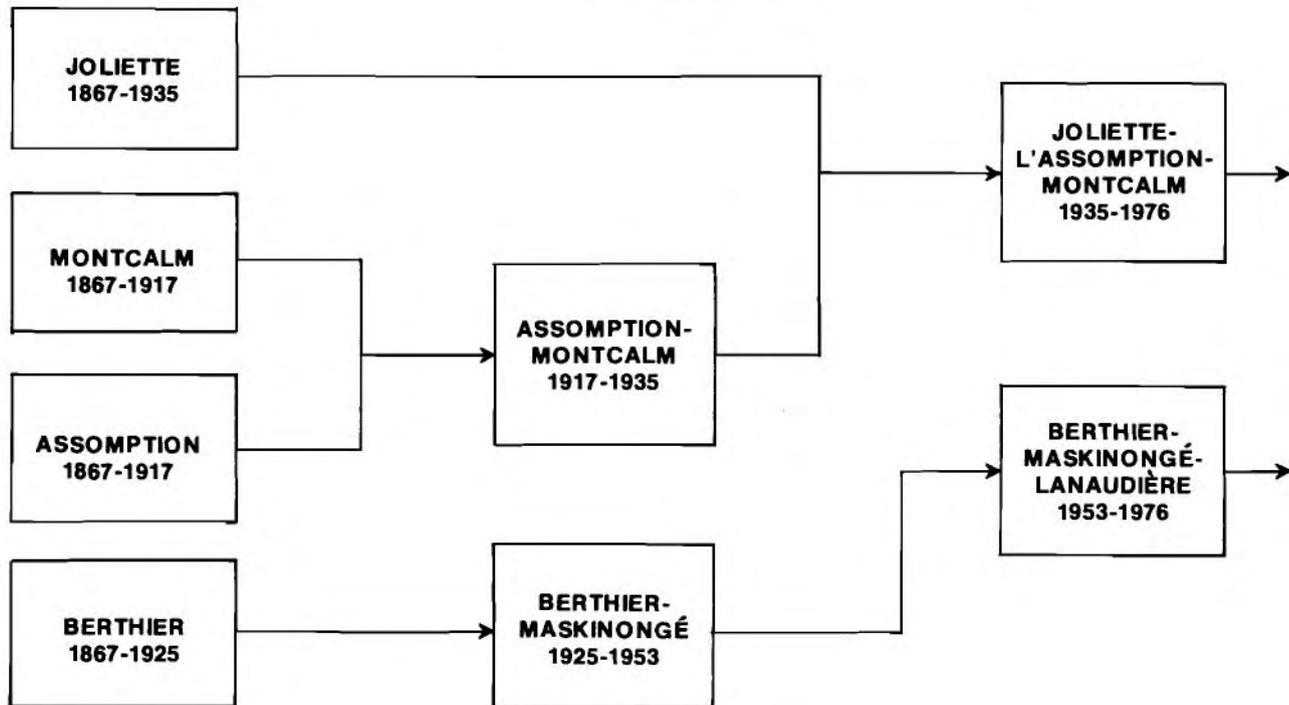
**MARCEL FOURNIER,
de la société historique
de Joliette.**

LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES DU QUÉBEC DE 1792 À 1976 RÉGION DE JOLIETTE



NOTE: Cette nomenclature se rapporte uniquement aux noms des comtés, non pas aux territoires. Les modifications de territoires ont été apportées en 1973.

**LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES FÉDÉRALES DE 1867 À 1976
RÉGION DE JOLIETTE**



CHAPITRE 1

1790-1829

L'APPRENTISSAGE DU PARLEMENTARISME

L'histoire de nos institutions parlementaires débute avec l'adoption de l'Acte Constitutionnel de 1791 (31 Geo III, Chap, 31). En effet, le 12 septembre suivant, le Gouverneur du Bas et du Haut-Canada reçoit du Gouvernement Impérial les pleins pouvoirs de proclamer la division de la province en districts, en comtés et en townships. En plus de délimiter le territoire, Lord Dorchester obtient aussi l'autorité de déterminer le nombre de représentants pour chaque comté en conformité avec la loi de 1791.

Dans l'Acte Constitutionnel, le Parlement Impérial détermine que le minimum de représentants pour le Bas-Canada soit de 50 députés. En l'absence du gouverneur, Sir Alured Clarke reçoit l'ordre d'appliquer la loi de 1791.

Le jeudi 24 mai 1792, la Gazette de Québec, journal officiel du Gouvernement, publiait la proclamation que, le 7 mai précédent, le Lieutenant-Gouverneur Clarke avait émise pour diviser la province du Bas-Canada. Cette première proclamation fut connue sous le nom de: *“Acte qui pourvoit plus efficacement pour le gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique Septentrionale”*.

Suite à cette proclamation, la province de Québec fut divisée en 21 comtés dont la presque totalité affichèrent des noms à consonance anglaise, empruntés à l'histoire et à la géographie de la Grande-Bretagne.

WARWICK

Le comté de Warwick honore Richard Neuville, comte de Warwick (1428-1471), aristocrate et militaire anglais. Une première carte de la division territoriale tracée sur l'ordre du Gouverneur Dorchester en 1794, établit comme suit les bornes du comté de Warwick:

"Ce comté comprend toute cette partie de la province sur le côté nord du fleuve St-Laurent entre les côtés est du comté de Leinster et une ligne parallèle à icelui courant de l'angle sud-est d'une étendue de terre communément appelée la seigneurie de Berthier ensemble avec toutes les îles dans le dit fleuve St-Laurent les plus près du dit comté en lui faisant face en tout ou en partie".

Bien que les limites est, ouest et sud de ce comté soient assez bien définies, la borne nord n'est nullement indiquée. Six paroisses font partie de ce comté en 1791. (voir le tableau no 1)

LEINSTER

Situé à l'ouest du précédent, le comté de Leinster rappelle le nom d'une des plus anciennes provinces d'Irlande dont la capitale est Dublin.

"Ce comté comprend toute cette partie de la province sur le côté nord du fleuve St-Laurent et de la rivière Ottawa entre le côté est du comté d'Effingham et une ligne courant nord-ouest de l'angle sud-est d'une étendue de terre communément appelée Seigneurie de St-Sulpice, ensemble avec toutes les îles dans le dit fleuve St-Laurent et la rivière Ottawa les plus voisines du dit comté en lui faisant face en tout ou en partie". (1)

Le comté de Leinster englobe 8 paroisses en 1791 et comme c'est le cas pour Warwick, ses limites nord ne sont pas déterminées. (voir le tableau no 1)

- (1) Il semble y avoir confusion dans la délimitation ouest du comté de Leinster. Ce dernier n'est aucunement limité par la rivière Ottawa ou Outaouais. Sa véritable limite ouest est le comté d'Effingham dont la ligne de séparation passe à l'est de la ville de Terrebonne (voir carte).

COMTÉS ET PAROISSES EN 1791

LEINSTER	WARWICK
Lachenaie (1683) Ste-Anne de Mascouche Mascouche (1750) St-Roch-L'Achigan (1787) St-Jacques-L'Achigan (1774) L'Assomption (1724) Repentigny (1669) St-Sulpice (1706)	Lavaltrie (1716) Lanoraie (1735) Berthier (1727) St-Cuthbert (1765) Ile DuPas (1704) St-Paul (1787)
POPULATION: 9,368 Nombre de députés: 2	POPULATION: 6,185 Nombre de députés: 2

Etant donné que la population de ces deux comtés dépassait 4,000 âmes en 1791 (Leinster: 9,368 et Warwick avec 6,185) ces deux circonscriptions avaient droit à 2 députés chacune.

Tout est en place et on attend l'annonce de la tenue d'une élection. Le 24 mai 1792, les "brefs" d'élection sont émis et la campagne électorale s'ouvre dans toutes les circonscriptions

de la province. Inutile de mentionner qu'il n'est pas encore question de partis politiques, cela viendra en 1806, avec la fondation du journal "le Canadien". (2)

Aux premières élections de 1792, les structures d'organisation sont loin d'être des plus rigides. La candidature à l'élection ne pose aucune difficulté quant à la procédure de présentation. Pour être en règle avec la loi, le candidat doit annoncer qu'il sollicite les suffrages soit par les journaux, soit en se présentant devant l'assemblée des électeurs. On retrouve dans "La Gazette de Québec" et plus tard dans "Le Canadien" (depuis 1806) des sollicitations de la part des candidats de Leinster et de Warwick. Les seules restrictions légales pour les candidats se limitent à leur âge: ils doivent avoir au moins 21 ans et être sujet britannique.

Au jour fixé pour l'élection, (3) l'officier-rapporteur, nommé d'office par le Gouverneur, proclame l'ouverture du vote. Il demande à l'assemblée présente de choisir ceux qu'elle désire pour les représenter à la Chambre d'Assemblée. Si le choix est fait immédiatement, l'officier-rapporteur déclare élus les deux candidats choisis par l'assemblée. Toutefois, si un candidat ou des électeurs demandent le vote, l'officier-rapporteur ouvre le bureau de scrutin et cela pour une durée de quatre jours.

Rappelons aussi que de 1792 à 1874, le vote n'était nullement secret. Les électeurs devaient, en premier lieu, s'identifier et voter verbalement pour le candidat de leurs choix, et cela en présence de tous. (4)

(2) En 1806, on retrouve deux formations: le Bloc Canadien et le Bloc Ministériel. Vers 1812, tous deux prennent le nom de parti. En 1826-1827, le parti Canadien devient le parti Patriote et par la suite le parti Réformiste.

(3) Entre 11 heures et 14 heures.

(4) Seuls les propriétaires âgés d'au moins 21 ans pouvaient voter. Les femmes veuves et propriétaires votaient aussi.

Dans le comté de Warwick, l'élection de juin 1792 eut lieu à Berthier. Les statistiques rapportent que sur une population totale de 6,185 âmes, seulement 984 sont éligibles et, de ce nombre, à peine 590 personnes ont exprimé leur vote. Les principaux facteurs de cette faible participation proviennent du manque d'information sur la tenue de ce premier scrutin et des distances à parcourir pour se rendre au lieu d'élection. (5)

Dans Warwick, on retrouve les candidats James Cuthbert, seigneur de Berthier, Louis Olivier, marchand, résidant de l'Île Dupas et Pierre-Paul Margane de Lavaltrie. Il semble que pour ce comté, il y ait eu élection car il y avait trois candidats pour deux postes. Le 10 juillet suivant, l'officier-rapporteur, Louis Aimé, retourne les "Writs" (résultat de l'élection) à Québec et déclare élus Pierre-Paul Margane de Lavaltrie et Louis Olivier. D'après certains documents de l'époque, il semble que James Cuthbert fils, voulut contester l'élection de M. de Lavaltrie mais aucune procédure de contestation n'existait à cette époque. James Cuthbert dut attendre à l'élection de 1796 avant d'aller représenter ses concitoyens à la Chambre d'Assemblée.

Dans le comté voisin, celui de Leinster, l'élection se tient à L'Assomption. Sur un total de 1,191 citoyens éligibles, 709 seulement expriment leurs choix. (6) Ils élisent Messieurs François-Antoine Larocque et Bonaventure Panet, tous deux, riches négociants à L'Assomption.

A l'ouverture de la première session du premier parlement du Bas-Canada, le 17 décembre 1792 dans l'ancien palais épiscopal de Québec, on ne voit que trois députés pour nos deux circonscriptions. M. François - Antoine Larocque, élu dans Leinster, décéda le 31 octobre 1792 sans avoir eu le temps de siéger.

(5) Cahier de Ste-Marie, vol. 16-17, p. 39, 1967.

(6) Cité précédemment au no 5.

De 1792 à 1829, les électeurs de Leinster et de Warwick se présentèrent aux urnes à l'occasion de 13 élections générales.

En 1793, Leinster connaît sa première élection partielle qui élit Georges McBeath, négociant de L'Assomption en remplacement de François-Antoine Larocque.

En 1820, la population du Bas-Canada se présente aux urnes deux fois, la première fois en mars 1820 et la seconde, en juillet et août. L'élection de mars fut très mouvementée dans le comté de Leinster. On retrouve à ce scrutin cinq candidats pour deux sièges disponibles. Parmi les candidats du village de L'Assomption, il y a Jacques Lacombe, Barthélemy Joliette et Benjamin Beaupré. St-Jacques est représenté par Michel Prévost et Lachenaie par Jean-Marie Rochon. A la fermeture du bureau de scrutin, Jacques Lacombe est élu par 186 voix de majorité et Barthélemy Joliette par 131 voix. (7)

Pour toute cette période qui précède l'avènement des partis politiques et pendant laquelle, il y a deux représentants par comté, les élus sont ceux qui obtiennent le plus de voix. A titre d'exemple, voici les résultats de l'élection de juillet 1827 pour le comté de Leinster. (8)

Laurent Leroux	L'Assomption	1,291 votes	} <u>ELUS</u>
Julien Poirier	St-Jacques	1,287 votes	
Charles Courteau	St-Roch	1,280 votes	
J.-M. Rochon	Lachenaie	1,237 votes	

Pendant cette période, les structures représentatives ne connaissent que très peu de changements. La seule modification apportée dans notre région fut celle d'ajouter un second bureau de scrutin à St-Paul de Lavaltrie (Joliette) en 1825 pour le comté de Warwick (9). En 1829 de nouvelles modifications s'ajoutent aux divisions déjà existantes.

(7) Journal "Le Canadien" juillet 1820.

(8) Journal "La Minerve" juillet 1827.

(9) Tel que statué à l'article 10 de la loi de 1825 (5 Geo. IV, chap. 33)

COMTÉ DE LEINSTER 1792-1829
LISTE DES ÉLUS ET OFFICIERS-RAPPORTEURS

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1792	F.-A. Larocque et B. Panet	J.-Bapt. Hervieux
1793*	Georges McBeath	J.-Bapt. Hervieux
1796	B. Panet et Joseph Viger	J.-Bapt. Hervieux
1800	J. Archambault et J. Beaumont	J.-Bapt. Hervieux
1804	J. Archambault et De Lanaudière	Alexis Malbut (1)
1808	J. Turgeon et J.-E. Faribeault	Bon. Panet
1809	B. Panet et J.-T. Taschereau	Bon. Panet
1810	J. Archambault et D.B. Viger	J.E. Faribeault
1814	J. Lacombe et D.-B. Viger	B. Panet
1815*	Michel Prévost	B. Panet
1816	J. Lacombe et Benj. Beaupré	B. Panet
1820	B. Joliette et J. Lacombe	B. Panet
1820	M. Prévost et J. Lacombe	B. Panet
1822	J. Marie Rochon	B. Panet
1824	J.M. Rochon et C. Courteaux	B. Panet
1827	L. Leroux et J. Poirier	J. E. Faribeault

* Indique une élection partielle.

(1) Marchand à L'Assomption.

COMTÉ DE WARWICK 1792-1829
LISTE DES ÉLUS ET OFFICIERS-RAPPORTEURS

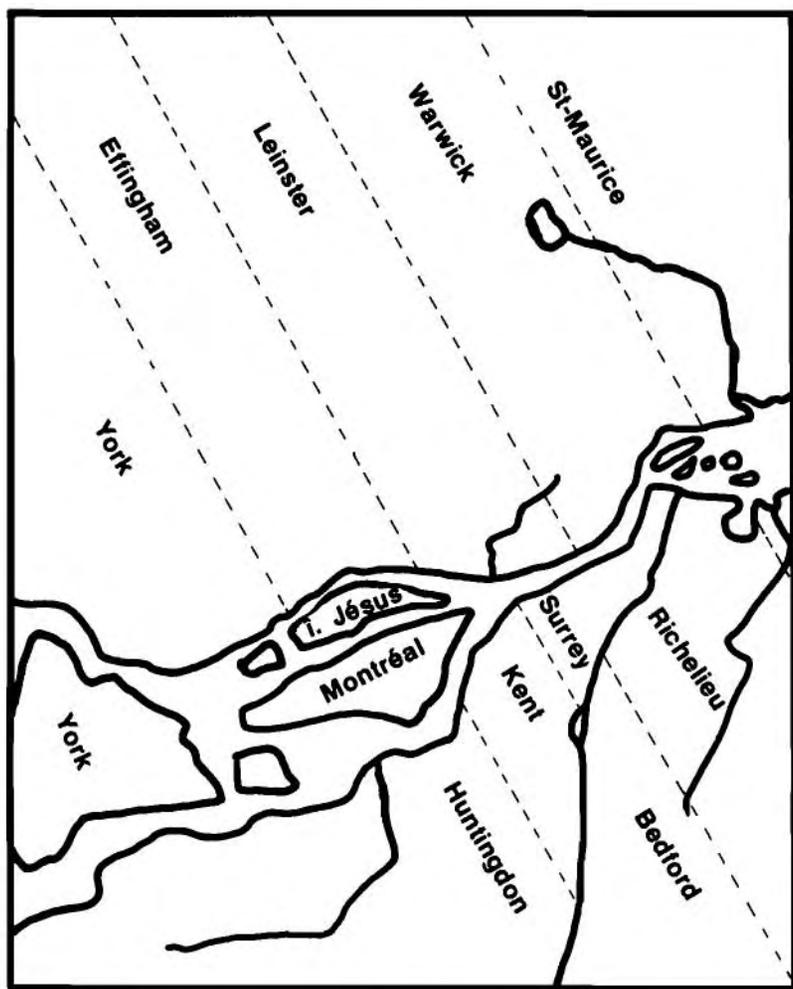
ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1792	P. de Lavaltrie et L. Olivier	Louis Aimé
1796	C. De Lanaudière et J. Cuthbert	Louis Aimé
1800	J. Cuthbert et R. Cuthbert	François Eno (1)
1804	J. Cuthbert et R. Cuthbert	François Dézéry
1808	J. Cuthbert et R. Cuthbert	F.-X. Boivin
1810	J. Cuthbert et L. Olivier	F.-X. Boivin
1812*	Ross. Cuthbert	F.-X. Boivin
1814	J. Deligny et R. Cuthbert	J.-B. McBean (2)
1816	J. Deligny et J. D. Bondy	J.-B. McBean
1820	A. Mousseaux et R. Cuthbert	J.-B. McBean
1820	A. Mousseaux et J. Deligny	J.-B. McBean
1824	J. Deligny et R. Barbier	Hercule Olivier
1827	J. Deligny et A. Mousseaux	Hercule Olivier

* Indique une élection partielle

(1) Seigneur de l'île Dupas depuis 1777.

(2) Notaire à Berthier de 1806 à 1821.

LES COMTÉS DU BAS-CANADA 1792-1829



Source: Boréal Express, vol. 2.

CHAPITRE 2

1829-1840

LES ASPIRATIONS DÉMOCRATIQUES

A cause de l'accroissement rapide de la population rurale, le Gouvernement sanctionne, le 17 août 1829, une nouvelle loi de la représentation parlementaire: "*Acte pour faire une division nouvelle plus commode de la province en comtés afin d'avoir une représentation dans l'Assemblée plus égale que ci-devant*" (9 Geo. IV, chap. 73) (1).

Bien que le projet de loi fût rédigé et présenté par le Conseil Législatif, la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada adopte, avec des modifications mineures, cette nouvelle carte électorale. Pour la première fois, les élus du peuple décident de la modification des divisions territoriales du pays.

Cette nouvelle loi divise notre région en trois comtés. On retrouve celui de Berthier qui remplace Warwick. Le nom de ce comté rappelle le souvenir d'Alexandre Berthier (1638-1708), capitaine du régiment de Carignan venu au Canada en 1665.

L'article 33 de la loi de 1829 délimite comme suit le comté de Berthier:

"Le comté de Berthier sera borné au nord-est par le comté de St-Maurice, au sud-ouest par le dit comté de Lachenaie (sic) et au nord ouest par les limites septentrionales de la province, et, au sud par le dit fleuve St-Laurent, ensemble avec toutes les îles dans le dit fleuve St-Laurent les plus proches

(1) Statut du Bas-Canada, 1829, p.

du dit comté, et étant en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui; lequel comté ainsi borné comprend les seigneuries de Berthier et son augmentation... du Sablé ou York et partie de Maskinongé, le fief Chicot, les seigneuries de Lanoraie-Dautray et leurs augmentations, la seigneurie de Lavaltrie et son augmentation, et les seigneuries d'Ailleboust et de Ramsay, et le township de Brandon et partie de la seigneurie De Lanaudière et le township de Kildare et les îles St-Ignace et Dupas". (2)

En réalité, le comté de Berthier conserve les mêmes limites que l'ancien comté de Warwick. Comme en 1792, le comté a droit à deux représentants et les élections se tiennent à Berthier.

La plus importante modification dans notre région se fit sentir dans le comté de Leinster. Ce comté disparaît de la carte et on le remplace par deux nouvelles circonscriptions, soit celles de Lachenaie et de L'Assomption.

Le comté de L'Assomption créé dans la partie est de l'ancien comté de Leinster se délimite comme suit:

"Le comté de L'Assomption comprendra les paroisses de St-Sulpice, y compris l'Île Bouchard, Repentigny, L'Assomption, et St-Jacques et les townships de Rawdon et Chertsey".

Le comté de L'Assomption a aussi droit à deux députés et le bureau de scrutin demeure à L'Assomption.

Le nouveau comté de Lachenaie, situé à l'extrémité ouest de notre région, fut créé à même celui de Leinster. Ses bornes se délimitent ainsi: à l'article 30:

"Le comté de Lachenaie comprendra les paroisses de Lachenaie, St-Henri de Mascouche et St-Roch de L'Achigan, et les townships de Kilkenny et Wexford".

Dans cette description, on remarque l'omission de la paroisse de St-Esprit, fondée en 1808. Lachenaie a également

(2) Dans la description du territoire du comté de Berthier, il apparaît s'être glissé une autre erreur. Sa limite sud-ouest est bien le comté de L'Assomption et non pas celui de Lachenaie tel que mentionné dans le texte.

droit à deux représentants et on choisit le village de St-Roch de L'Achigan comme lieu de l'élection.

Ces modifications portent à 6 le nombre de nos représentants au Parlement du Bas-Canada; ils représentent 45,555 âmes en 1829. Au niveau de la province, leur nombre passe de 50 à 84.

Les premières élections se tiennent en octobre 1830 à L'Assomption où M. Godefroy Chagnon agit comme officier-rapporteur. A Berthier, Jean-Baptiste Chalest occupe la fonction et pour la première fois à St-Roch de L'Achigan, on retrouve M. John Pangman, comme officier responsable de l'élection.

L'année suivante de ce premier scrutin, les électeurs de Berthier présentent le 2 février 1831, une requête à la Chambre d'Assemblée, lui demandant d'ajouter un second poll à St-Paul de Lavaltrie (Joliette) comme cela se faisait depuis 1825. Cette pétition fut transmise à la Chambre par l'Honorable Barthélemy Joliette, représentant du comté voisin. (3)

Après étude par un comité, le Parlement répond favorablement en 1833, par une loi (3 Guil. IV, chap. 22, art. 3), Un second poll est établi à St-Paul. Selon le texte de la loi, le poll de Berthier et celui de St-Paul doivent être ouverts alternativement et ils demeurent sous la responsabilité d'un seul officier-rapporteur, en l'occurrence, M. Jean-Baptiste Chalest.

En cette courte période de notre histoire parlementaire, la seconde élection générale se tient en novembre 1834. On voit la réélection du docteur Courteau et J.-M. Rochon dans Lachenaie; Jacques Deligny et Alexis Mousseaux dans Berthier; dans L'Assomption, avec un "fils de la liberté", réélu Edouard-Etienne Rodier, élu pour la première fois dans une élection partielle en 1832, apparaît le Docteur Jean-Baptiste Meilleur, de L'Assomption.

Avant 1835, les représentants élus ne touchaient aucune

(3) JALBC, 1831, p. 58

rémunération. Cette année-là les premières indemnités furent accordées aux députés (6 Guil. IV, chap. 2). Pourtant les députés du Haut-Canada bénéficiaient de ces indemnités depuis 1792. Dans le passé, cette allocation souvent demandée par la Chambre d'Assemblée avait toujours été refusée par le Conseil Législatif.

Grâce à cette loi, les députés reçoivent 10 shillings par jour de présence pour un maximum de 30 jours de session (\$60.00) et une allocation de transport de 4 shillings par lieue aller-retour (\$0.80). Ainsi, de L'Assomption à Québec, un député touche \$48.00 pour son transport (60 lieues ou 170 milles) (4).

A la suite de l'insurrection de 1837-1838, le gouvernement de la Grande-Bretagne, sur les recommandations du gouverneur Colborne, suspend la constitution de 1791, et, le 10 février 1838, le Gouvernement Impérial sanctionne: "*L'Acte qui pourvoit au gouvernement provisoire dans le Bas-Canada*" (1 Vict., chap. 9, Imp.).

Désormais, le Conseil Législatif et la Chambre d'Assemblée sont abolis et remplacés par un Conseil Spécial jusqu'à l'Union en 1840. En attendant, aucun député ne siègera à la Chambre. Inutile de mentionner que les membres du Conseil Spécial furent choisis par le Gouverneur parmi les éléments les plus favorables au Gouvernement, surtout parmi les membres du Conseil Législatif.

Trois hommes politiques de notre région siégèrent dans ce Conseil Spécial, l'Honorable James Cuthbert, fils (1769-1849) à titre de président en 1838 et comme membre de 1839 à 1841, l'Honorable Barthélemy Joliette (1787-1850) de 1838 à 1841 et J.-Edouard Faribault (1773-1859) de 1838 à 1841 également.

C'est ainsi que se termine cette courte période mouvementée de notre parlementarisme. Déjà en 1838, on sent dans l'air un nouveau projet d'union du Haut et du Bas-Canada, projet très peu favorable aux Canadiens français et qui leur sera imposé comme on le verra plus tard.

(4) Cahier de Ste-Marie, vol 16-17, 1969, p. 176.

COMTÉS, PAROISSES ET TERRITOIRES EN 1829

L'ASSOMPTION	LACHENAIE	BERTHIER
<p>L'Assomption *</p> <p>St-Sulpice *</p> <p>Ile Bouchard</p> <p>Repentigny *</p> <p>St-Jacques *</p> <p>Canton Rawdon</p> <p>Canton de Chertsey</p>	<p>Lachenaie *</p> <p>Mascouche *</p> <p>Ste-Anne-Plaines</p> <p>St-Roch-L'Achigan *</p> <p>St-Esprit</p> <p>Canton Kilkenny</p> <p>Canton Wexford</p>	<p>Berthier *</p> <p>St-Cuthbert *</p> <p>Lanoraie*</p> <p>Lavaltrie *</p> <p>D'Ailleboust (1)</p> <p>Ramsay</p> <p>Canton Brandon</p> <p>Ile DuPads *</p> <p>Ile St-Ignace</p> <p>L'Industrie</p> <p>St-Paul *</p> <p>Canton Kildare</p> <p>(1) Ste-Elisabeth</p>
<p>POPULATION: 12,372</p> <p>DÉPUTÉS: 2</p>	<p>POPULATION: 9,402</p> <p>DÉPUTÉS: 2</p>	<p>POPULATION: 24,784</p> <p>DÉPUTÉS: 2</p>

* Ces paroisses faisaient parties de la carte électorale de 1791.

**LISTE DES ÉLUS ET OFFICIERS-RAPPORTEURS DE 1829-1830
COMTÉ DE L'ASSOMPTION**

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1830	A. Eno et B. Joliette	Godefroy Chagnon (1)
1832*	Edouard-Etienne Rodier	Godefroy Chagnon
1834	J.-B. Meilleur et E.-E. Rodier	Godefroy Chagnon

COMTÉ DE LACHENAIE

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1830	C. Courteaux et J.-M. Rochon	John Pangman (2)
1834	C. Courteaux et J.-M. Rochon	John Pangman
1837*	Ludger Duvernay	John Pangman

COMTÉ DE BERTHIER

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1830	J. Deligny et A. Mousseaux	J. Bapt. Chalest (3)
1834	J. Deligny et A. Mousseaux	J. Bapt. Chalest
1837*	Norbert Eno (Hénaut)	J. Bapt. Chalest

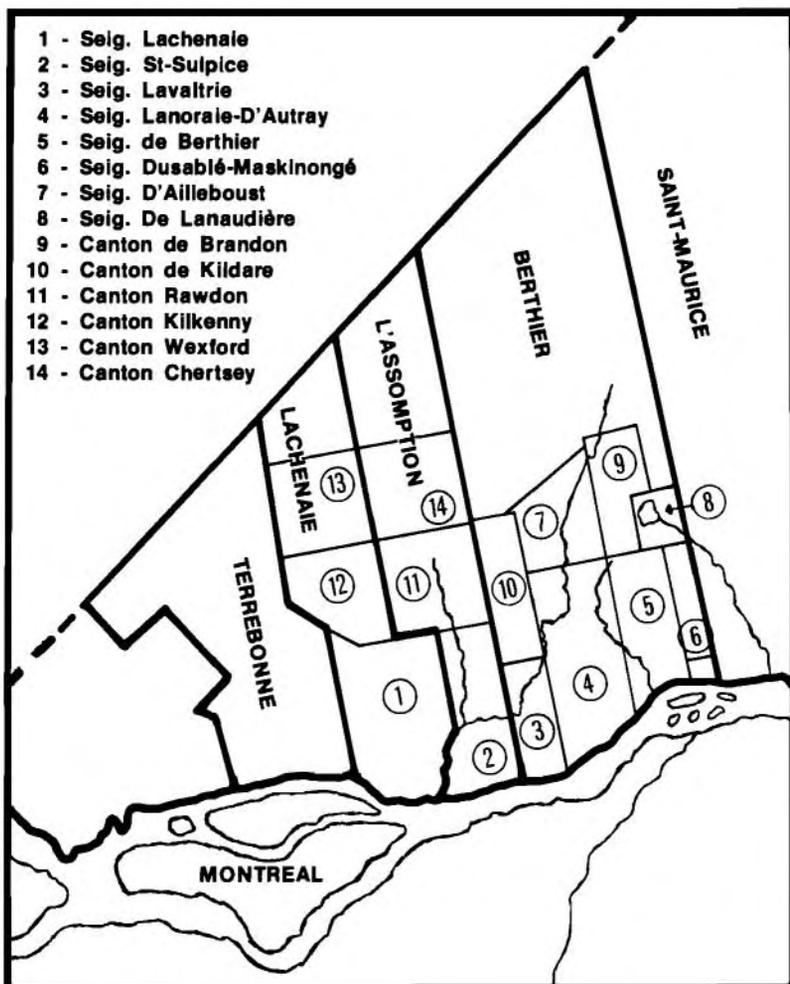
* Indique des élections partielles

(2) Seigneur de Lachenaie (1807-1867)

(1) Chrysostome Godefroy Chagnon, notaire à L'Assomption.

(3) On retrouve aussi l'orthographe de son nom "Chalut".

LES COMTÉS DU BAS-CANADA EN 1829



CHAPITRE 3

1840-1867 UNE UNION FORCÉE

Pour répondre aux recommandations de Londres demandant l'accord du Haut et du Bas-Canada, Lord Colborne convoque une réunion du Conseil Spécial du Bas-Canada, pour entériner l'accord de fusion des deux territoires. Le 13 novembre 1839, celui-ci réuni à Montréal, accepte, par un vote de 11 contre 3, l'Union des deux Canadas. Parmi les opposants, on remarque l'Honorable James Cuthbert. Barthélemy Joliette et J. Edouard Faribeault ne sont pas présents à cette assemblée (1).

Avec l'assentiment des deux Chambres du Haut-Canada, le Parlement britannique adopte le 23 juillet 1840 l' "*Acte unissant le Haut et le Bas-Canada*" sous le nom de Province du Canada. La mise en application de la nouvelle constitution est fixée au 10 février 1841. (3-4 Vict. Chap. 35).

Cette union de force rejetée par la très grande majorité de la population du Bas-Canada profite à la bourgeoisie anglo-saxonne. L'Union réduit la représentation du Québec de 90 membres qu'elle était en 1838, à 42 seulement. Pour sa part, le Canada-Ouest bénéficie d'un nombre identique de représentants, même si sa population est inférieure de 200,000 âmes.

L'ambiance qui règne à l'aube de cette nouvelle ère parlementaire survolte nos hommes politiques. Autrefois, les Canadiens français possédaient la majorité à la Chambre

(1) **Journaux du Conseil Spécial du Bas-Canada, novembre 1839.**

d'Assemblée, maintenant, ils sont minoritaires. A l'élection de 1841, on trouve 42 anglophones dans le Canada-Ouest et 22 au Québec ce qui laisse à environ 20 députés francophones la représentation d'une population de près de 650,000 habitants.

Dans la région de Joliette, on voit réapparaître l'ancien comté de Leinster, résultat de la fusion des comtés de Lachenaie et de L'Assomption. Sa population s'élève à 25,583 âmes en 1844. Pour sa part, le comté de Berthier conserve son territoire de 1829, avec en 1844, une population de 27,121 âmes. De plus, le nombre de sièges des comtés ruraux du Bas-Canada est réduit à un seul député par circonscription.

Le 19 février 1841, dix jours après l'entrée en vigueur de l'Union, les brefs d'élection sont émis. Ils sont rapportables le 8 avril suivant. Ce premier scrutin se tient au Québec dans une atmosphère tumultueuse et souvent violente. Les organisateurs anglais, avec l'approbation à peine voilée du Gouverneur, mettent tout en place pour favoriser l'élection de candidats anglophones antipathiques aux Canadiens français.

Aussi pour réduire le nombre de voteurs, dans les comtés ruraux, on établit les bureaux de scrutin, aux endroits les plus propices au vote anglophone et éloignés des grands centres (2).

Dans Leinster, l'élection se tient le 22 mars 1841 à St-Jacques-de-L'Achigan, situé à proximité de Rawdon. Malgré le vote massif des anglophones de Rawdon, les électeurs accordent leur confiance à M. Jean-Moïse Raymond, candidat opposé à l'Union et ancien membre du Parlement du Bas-Canada.

Dans le comté de Berthier, l'élection se tient également le 22 mars 1841, non plus à Berthier comme par le passé, mais à Sainte-Elisabeth. Les électeurs accordent leur vote à M. David Morrisson Armstrong, marchand de Berthier, lui aussi, opposé à

(2) Dans Terrebonne, on fixe le lieu d'élection à New-Glasgow, dans une région à majorité anglophone et éloignée des principaux centres canadiens-français, Louis-Hippolyte Lafontaine fut battu par le Dr McCulloch à cette élection et dut par la suite se faire élire dans un comté de l'Ontario.

l'Union. Toutefois, son adversaire conteste son élection, laquelle ne sera pas annulée (3).

Dès la première session, le député Holmes de Montréal présente à la Chambre une pétition des citoyens des cantons de Rawdon, Kildare et Kilkenny. Ces derniers demandent au Parlement que leur territoire soit érigé en circonscription électorale afin de mieux défendre leurs intérêts. Leur requête est toutefois rejetée. Ils la représenteront en 1850 mais sans plus de succès (4).

C'est aussi à cette époque que l'on voit apparaître de véritables partis politiques. Le parti "Rouge" se forme vers 1847 des réformistes et des membres du défunt parti "Patriote". Les "Rouges" sont étroitement partisans de l'idéologie de l'Institut Canadien.

Ils s'attribueront vers 1853 le titre de "libéraux". D'autre part, l'alliance des modérés et des "Tories" du Haut-Canada, la coalition libérale-conservatrice devient en 1854, le parti "Conservateur". Notons que la responsabilité ministérielle s'instaure au pays en 1847, principale raison de l'apparition de partis politiques.

Pour corriger certaines lacunes survenues au cours des premières élections, nos législateurs adoptent, le 12 octobre 1842, une loi modifiant les moeurs électorales. Elle préconise un bureau de scrutin dans chaque paroisse et township, la loi établit à deux jours la tenue du scrutin, de 9 heures à 17 heures. De même, les registrateurs des comtés du Bas-Canada deviennent les officiers-rapporteurs de l'élection (5). A la réception des

(3) **Boréal-Express**, 1810-1841, vol. 3, p. 575.

(4) **J.A.L.C.** 1841 et 1850. L'instigateur de la pétition est Alexandre Daly de Rawdon.

(5) Les bureaux d'enregistrement ont été établis le 26 mars 1830 et par une seconde ordonnance datée du 31 décembre 1841, modifiée en 1842. Ces règlements établissent à Saint-Jacques-de-L'Achigan pour le comté de Leinster et à Ste-Elisabeth pour le comté de Berthier, les emplacements de ces bureaux.

avis de scrutin, ils s'adjoindront des "députés officiers-rapporteurs", responsables de l'élection dans chaque paroisse.

Depuis 1856, les registrateurs des comtés de Joliette, L'Assomption, Berthier et Montcalm seront en même temps officiers-rapporteurs de l'élection. Cette coutume se poursuivra jusqu'en 1920 (6).

En 1849, de nouvelles modifications sont apportées au système électoral. Parmi celles-ci, deux ont une certaine importance: premièrement les polls doivent demeurer ouverts même si aucun votant ne se présente pendant une période d'une heure; deuxièmement, les officiers-rapporteurs déterminent eux-mêmes les lieux des polls selon leur jugement.

Après ces changements, il faut attendre jusqu'en 1853 avant de connaître une importante modification de la carte électorale.

Le 14 juin 1853, le Parlement du Canada-Uni adopte l' "*Acte pour augmenter la représentation de cette province en Parlement*". (16 Vict. chap. 152). Par cette loi, la représentation du Québec passe à 65 sièges. Cette redistribution est sans aucun doute l'une des plus importantes de notre histoire, et jusqu'à un certain point, elle est à la base de la représentation actuelle du Québec. Cette loi augmente de 84 à 130 le nombre des sièges au Parlement du Canada-Uni; cela signifie pour le Canada-Est, une augmentation de 23 députés.

Avec l'adoption de cette loi, la région qui possédait deux comtés en 1841 en compte maintenant quatre.

JOLIETTE

Le nouveau comté de Joliette honore l'Honorable Barthélemy Joliette, fondateur de la ville du même nom. Il est

-
- (6) Par la suite, c'est le Lieutenant-Gouverneur en Conseil qui désigne les officiers-rapporteurs ou présidents d'élection d'un comté. Leurs noms doivent être publiés dans la "Gazette Officielle du Québec". (1920, 10 Geo. V, art 16).

formé de toute la partie nord-ouest du comté de Berthier. Sa population est de 21,198 ames (article 28 de la loi de 1853).

BERTHIER

Ce comté créé, en 1829, perd sa partie nord-ouest en faveur du comté de Joliette. Il compte maintenant 19,608 habitants (art. 27).

L'ASSOMPTION

Leinster disparaît et sa partie sud devient le comté de L'Assomption avec une population de 17,355 personnes (art. 30).

MONTCALM

Nommé en l'honneur du marquis de Montcalm (1712-1759), combattant des Plaines d'Abraham, il se situe au nord du comté de L'Assomption. Sa population atteint 14,758 âmes en 1853 (art. 29).

En juillet 1854, des élections générales sont déclenchées dans les nouvelles divisions territoriales. Les électeurs de Joliette élisent Joseph-H. Jobin, l'ancien député de Berthier, notaire à Saint-Paul de Joliette. Dans Montcalm, la faveur populaire va au notaire Joseph Dufresne, de Saint-Alexis. Berthier envoie au Parlement Pierre-Eustache Dostaler, cultivateur de Berthier. Enfin, le comté de L'Assomption élit un "Rouge", Joseph Papin, avocat bien connu de L'Assomption (7).

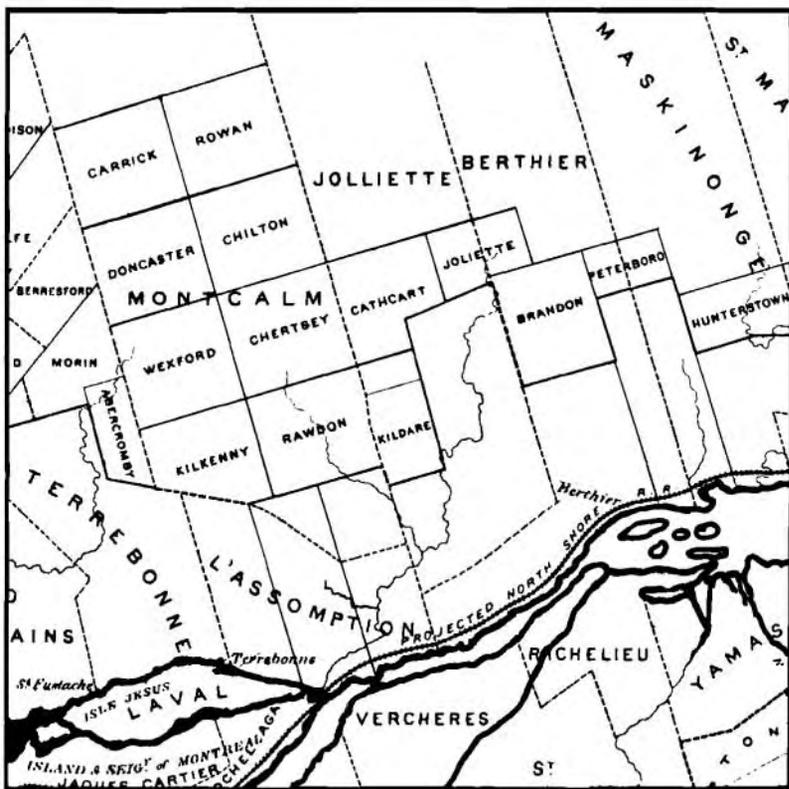
A peine 20 ans après son instauration, le régime de l'Union ne semble pas répondre aux aspirations de la population canadienne, ce qui était prévisible.

Au début des années 1860, nos hommes politiques s'efforcent de penser à un nouveau mode de parlementarisme pour le pays. L'ambition de nos politiciens vise l'obtention d'une autonomie accrue pour le Québec. Les conférences de Québec

(7) **Les Rouges, libéralistes, nationalistes..., au XIXe siècle, P.U.L., 1969 par Jean-Paul Bernard.**

en 1863, et de Charlottetown, en 1864, amènent l'adoption en 1867, de l' "Acte de l'Amérique du Nord Britannique".

CARTE DES COMTÉS EN 1853



Source: Joseph Bouchette, Mars 1857.

LES OFFICIERS-RAPPORTEURS DE 1841 À 1867

ÉLECT.	LEINSTER L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1841	Philip Mount***	Olivier Drolet***	_____	_____
1842*	Philip Mount***	_____	_____	_____
1844	Amable Jetté	Olivier Drolet***	_____	_____
1848	C. Archambault	A.-D. Bondy***	_____	_____
1851	L. Archambault**	J.-B. Chalut**		M. Granger***
1854	L. Archambault**	J.-B. Chalut**	G.-T. de Lanaudière***	J.-E. Beaupré**
1858	Marcel Poirier**	J.-B. Chalut**	J.-O. Leblanc**	J.-E. Beaupré**
1861	Marcel Poirier**	J.-O. Chalut**	J.-O. Leblanc**	J.-E. Beaupré**
1863	Marcel Poirier**	J.-O. Chalut**	J.-O. Leblanc**	J.-E. Beaupré**
1862*	_____	_____	_____	_____

* Indique des élections partielles

** Régistrateurs de comtés.

*** Officiers-rapporteurs spéciaux

Note: Jean-Baptiste Chalut ou Chalest selon l'orthographe de l'époque.

**LES ÉLUS DE LA RÉGION DE JOLIETTE
DE 1841 A 1867**

ÉLECT.	LEINSTER L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1841	J.-M. Raymond	D.-M. Armstrong	_____	_____
1842*	J. DeWitt	_____	_____	_____
1844	J. DeWitt	D.-M. Armstrong	_____	_____
1848	N. Dumas	D.-M. Armstrong	_____	_____
1851	L.-M. Viger	J.-H. Jobin	_____	_____
1854	J. Papin	P.-E. Dostaler	J.-H. Jobin	J. Dufresne
1858	L. Archambault	E.-U. Piché	J.-H. Jobin	J. Dufresne
1861	A. Archambault	P.-E. Dostaler	J.-H. Jobin	J.-L. Martin
1862*	_____	_____	_____	J. Dufresne
1863	L. Archambault	A.-H. Paquet	H. Cornellier	J. Dufresne

* Indique des élections partielles.

CHAPITRE 4

1867-1900

À L'AUBE D'UN NOUVEAU RÉGIME

Le 1er juillet 1867 marque l'entrée en vigueur de la Confédération canadienne. Dès ce moment notre régime parlementaire se divise en deux paliers de gouvernement: fédéral et provincial.

L'article 80 de l' *"Acte de l'Amérique du Nord Britannique"* conserve les divisions territoriales existantes pour la représentation à la nouvelle législature du Québec et de la Chambre des Communes.

Voici l'évolution de notre système politique sur la scène provinciale: les premières élections au Québec se tiennent au mois d'août et septembre 1867. Dans la région de Joliette, les électeurs élisent quatre conservateurs pour siéger au premier Parlement québécois, aucun d'eux n'avait siégé auparavant. Les élections se disputent chaudement dans les comtés de Joliette et Berthier. Dans Joliette, le Dr Vincent-Paul Lavallée de St-Félix-de-Valois remporte la victoire sur l'ancien député Hypolite Cornellier par seulement 73 voix de majorité (1). Deux candidats de taille se présentent dans le comté de Berthier, il s'agit du Dr Louis-Joseph Moll de Berthier et d'Edouard-Octavien Cuthbert, dernier seigneur de Berthier. Le docteur Moll remporte la victoire par la mince marge de 23 voix de majorité. Pour leur part, les électeurs de Montcalm élisent Firmin Dugas de Saint-Liguori par une forte majorité de 295 votes.

(1) 1940, 4 Geo. VI, chap. 7

Dans L'Assomption, Etienne Mathieu de Lachenaie est élu par acclamation.

Au tout début de la Confédération, l'honorable Louis Archambault, député fédéral de L'Assomption et ministre de l'Agriculture est nommé Conseiller législatif à Québec. Il occupe aussi la fonction de ministre provincial des Travaux publics, poste qu'il occupera jusqu'en 1873.

Dans toute l'histoire politique du pays, c'est l'unique cas où un homme public détient un double mandat ministériel. En 1874, il dut démissionner comme ministre fédéral et député de L'Assomption à la suite de l'adoption de la loi canadienne abolissant le double mandat. Au Québec, il demeurera Conseiller législatif jusqu'au 6 juin 1888, date de sa résignation.

Le 23 février 1875, l'Assemblée Législative de Québec adopte l' "*Acte électoral du Québec*," qui apporte deux importants changements au mode de votation des électeurs. Le premier instaure au Québec le vote secret, modification apportée un an auparavant au palier fédéral. Le deuxième restreint à une seule journée, de 9 heures à 17 heures, la tenue du scrutin. Dorénavant, l'élection se tient la même journée dans toutes les circonscriptions du Québec. Cette nouveauté, rendue possible par l'amélioration des moyens de communication et de transport, élimine par le fait même plusieurs manoeuvres politiques douteuses. La première élection générale tenue à la suite de l'adoption de cette loi se tient le 7 juillet 1875.

Parmi les candidats de l'époque, on retrouve beaucoup moins d'artisans. Les professionnels semblent s'approprier une large part de la députation. De plus, les élus du peuple, de par leur occupation, se retrouvent plus souvent dans les grandes agglomérations régionales.

Si le Québec a connu au cours des années plusieurs contestations d'élection, il en est une qui suscita tout un émoi dans le comté de Berthier. A l'élection générale du 1er mai 1878, Joseph Robillard, conservateur de Lanoraie est élu contre Louis Sylvestre de l'Île Dupas par une majorité de 166 voix.

Cette élection fut contestée par les libéraux qui alléguèrent que les électeurs avaient été influencés par le clergé. On prononça de violents sermons en chaire contre le parti libéral, "l'enfer est rouge, le ciel est bleu" disait-on.

Des scènes regrettables eurent lieu à plusieurs assemblées où libéraux et membres du clergé étaient à couteaux tirés. Quelques semaines après l'élection, Louis Sylvestre et l'organisation libérale du comté de Berthier inscrivirent une cause de contestation d'élection à la cour de Berthier. La cause fut entendue par le juge L.-Auguste Olivier qui siégea à Berthier en mars et avril 1880. Le 21 novembre suivant, la cour de révision siégeant à Montréal, annule l'élection de M. Robillard pour influence induite. L'élection fut reprise en décembre 1880, et Robillard, appuyé cette fois par le Gouvernement, gagne par 191 voix sur le même adversaire (2).

Parmi les autres événements importants de cette période, notons l'élection générale du 14 octobre 1886. A ce scrutin, les électeurs du comté de Montcalm élisent J.-B.-Trefflé Richard de St-Liguori. A cette même élection, le chef du parti conservateur, Louis-Olivier Taillon est battu dans son comté de Montréal-Est. Pour permettre à son chef de pouvoir diriger son parti à l'Assemblée législative, M. Richard démissionne afin d'ouvrir le comté pour une élection partielle. Le 11 décembre 1886, l'élection se tient dans le comté. L'honorable Louis-Olivier Taillon remporte la victoire sur M.-D.-A. Lafontaine, candidat libéral, par une majorité de 567 votes. Pour la première fois, suite à cette élection, la région compte un premier ministre dans son territoire; son terme sera de courte durée puisque, assermenté le 25 janvier 1887, son gouvernement est renversé en Chambre le 29 janvier suivant. Montcalm avait eu pendant quatre jours le chef de gouvernement, comme député.

En 1892, un homme de talent représente le comté de Joliette: Mathias Tellier, un homme dynamique qui tout au cours de sa longue carrière parlementaire (1892-1916) a imprégné la région de sa vivacité et sa contribution à l'évolution de cette

(2) 1945, 9 Geo, VI, chap, art. 7 à 24.

dernière est importante. Conservateur en politique, il sera élu chef de l'opposition en 1906, fonction qu'il occupera jusqu'en 1916.

C'est ainsi que se termine cette période qui a vu naître la Confédération. Jusqu'à 1900, aucune transformation dans les divisions territoriales ne fut effectuée dans la région.

Au Canada, cette période voit naître un nouveau mode de parlementarisme en 1867, similaire dans ses grandes lignes au Parlement britannique. Désormais, un gouvernement unique dirigera les quatre provinces formant le Canada.

Avec l'avènement de la Confédération, les circonscriptions électorales du Québec d'avant 1866 demeurent intactes pour la représentation à la Chambre des Communes.

Dans la région de Joliette, on retrouve nos quatre comtés identiques à ceux créés en 1853 par une loi du Parlement du Canada-Uni. Les premières élections fédérales se tiennent au Québec au mois de juillet et août 1867. La campagne électorale se déroule dans un climat calme. A la fermeture des bureaux de scrutin, les résultats s'inscrivent comme suit:

L'ASSOMPTION

Le candidat conservateur Louis Archambault, ancien député sous l'Union et notaire de L'Assomption, obtient 898 votes. Son adversaire, Pierre-Urgel Archambault obtient 665 voix. Ce dernier était membre du Conseil législatif depuis 1858.

MONTCALM

Le notaire Joseph Dufresne de Saint-Alexis, ancien membre du Parlement du Canada-Uni, est élu par acclamation sous la bannière conservatrice.

BERTHIER

Dans ce comté, Anselme-Homer Paquet, médecin de Saint-Cuthbert l'emporte sur M. Tranchemontagne de Berthier, can-

didat conservateur. Paquet obtient 1,151 votes et son adversaire 1,095. A.-H. Paquet était, lui aussi, membre du Parlement du Canada-Uni. A la fin de son mandat, en 1875, il sera nommé sénateur.

JOLIETTE

François-Benjamin Godin, avocat joliettain, obtient 918 voix, et son adversaire conservateur Louis-François-Georges Baby, également avocat de Joliette, obtient 862 votes. Toutefois, Baby l'emportera à l'élection de 1872 et sera ministre en 1878.

Sur la scène fédérale, deux importantes modifications sont apportées à la loi électorale, par une loi sanctionnée le 26 mai 1874. La première, stipulée à l'article 27, instaure le vote secret. La deuxième abolit le double mandat. A l'avenir, il ne sera plus possible d'être élu député au fédéral et au provincial.

Dans le comté de Montcalm, Firmin Dugas avait obtenu ce double mandat. Elu, en 1867, à la législature du Québec, il se fait élire à l'occasion d'une élection partielle, en 1871, comme député fédéral. Pour répondre aux exigences de la loi, il dut démissionner le 20 janvier 1874, comme représentant à l'Assemblée Législative, préférant oeuvrer sur la scène fédérale.

Enfin, notons aussi que, depuis le 17 septembre 1878, l'élection pour les membres de la Chambre des Communes se tient à la même date pour l'ensemble du pays.

Parmi les hommes politiques de cette période, la région de Joliette produisit au début de la Confédération des hommes de grande valeur, par exemple: Louis Archambault, ministre fédéral de l'Agriculture de 1867 à 1874, ministre provincial des Travaux Publics et Conseiller législatif pour la division de Repentigny; Louis-François-Georges-Baby, ministre du Revenu et de l'Intérieur de 1870 à 1880; Cléophas Beausoleil, député de Berthier, grand promoteur du chemin de fer de Joliette à St-Gabriel de Brandon en 1888.

Parmi les faits marquants de cette période, les nombreuses

élections partielles autant sur la scène fédérale que provinciale, retiennent notre attention. On constate la tenue de 17 scrutins partiels. Deux raisons majeures sont invoquées pour expliquer une telle prolifération; la première; les contestations d'élection dont le résultat n'attend pas toujours le jugement de la cour. Plusieurs préfèrent démissionner immédiatement et retourner devant le peuple.

Le deuxième facteur, c'est la démission de certains députés sur une question de principe en Chambre. Eux aussi retournent devant leurs électeurs afin d'obtenir l'appui de ceux-ci.

En cette période où la colonisation a pris un essor prodigieux dans la région de Joliette, aucune transformation ne fut apportée aux circonscriptions électorales existantes.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1867-1900**

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1867	E. Mathieu	L.-J. Moll	V.P. Lavallée	F. Dugas
1871	O. Pelletier	L. Sylvestre	V.-P. Lavallée	F. Dugas
1874*	_____	_____	_____	L.-G. Martin
1875	O. Pelletier	L. Sylvestre	V.-P. Lavallée	L.-G. Martin
1878	O. Pelletier	J. Robillard	V.-P. Lavallée	O. Magnan
1880*	J. Marion	J. Robillard	_____	_____
1881	J. Marion	J. Robillard	V.-P. Lavallée	J.-B.-T. Richard
1885*	_____	_____	A. McConneville	_____
1886	L. Forest	L. Sylvestre	L. Bazinet	J.-B.-T. Richard
1886*	_____	_____	_____	L.-O. Taillon
1888*	L. Forest	_____	_____	_____
1889*	_____	_____	L. Bazinet	_____
1890*	_____	O. Dostaler	_____	_____
1890	J. Marion	C.-A. Chenevert	L. Bazinet	L. Bazinet
1892	J. Marion	V. Allard	M. Tellier	O. Magnan
1897	J. Marion	C.-A. Chenevert	M. Tellier	L. Bissonnette
1900	E. Duhamel	C.-A. Chenevert	M. Tellier	L. Bissonnette

* Indique des élections partielles.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À LA CHAMBRE DES COMMUNES
1867-1900**

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1867	L. Archambault	A.-H. Paquet	F.-B. Godin	J. Dufresne
1871*	_____	_____	_____	F. Dugas
1872	L. Archambault	A.-H. Paquet	L.-F.-G. Baby	F. Dugas
1874	H. Hurteau	A.-H. Paquet	L.-F.-G. Baby	F. Dugas
1874*	_____	_____	L.-F.-G. Baby	_____
1875*	H. Hurteau	O.-E. Cuthbert	_____	_____
1878	H. Hurteau	O.-E. Cuthbert	L.-F.-G. Baby	F. Dugas
1878*	_____	_____	L.-F.-G. Baby	_____
1880*	_____	_____	A. McConneville	_____
1882	H. Hurteau	O.-E. Cuthbert	E. Guilbault	F. Dugas
1882*	_____	_____	E. Guilbault	_____
1887	J. Gauthier	C. Beausoleil	E. Guilbault	O. Therrien
1888*	J. Gauthier	_____	_____	_____
1889*	_____	_____	H. Neveu	_____
1891	J. Gauthier	C. Beausoleil	U. Lippé	J.L.E. Dugas
1892*	H. Jeannotte	_____	_____	_____
1896	J. Gauthier	C. Beausoleil	C. Bazinet	J.-L.-E. Dugas
1900*	_____	J.-E. Archambault	_____	_____
1900	R.-C. Laurier	J.-E. Archambault	C. Bazinet	F.-O. Dugas

* Indique des élections partielles.

**PARTIS AU POUVOIR ET REPRÉSENTATION DES PARTIS DE LA RÉGION
1867-1900**

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1867</u>	<u>1871</u>	<u>1875</u>	<u>1878</u>	<u>1881</u>	<u>1886</u>	<u>1890</u>	<u>1892</u>	<u>1897</u>	<u>1900</u>
QUEBEC	C	C	C	C	C	L	L	C	L	L
JOLIETTE	C	C	C	C	C	L	L	C	C	C
L'ASSOMPTION	C	C	C	C	C	L	C	C	C	L
BERTHIER	C	L	L	C	C	L	L	C	L	L
MONTCALM	C	C	C	C	C	C	C	C	L	L

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1867</u>	<u>1872</u>	<u>1874</u>	<u>1878</u>	<u>1882</u>	<u>1887</u>	<u>1891</u>	<u>1896</u>	<u>1900</u>
CANADA	C	C	L	C	C	C	C	L	L
JOLIETTE	L	C	C	C	C	C	C	L	L
L'ASSOMPTION	C	C	C	C	C	L	L	L	L
BERTHIER	L	L	L	C	C	L	L	L	L
MONTCALM	C	C	C	C	C	C	C	C	L

Légende: C: Conservateur L: Libéral

CHAPITRE 5

1900-1950

AUTONOMIE PROVINCIALE CONTRE CENTRALISATION FÉDÉRALE

Le début du XXe siècle marque au pays l'instauration d'un régime "libéral" à Québec comme à Ottawa. Aux deux Parlements, le parti libéral obtient des majorités imposantes.

Au Québec, au cours de cette période, se succèdent 13 élections générales et 5 élections partielles dans la région de Joliette. Parmi les événements politiques les plus importants, nul doute que la fondation de l'Action Libérale Nationale en 1935 par Paul Gouin créa une nouvelle force politique. Depuis la Confédération, le Québec n'était guère habitué à pareille nouveauté: la dualité des partis y semblait inébranlable.

A l'approche du scrutin de 1935, le parti de l'Action Libérale Nationale et le parti Conservateur décident de former une coalition. Le 7 novembre 1935, la coalition se réalise. Pour tenter de battre le gouvernement libéral d'Alexandre Taschereau, l'Action Libérale Nationale et le parti Conservateur du Québec ne s'opposent aucun candidat au scrutin du 25 novembre 1935. Officieusement, cette coalition s'identifie sous le nom d' "Union Nationale".

La coalition ne réussit pas à prendre le pouvoir mais elle ébranle sérieusement le parti libéral.

Dans la région de Joliette, seul le comté de L'Assomption où se présente le chef de l'Action Nationale Libérale réussit à faire élire un candidat, Paul Gouin. Sa majorité est de 62 voix

seulement sur son adversaire libéral. Les trois autres comtés envoient au Parlement les candidats du parti libéral. Dans Joliette et Berthier, les députés sortants sont reportés au pouvoir. Dans le comté de Montcalm, on retrouve également un libéral, Jean-Gaétan Daniel, de Saint-Esprit.

Après étude des résultats de l'élection de 1935, les députés de l'Opposition se réunissent en "caucus" à Sherbrooke, le 20 juin 1936, et décident de fonder un véritable parti québécois: l' "Union Nationale". A cette assemblée, Maurice Duplessis est désigné comme chef du parti, malgré les vaines tentatives de Paul Gouin, co-fondateur de l'Union Nationale.

Au Parlement, la session fut des plus brèves. Adélard Godbout, chef du parti libéral, bousculé par une Opposition tenace, doit dissoudre le parlement et déclencher de nouvelles élections, le 17 août 1936.

La campagne électorale s'ouvre. Les partis s'acharnent l'un contre l'autre, les assemblées contradictoires, phénomène politique populaire depuis plusieurs années, se tiennent partout afin de conquérir l'électorat. Le soir du 17 août, c'est la défaite du parti libéral, l'Union Nationale dirigée par Maurice Duplessis remporte la victoire.

Dans la région de Joliette, seul le comté de Berthier réélit le ministre libéral, Cléophas Bastien, par la mince majorité d'une seule voix. Joliette, Montcalm et L'Assomption donnent aux candidats unionistes des mandats clairs pour les représenter dans le futur gouvernement Duplessis.

L'Union Nationale se maintiendra au pouvoir pendant trois ans. Elle sera battue à l'élection de 1939 et elle devra attendre jusqu'en 1944 avant de reprendre le pouvoir qu'elle gardera jusqu'en 1960.

Parmi les grands débats de cette période, celui du vote des femmes fut certes un événement politique des plus importants dans l'histoire du Québec.

Le Bill octroyant aux femmes le droit de vote, présenté en 1922, en 1934 puis en 1939, fut adopté le 25 avril 1940 par le gouvernement libéral (1). Les femmes avaient mis 20 ans pour obtenir ce droit. Ce sont les mœurs conservatrices et peu progressistes des élites de l'époque qui sont à la base du rejet du vote féminin. Au Fédéral, ce droit est accordé depuis 1920.

Parmi les modifications apportées à la loi électorale, celle de 1941 prévoit le système actuel de listes électorales rédigées par des énumérateurs. En 1945, le Gouvernement crée la fonction de président général des élections (2) et de président d'élection permanent pour toutes les circonscriptions électorales du Québec. Ces derniers sont nommés sur recommandation du parti au pouvoir.

Sur la scène provinciale, au cours de cette longue période, plusieurs hommes politiques de la région participèrent aux destinées de la province.

Le plus célèbre, fut certe l'Honorable Antonio Barrette, homme simple, "un homme du peuple" comme on dit, qui par ses efforts et sa persévérance a su atteindre les plus hauts sommets de la carrière d'un homme politique. Battu en 1935, il se fait élire en 1936, comme député unioniste de Joliette, poste qu'il conservera jusqu'en 1960. En 1944, Duplessis le choisit pour devenir ministre du Travail, fonction qu'il occupera jusqu'en 1960. Cette même année, il sera choisi chef de l'Union Nationale et Premier ministre du Québec.

En 1927, un autre homme politique de chez nous se fait valoir, c'est l'Honorable Cléophas Bastien. Elu député de Berthier, il est immédiatement nommé ministre d'Etat et ensuite ministre de la Colonisation dans le cabinet Godbout jusqu'en 1944.

Enfin, en 1929, lors d'une élection partielle, le comté de Montcalm envoie au Parlement l'Honorable Joseph-Léonide-

(1) 1940, 4 Geo. VI, chap. 7

(2) 1945, 9 Geo. VI, chap 15, art. 7 à 24.

Perron, Conseiller législatif et avocat de Montréal. Il occupera le siège de Montcalm, cette seule année, il est en même temps ministre de la Voirie.

De 1900 à 1950, aucune modification n'est apportée aux circonscriptions électorales de notre région. Les comtés établis en 1853 demeurent les mêmes, soit depuis près de 100 ans.

Sur la scène fédérale, les électeurs de la région se rendent aux urnes à l'occasion de 12 élections générales et de quatre partielles. Les événements les plus importants de cette période se situent au niveau des modifications de nos districts électoraux.

Le premier regroupement impliquant notre territoire survient en 1914. Connu sous le nom de "*Loi ayant pour objet de régler de nouveau la représentation du peuple dans la Chambre des Communes*", ce texte est adopté par les parlementaires le 12 juin 1914 (3). À l'article 13 de l'annexe de la loi, le nouveau comté de L'Assomption-Montcalm est défini comme suit:

"Les deux comtés de L'Assomption et de Montcalm sont réunis et forment un district électoral, moins la paroisse de L'Ascension ci-dessus nommée qui est transférée au comté de Labelle. Les dits deux comtés de L'Assomption et de Montcalm ainsi arrangés forment un district électoral appelé "L'Assomption-Montcalm" lequel est représenté par un député".

L'entrée en vigueur de la loi aura lieu à la dissolution du Parlement et sera effective au scrutin du 17 décembre 1917. Après cette première fusion, c'est le député de l'Assomption, Paul-Arthur Séguin qui est élu.

La seconde transformation des districts électoraux se fera en 1927 (4). Cette nouvelle loi dite "loi de la députation", fusionne les comtés de Berthier et de Maskinongé. La nouvelle circonscription sera désignée sous le nom de district électoral de Berthier-Maskinongé. L'élection, suivant l'adoption de cette loi, se tient le 25 octobre 1925. Les électeurs font confiance à Théodore Gervais, médecin de Saint-Barthélemy et ancien

(3) *Loi de la députation*, 4-5 Geo. V, chap. 51.

(4) *Statuts révisés du Canada*, 1927, vol. 4, chap. 176

député libéral de Berthier à la Chambre des Communes.

Enfin, la dernière modification de la carte électorale fédérale est sanctionnée depuis le 27 mai 1933 par le Parlement fédéral (5).

L'article 19 de l'annexe de la loi définit comme suit le nouveau comté de Joliette-L'Assomption-Montcalm qui se compose des territoires suivants: a) du comté municipal de Joliette, y compris la ville de Joliette, b) du comté de Montcalm moins la partie comprise dans le canton Archambault situé au nord de Saint-Donat, c) du comté de L'Assomption. Comme c'était le cas pour les lois précédentes, l'entrée en vigueur de cette loi prend effet à la dissolution du Parlement. Le 14 octobre 1935, les électeurs de la nouvelle circonscription élisent l'ancien député libéral de Joliette pour les représenter au Parlement fédéral. Il s'agit de Charles-Edouard Ferland, avocat de Joliette.

Suite à ces transformations de la carte électorale, des quatre circonscriptions existantes en 1867, il n'en reste que deux à la fin des années 1940: Berthier-Maskinongé et Joliette-L'Assomption-Montcalm.

Quant aux hommes politiques de la région, aucun d'entre eux n'a accédé au cabinet fédéral pendant cette période de 50 ans.

(5) Loi de la députation, 23-24, Geo. V, chap. 54, 1933.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1904-1950**

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1904*	_____	J. Lafontaine	_____	_____
1904	J.-E. Duhamel	J. Lafontaine	M. Tellier	L. Bissonnette
1906*	J. Gauthier	_____	_____	_____
1908	W. Reed	J. Lafontaine	M. Tellier	J. Sylvestre
1912	W. Reed	J.-O. Gadoury	M. Tellier	J. Sylvestre
1916	W. Reed	J. Lafontaine	J.-E. Hébert	A. Dupuis
1917*	_____	_____	_____	J.-F. Daniel
1919	W. Reed	S. Lafrenière	J. Dufresne	J.-F. Daniel
1923	W. Reed	S. Lafrenière	J. Dufresne	J.-F. Daniel
1925*	_____	A. Sylvestre	_____	_____
1927	W. Reed	C. Bastien	L. Dugas	J.-F. Daniel
1929*	_____	_____	_____	L. Perron
1931	W. Reed	C. Bastien	L. Dugas	M. Duval
1935	P. Gouin	C. Bastien	L. Dugas	J.-G. Daniel
1936	A. Raynaud	C. Bastien	A. Barrette	M. Tellier
1939	A. Bissonnette	C. Bastien	A. Barrette	J.-O. Duval
1944	V. Chartrand	A. Sylvestre	A. Barrette	M. Tellier
1948	V. Chartrand	A. Lavallée	A. Barrette	M. Tellier

* Indique une élection partielle

LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À LA CHAMBRE DES COMMUNES 1900-1950

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	MONTCALM	JOLIETTE	BERTHIER
1904	R.-C. Laurier	F.-O. Dugas	J.-A. Dubeau	E. Archambault
1907*	R.-C. Laurier	_____	_____	_____
1908	P.-A. Séguin	F.-O. Dugas	J.-A. Dubeau	A. Écrément
1909*	_____	D.-A. Lafortune	_____	_____
1911	P.-A. Séguin	D.-A. Lafortune	O. Guilbault	J.-A. Barrette
1917	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais
1921	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais
1925	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais (1)
1926	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais
1928*	_____		C.-E. Ferland	_____
1930	P.-A. Séguin		C.-E. Ferland	J.-A. Barrette
1935	C.-E. Ferland		J.-E. Ferron	
1940	C.-E. Ferland		J.-E. Ferron	
1945	G.-E. Lapalme		A. Laurendeau	
1949	G.-E. Lapalme		J. Langlois	
1950*	M. Breton		_____	

* Indique des élections partielles

(1) Le comté de Berthier est joint à celui de Maskinongé en 1927.

**PARTIS AU POUVOIR ET REPRÉSENTATION DES PARTIS DANS LA RÉGION
1900-1950**

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>04</u>	<u>08</u>	<u>12</u>	<u>16</u>	<u>19</u>	<u>23</u>	<u>27</u>	<u>31</u>	<u>35</u>	<u>36</u>	<u>39</u>	<u>44</u>	<u>48</u>
QUÉBEC	L	L	L	L	L	L	L	L	L	UN	L	UN	UN
JOLIETTE	C	C	C	L	C	C	L	L	L	UN	UN	UN	UN
L'ASSOMPTION	L	L	L	L	L	L	L	L	ALN	UN	L	UN	UN
BERTHIER	L	L	C	L	L	L	L	L	L	L	L	L	UN
MONTCALM	L	C	C	L	L	L	L	L	L	UN	L	UN	UN

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>04</u>	<u>08</u>	<u>11</u>	<u>17</u>	<u>21</u>	<u>25</u>	<u>26</u>	<u>30</u>	<u>35</u>	<u>40</u>	<u>45</u>	<u>49</u>
L'ASSOMPTION	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L
MONTCALM	L	L	L	<hr/>								
JOLIETTE	L	L	C	O	L	L	L	L	<hr/>			
BERTHIER	L	L	C	L	L	L	L	C	L	L	L	L
CANADA	L	L	C	C	L	L	L	C	C	L	L	L

Le comté de Berthier est fusionné à celui de Maskinongé en 1917

Partis: L: Libéral, C: Conservateur, ALN: Action Libérale Nationale, O: Opposition, UN: Union Nationale.

Note: A l'élection de 1921, les libéraux font élire tous leurs candidats au Québec.

CHAPITRE 6

1950-1976

UNE PRISE DE CONSCIENCE DE NOTRE ENTITÉ

Cette période se manifeste au Québec par une prise de conscience de la population sur son identité. Dans tous les secteurs de l'activité québécoise on assiste à une évolution constante et irréversible qui s'affirmera davantage au début des années 1960. On la désigne sous le nom de la "révolution tranquille".

La décennie de 1950 voit le Québec s'industrialiser, ce qui contraste fortement avec son caractère agricole et artisanal, qu'on lui avait toujours connu. D'autre part, depuis 1944, un gouvernement unioniste dirige l'Assemblée Législative. Ce régime quelque peu autoritaire s'effrite lentement mais sûrement. Toutefois, l'Union Nationale se maintiendra au pouvoir jusqu'en 1960. Cette année-là, le parti libéral, quitte l'opposition et prend le pouvoir après plus de 16 ans d'attente. Il semble qu'il fallait le décès de Maurice Duplessis pour voir s'opérer un changement de gouvernement.

Dès leur prise de pouvoir, les libéraux, poussés par les aspirations d'un très grand nombre de Québécois, apportent d'importantes transformations. De nouvelles mesures dans les secteurs sociaux, éducatifs, culturels et économiques transforment l'image même du Québec. Plusieurs Québécois sont bousculés par ces changements qui semblent avoir été apportés trop rapidement et souvent sans même que la population en soit pleinement consciente.

Cette vague de "libéralisme" apporte chez nous une nouvelle philosophie, celle de la contestation. Cette dernière se fait sentir autant chez les politiciens que chez les radicaux. Le Québec, peu habitué à ce genre de changement brusque, décide en 1966 de ne pas reporter au pouvoir le parti libéral.

En effet, ce scrutin de 1966 confirme la victoire de l'Union Nationale dirigée par Daniel Johnson, un nationaliste opposé aux tendances trop centralisatrices d'Ottawa. En 1970, l'Union Nationale ne parvient pas à assurer sa réélection. Les libéraux, dirigés par Robert Bourassa, forment le nouveau gouvernement.

L'élection du parti libéral n'atténua point la contestation qui connut son point culminant en 1970 avec les célèbres "événements d'octobre". Le contexte social et toutes les implications de cette révolution appréhendée ont manifestement influencé la population du Québec.

Désormais, on identifie deux sortes de Québécois: les nationalistes et les fédéralistes. Leurs options politiques prennent encore plus de force avec le "Rassemblement pour l'Indépendance Nationale" (RIN) (1960). En 1967, René Lévesque fonde le "Mouvement Souveraineté Association" nouveau mouvement indépendantiste qui aboutira à la création, en 1968, d'un véritable parti politique, le "Parti Québécois" dont l'idéologie est identifiée à l'indépendance du Québec. D'autre part, le parti libéral, fédéraliste, prône l'autre option, avec le parti créditiste. Quant à l'Union Nationale, elle se cherche une nouvelle orientation.

Depuis les élections de 1970, ces deux tendances tentent de s'approprier l'électorat québécois. L'opposition de ces deux partis et leurs thèses respectives ne laissent guère de place aux autres formations dont celle de l'Union Nationale qui ne réussit pas à faire élire un seul député en 1973. Pour sa part, le Parti Québécois, avec seulement 6 députés élus, forme pour la première fois l'opposition officielle.

Pour plusieurs, l'élection de 1976 demeure une grande surprise, peu de personnes imaginaient un tel déroulement. Le

Parti Québécois prend le pouvoir avec 71 députés; les libéraux passent à l'opposition officielle avec 26 députés et l'Union Nationale réapparaît avec 11 députés élus. Les autres partis s'approprient les deux autres sièges.

Dans la région, les trois comtés libéraux passent aux mains du Parti Québécois par l'élection de leurs candidats: Guy Chevette dans Joliette-Montcalm, Jacques Parizeau dans L'Assomption et Jean-Guy Mercier dans Berthier.

Maintenant avec un Gouvernement du Parti Québécois au pouvoir, que sera l'avenir du Québec? Le Québec s'orientera-t-il vers son autodétermination ou bien un jour, décidera-t-il de se ranger parmi les états fédéralistes? Les Québécois sont-ils assez matures pour décider eux-mêmes de leur sort collectif? Ces réponses nous viendront certainement dans les années à venir. Il faut toutefois noter un fait; dans tous les pays du monde, où deux nations cohabitent, il demeure très difficile de répondre aux aspirations de deux groupes distincts par leur civilisation et leur langue. Notre situation dans une Amérique du Nord industrialisée est-elle un facteur qui favorise le statu quo?

LES DISTRICTS ÉLECTORAUX

Il faut attendre jusqu'en 1971 avant que le gouvernement se décide à modifier en profondeur les circonscriptions électorales du Québec. Pour y parvenir, l'Assemblée Nationale adopte le 14 juillet 1971 à l'unanimité, le bill 80 intitulé: "*Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux*".

De par son mandat, la commission se doit d'étudier et de faire toutes les représentations nécessaires de cet organisme. Le gouvernement sanctionne le 21 décembre 1972 la "*Loi modifiant la loi de la division territoriale*".

Cette nouvelle répartition de la carte électorale du Québec affecte fortement la région de Joliette. Jusqu'à ce jour, comtés et circonscriptions électorales avaient les mêmes délimitations territoriales. Maintenant, c'est différent puisque les nouveaux districts électoraux ne correspondent plus aux limites des

comtés municipaux. Il faut donc employer les mots "circonscription" ou "district électoral" lorsqu'on parle de la représentation parlementaire.

Pour expliquer davantage toute la procédure suivie pour en arriver à une délimitation finale, il faut mentionner que le premier rapport de la commission fut déposé le 1er mars 1972. Les partis politiques pouvaient faire des recommandations concernant les districts proposés.

Au mois de juillet 1972, un second rapport fut déposé en tenant compte des avis des différents partis du Québec. Enfin, le rapport est déposé à l'Assemblée Nationale pour étude en commission parlementaire et adoption. Après de nombreuses discussions, le Gouvernement le sanctionne, le 21 décembre 1972, avec plusieurs modifications qui dans l'ensemble respectaient l'idée première de la Commission.

Voici, en résumé, les nouvelles délimitations des circonscriptions électorales dans nos quatre comtés, inchangés depuis 1853.

JOLIETTE-MONTCALM

A l'élection du 29 octobre 1973, le nouveau district de Joliette-Montcalm comprend toutes les anciennes municipalités du comté de Montcalm moins celles de St-Calixte et d'Entrelacs. Dans l'ancien comté de Joliette, la nouvelle circonscription comprend les municipalités de Crabtree, St-Pierre, Notre-Dame de Lourdes, St-Ambroise de Kildare, St-Charles Borromée, St-Paul, St-Thomas et la cité de Joliette. La nouvelle circonscription ainsi formée compte 38,672 électeurs.

Dans son quatrième rapport daté de mars 1976, la commission projette les modifications suivantes au district de Joliette-Montcalm: que soient rattachées à ce district les municipalités de St-Roch de l'Achigan, St-Roch-Ouest et St-Calixte, et détachées de ce district les municipalités de Notre-Dame de Lourdes et St-Ambroise de Kildare. Tous ces projets de modifications auraient pour effet de porter à 38,191 le nom-

bre d'électeurs de la circonscription de Joliette-Montcalm.

BERTHIER

A l'élection de 1973 et de 1976, le district électoral de Berthier comprenait toutes les anciennes municipalités du comté de Berthier et toutes celles de l'ancien comté de Joliette moins Crabtree, St-Pierre, Notre-Dame de Lourdes, St-Ambroise de Kildare, St-Charles-Borromée, St-Paul, St-Thomas et la cité de Joliette. La nouvelle circonscription compte 27,294 électeurs.

En 1976, la commission recommande les modifications suivantes: que soient rattachées au comté de Berthier les municipalités de Notre-Dame de Lourdes et de St-Ambroise de Kildare. Il n'est pas prévu que ce district cède des territoires. Avec ces additions, le nombre d'électeurs atteindrait 29,132.

L'ASSOMPTION

Le district de L'Assomption demeure le seul dans notre région à ne connaître aucune modification depuis 1853. Il conserve ses mêmes délimitations avec en 1971, 41,231 électeurs.

En ce qui concerne les recommandations de la commission, cette dernière demande que les municipalités de Ville des Laurentides, La Plaine, St-Lin et St-Roch Ouest soient rattachées au district de Prévost. Ces modifications permettraient de réduire de 3,870 électeurs ce district pour le stabiliser à 37,361.

Dans la nouvelle carte électorale en vigueur depuis l'élection de 1973, mentionnons que les municipalités de Saint-Calixte et d'Entrelacs sont passées au nouveau district de Prévost, créé en vertu de la loi de 1972. Les raisons de leur transfert découlent de leurs situations géographiques puisqu'elles sont situées à l'extrémité ouest de la région De Lanaudière.

Enfin, malgré plusieurs transformations des divisions électorales de notre région, toutes les municipalités comprises dans

les quatre comtés d'autrefois se retrouvent dans les trois présentes circonscriptions à l'exception de Saint-Calixte et d'Entrelacs. L'effet principal de ces modifications est sans aucun doute de réduire à trois le nombre de nos représentants à l'Assemblée Nationale.

NOS HOMMES POLITIQUES

Sur la scène provinciale, quatre de nos politiciens ont accédé au cabinet des ministres. En somme depuis 1944, les comtés de Montcalm, l'Assomption et Joliette ont toujours été représentés par au moins un ministre.

Il y eut au début de cette période, l'Honorable Antonio Barrette dont il fut question au chapitre précédent. Nommé ministre du Travail en 1944, il occupa ce poste jusqu'en 1960. Cette année-là, il est assermenté comme Premier Ministre, à la suite du décès de l'Honorable Paul Sauvé. Il occupera cette haute fonction jusqu'aux élections de 1960. Cette même année son parti est battu par les libéraux. En 1963, il sera nommé par le gouvernement fédéral ambassadeur du Canada en Grèce.

En 1966, l'Union Nationale présente dans le comté de Montcalm un jeune professeur talentueux, Marcel Masse. Dès son élection, il devient ministre d'État à l'Éducation et par le fait même, le plus jeune politicien au Québec à accéder au cabinet des ministres. A la suite des élections de 1970, il se retrouve dans l'opposition. Après plusieurs tentatives en politique soit comme chef de son parti ou comme candidat conservateur sur la scène fédérale, il quitte la politique active en 1973 et accepte une mission économique en Afrique pour le compte des Nations-Unies.

Robert Lussier également de l'Union Nationale est élu député de L'Assomption en 1966 et quelques mois plus tard, occupe le fauteuil ministériel des affaires municipales.

Le quatrième politicien de notre région à occuper une fonction ministérielle, c'est le docteur Robert Quenneville, député de Joliette-Montcalm, élu aux élections de 1970. Dès son élection,

il est nommé ministre d'Etat à la Santé. Par la suite, il occupera d'autres fonctions ministérielles jusqu'au 30 juillet 1975, quand il est désigné titulaire du ministère du Revenu. Il est défait à l'élection de 1976.

Le plus récent des ministres, c'est l'Honorable Jacques Parizeau, député de L'Assomption, élu le 15 novembre 1976 et nommé ministre des Finances le 26 novembre.

Sur la scène fédérale, cette période est marquée au tout début, en 1952 par une modification des districts électoraux fédéraux et de la représentation parlementaire. Dans notre région, on remarque une modification mineure.

Le comté de Berthier-Maskinongé devient celui de Berthier-Maskinongé-DeLanaudière en lui rattachant le canton de Gouin situé à l'ouest de St-Michel-des-Saints. Avant l'adoption de cette loi, ce territoire faisait partie du district électoral de Joliette-L'Assomption-Montcalm.

Du côté politique, c'est l'époque des gouvernements minoritaires. A l'occasion des neuf scrutins généraux, les conservateurs et les libéraux sont appelés à former des gouvernements qui ne possèdent pas la majorité absolue en Chambre. L'avènement de partis comme le Nouveau Parti Démocratique et le Crédit Social est directement impliqué dans ce nouveau régime de gouvernement minoritaire.

Cette période de 25 années est marquée par une seule élection partielle. Elle eut lieu dans le district de Joliette-L'Assomption-Montcalm le 3 octobre 1950. Elle fut nécessaire par la démission de Georges-Emile Lapalme qui accéda la même année à la chefferie du parti libéral du Québec. A cette élection, le comté de Joliette choisit Me Maurice Breton, avocat de Joliette et candidat libéral.

Aucun de nos hommes politiques n'a accédé au cabinet des ministres. Notre région n'a jamais été des plus choyées en ce qui a trait aux élus ministrables. Le dernier à l'avoir été fut l'Honorable François-Georges Baby, député de Joliette en 1878.

Même s'il n'est pas ministre, bien qu'il soit presque assuré d'un poste au cabinet dans un futur gouvernement conservateur, M. Roch LaSalle demeure une figure politique intéressante. Battu en 1965, il est élu pour la première fois en 1968 comme conservateur. En 1972, il se présente comme indépendant et il est réélu. Enfin en 1974, après avoir réintégré son parti, il revient une troisième fois comme député de la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm. Toute sa carrière politique repose sur sa personnalité et son intégrité qui ne tient pas compte des partis politiques. C'est certainement l'un des rares cas où un candidat se fait réélire trois fois sous une bannière différente et par surcroît lorsque le parti adverse détient le pouvoir.

C'est ainsi que se termine cette première partie analysant l'évolution politique de la région de Joliette au Provincial et au Fédéral. Cette histoire nous permettra de mieux situer les 147 politiciens dont les biographies suivent dans la seconde partie de cet ouvrage.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1950-1976**

ÉLECT.	BERTHIER	L'ASSOMPTION	JOLIETTE	MONTCALM
1952	A. Lavallée	V.-S. Chartrand	A. Barrette	J.-M. Tellier
1956	A. Lavallée	V.-S. Chartrand	A. Barrette	J.-M. Tellier
1960	A. Lavallée	F. Coiteux	A. Barrette	J.-M. Tellier
1960*	<hr/>	<hr/>	G. Lambert	<hr/>
1962	L. McGuire	F. Coiteux	M. Majeau	G. Martin
1966	G.-M. Gauthier	R. Lussier	P. Roy	M. Masse
1970	G.-M. Gauthier	J. Perreault	R. Quenneville	M. Masse
1973	M. Denis	J. Perreault	R. Quenneville	
1976	J.-G. Mercier	J. Parizeau	G. Chevette	

* Indique une élection partielle.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À LA CHAMBRE DES COMMUNES
1950-1976**

ÉLECTIONS	JOLIETTE-L'ASSOMPTION MONTCALM	BERTHIER-MASK. DELANAUDIÈRE
1953	M. Breton	J. Langlois
1957	M. Breton	J. Langlois
1958	L.-J. Pigeon	R. Paul
1962	L.-J. Pigeon	R. Paul
1963	L.-J. Pigeon	R. Paul
1965	J.-R. Comtois	A. Yanakis
1968	R. LaSalle	A. Yanakis
1972	R. LaSalle	A. Yanakis
1974	R. LaSalle	A. Yanakis

**PARTIS AU POUVOIR ET REPRÉSENTATION DES PARTIS DANS LA RÉGION DE JOLIETTE
1950-1976**

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1952</u>	<u>1956</u>	<u>1960</u>	<u>1962</u>	<u>1966</u>	<u>1970</u>	<u>1973</u>	<u>1976</u>
QUÉBEC	UN	UN	L	L	UN	L	L	PQ
JOLIETTE	UN	UN	UN	UN	UN	L	L	PQ
MONTCALM	UN	UN	UN	L	UN	UN		
L'ASSOMPTION	UN	UN	L	L	UN	L	L	PQ
BERTHIER	UN	UN	UN	L	UN	UN	L	PQ

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>	<u>1958</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1965</u>	<u>1968</u>	<u>1972</u>	<u>1974</u>
CANADA	L	PC	PC	PC	L	L	L	L	L
JOLIETTE									
L'ASSOMPTION	L	L	PC	PC	PC	L	PC	IND	PC
MONTCALM									
BERTHIER									
MASKINONGÉ	L	L	PC	L	L	L	L	L	L
DE LANAUDIÈRE									

Partis: L: Libéral, PC: Progressiste-Conservateur, UN: Union Nationale, IND: Indépendant, PQ: Parti Québécois.

APPENDICE 1790-1976

**DATES DES ÉLECTIONS AU QUÉBEC
DANS LA RÉGION DE JOLIETTE 1792-1976**

1 - ACTE CONSTITUTIONNEL

1792	10 juillet	* 1815	10 juin (Leinster)
* 1793	janvier (Leinster)	1816	25 avril
1796	20 juillet	1820	11 avril
1800	28 juillet	1820	25 juillet
1804	6 août	* 1822	9 janvier (Leinster)
1808	18 juin	1824	25 août
1809	23 novembre	1827	25 août
1810	21 avril	1830	26 octobre
* 1812	août (Warwick)	* 1832	30 juillet (L'Assomption)
1814	13 mai	1834	22 novembre
		* 1837	7 mars (Berthier)
		* 1837	26 mai (Lachenaie)

2 - ACTE D'UNION

1841	8 avril	
* 1842	8 août (Leinster)	
1844	12 novembre	
1848	24 janvier (Leinster)	
1851	15 décembre (Berthier)	19 décembre (Leinster)
1854	19 juillet (Joliette)	31 juillet (Bert., L'Assomp., Montc.)
1858	2 janvier (Berthier)	9 janvier (L'Assomption)
1861	6 juillet (L'Assomp.)	8 juillet (Berthier) 15 juillet (Montc.)
* 1862	20 février (Montcalm)	
1863	23 juin (Berthier)	26 juin (Joliette)

3 - CONFÉDÉRATION-QUÉBEC

1867	24 août (L'Ass.)	3 septembre (Jol.)	10 sept. (Bert.-Montc.)
1871	12 juin (L'Assomption)	11 juillet (Berthier)	
* 1874	13 mars (Montcalm)		

DEPUIS CETTE ANNÉE - ÉLECTIONS À DATE FIXE

1875	7 juillet	* 1917	12 novembre (Montcalm)
1878	1 mai	1919	5 février
* 1880	4 juin (L'Assomption)	1923	5 février
* 1880	6 décembre (Berthier)	* 1925	30 novembre (Berthier)
1881	2 décembre	1927	16 mai
* 1885	24 septembre (Joliette)	* 1929	16 novembre (Montcalm)
1886	14 octobre	1931	24 août
* 1886	11 décembre (Montcalm)	1935	25 novembre
* 1888	27 décembre (L'Assomption)	1936	17 août
* 1889	23 octobre (Joliette)	1939	25 octobre
* 1890	15 janvier (Berthier)	1944	8 août
1890	17 juin	1948	28 juillet
1892	8 mars	1952	16 juillet
1897	11 mai	1956	20 juin
1900	7 décembre	1960	22 juin
* 1904	10 mars (Berthier)	* 1960	23 novembre (Joliette)
1904	25 novembre	1962	14 novembre
* 1906	5 novembre (L'Assomption)	1966	5 juin
1908	8 juin	1970	29 avril
1912	15 mai	1973	29 octobre
1916	22 mai	1976	15 novembre

Le signe (*) indique des élections partielles dans ce comté.

Les dates indiquées avant 1850 marquent l'entrée des résultats au bureau du greffier de la Chancellerie au Parlement.

DATES DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DANS LA RÉGION DE JOLIETTE 1867-1974

- 1867 14 septembre (Bert.) 7 septembre (Jol.-L'Ass.) 2 septembre (Montc.)
- * 1871 15 septembre (Montcalm)
- 1872 30 juillet (Joliette) 10 août (Montcalm)

DEPUIS CETTE ANNÉE - ÉLECTIONS À DATE FIXE

- 1874 2 février
- * 1874 10 décembre (Joliette)
- * 1875 27 février (Berthier)
- * 1875 16 janvier (L'Assomption)
- 1878 17 septembre
- * 1878 14 novembre (Joliette)
- * 1880 9 décembre (Joliette)
- 1882 20 juin
- * 1882 7 décembre (Joliette)
- 1887 22 février
- * 1888 3 avril (L'Assomption)
- * 1889 16 janvier (Joliette)
- 1891 5 mars
- * 1892 2 mars (Montcalm)
- * 1892 7 juin (L'Assomption)
- 1896 23 juin
- * 1900 18 janvier (Berthier)
- 1900 7 novembre
- 1904 3 novembre
- * 1907 7 mars (L'Assomption)
- 1908 26 octobre
- * 1909 25 septembre (Montcalm)

1911	21 septembre	* 1950	3 octobre (J.-A.-M)
1917	17 décembre	1953	10 août
1921	6 décembre	1957	10 juin
1925	29 octobre	1958	31 mars
1926	14 octobre	1962	18 juin
* 1928	17 décembre (Joliette)	1963	8 avril
* 1930	26 juillet	1965	8 novembre
1935	14 octobre	1968	25 juin
1940	26 mars	1972	30 octobre
1945	11 juin	1974	8 juillet
1949	27 juin		

Le signe (*) indique des élections partielles dans ce comté.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE 1792 À 1976
RANG SOCIAL ET OCCUPATIONS**

TITRE	1867-1792	QUÉ	CAN	TOTAL	%
Seigneurs	3	—	1	4	3%
Avocats	9	15	15	39	26%
Notaires (2)	5	4	10	19	13%
Médecins (2)	3	7	5	15	9%
Journaliste	1	—	—	1	.5%
Ingénieurs, Arpenteurs Architectes, Agronomes	—	3	2	5	3%
Economistes, Administrateurs	—	2	—	2	2%
Marchands, Négociants.	15	4	2	21	13%
Artisans	4	—	—	4	3%
Industriels	—	5	2	7	5%
Gérants, Professeurs, Courtiers d'Assurance	—	8	1	9	6%
Eleveurs Cultivateurs (1)	8	13	3	24	16%
Autre	—	—	—	—	—
Pilote d'aréonef	—	1	—	1	.5%
TOTAL	48	62	41	151	100%

Notes: (1) Y compris un député avec double mandat

(2) Y compris 3 députés élus avant et après 1867.

**LIEU DE RÉSIDENCE DES DÉPUTÉS
DE LA RÉGION DE JOLIETTE 1792-1976**

LOCALITÉS	(1)	(2)	LOCALITÉS	(1)	(2)
Berthier	9	9	St-Cuthbert (b)	2	2
Crabtree	—	1	St-Damien	—	1
Ile Dupas	1	1	Ste-Elisabeth	1	1
Joliette	—	23	St-Esprit	—	4
Lachenaie	2	1	St-Félix Valois	—	2
Lanoraie	—	1	St-Gabriel	—	4
Lavaltrie	3	—	St-Jacques-l'Achigan	3	3
L'Assomption (b)	16	7	St-Jean-de-Matha	—	2
L'Epiphanie	—	2	Ste-Julienne	—	2
Montréal	4	11	St-Liguori (a)	—	4
Repentigny	1	3	St-Lin	—	4
St-Alexis (b)	1	2	Ste-Marie Beauce	1	—
St-Ambroise	—	1	St-Michel-Saints	—	2
St-Barthélemy	—	2	St-Paul l'Ermite	—	1
St-Calixte	—	2	St-Roch l'Achigan	3	—
	—	—	St-Paul-Joliette	1	1
St-Justin	—	1	Louiseville	—	2
St-Sulpice	—	1			
TOTAL (1)	48		TOTAL (2)	103	

Notes: (1) Les députés élus de 1792 à 1867

(2) Les députés élus de 1867 à 1976

(a) Y compris un député avec double mandat.

(b) Y compris trois députés élus avant et après 1867.

LES MINISTRES ISSUS DE LA RÉGION DE JOLIETTE

NOMS	COMTES	NIVEAU	MINISTÈRES PRINCIPAUX	DATES
Archambault, Louis	L'Assomption	Provincial	Travaux Publics	1867-1873
Archambault, Louis	L'Assomption	Fédéral	Agriculture	1867-1874
Baby, François-G.	Joliette	Fédéral	Revenu et Intérieur	1878-1880
Barrette, Antonio	Joliette	Provincial	Premier Ministre et Travail	1944-1960
Bastien, Cléophas	Berthier	Provincial	Colonisation	1939-1944
Lussier, Robert	L'Assomption	Provincial	Affaires Municipales	1966-1970
Masse, Marcel	Montcalm	Provincial	Affaires Inter-Gouvernementales et Richesses Naturelles	1966-1970
Perron, J. Léonide	Montcalm	Provincial	Voirie	1929-1930
Quenneville, Robert	Jol.-Montcalm	Provincial	Revenu	1970-1976
Taillon, L. Octave	Montcalm	Provincial	Premier Ministre	1887-1887
Parizeau, Jacques	L'Assomption	Provincial	Ministre des Finances	1976-

LES CONSEILLERS LÉGISLATIFS DU QUÉBEC 1858-1968

NOMS	DIVISIONS	MANDAT	RÉSIDENCE	OCCUPATION	N/D
Archambault, P.-Urgel	Repentigny	1858-1867	L'Assomption	Ingénieur	1812-1871
Archambault, Louis	Repentigny	1867-1888	L'Assomption	Notaire	1814-1890
Archambault, Horace	Repentigny	1888-1908	Montréal	Avocat	1857-1918
Bergevin, Achile	Repentigny	1910-1913	Montréal	Courtier	1870-1933
Simard, G.-Aimé	Repentigny	1913-1921	Montréal	Industriel	1870-1953
Simard, G.-Aimé	Repentigny	1923-1953	Montréal	Industriel	1870-1953
Masson, Edouard	Repentigny	1953-1967	Montréal	Avocat	1896-
Faribault, Marcel	Repentigny	1967-1968	Outremont	Notaire	1908-1972
Bareil-Lajoie, Alex	Lanaudière	1862-1862	Maskinongé	Agriculteur	1795-1862
Olivier, L.-Auguste	Lanaudière	1863-1867	Berthier	Avocat	1816-1881
Dostales, P. Eustache	Lanaudière	1867-1884	Berthier	Agriculteur	1809-1884
Masson, Rodrigue	Lanaudière	1884-1884	Terrebonne	Avocat	1833-1903
Lavallée, V.-Paul	Lanaudière	1885-1888	St-Félix	Médecin	1839-1931
Sylvestre, Louis	Lanaudière	1890-1905	Ile Dupas	Agriculteur	1832-1914
Alard, Jules	Lanaudière	1905-1910	Yamaska	Avocat	1859-1945
Bérard, L.-Philippe	Lanaudière	1912-1914	Montréal	Avocat	1858-1926

Allard, Jules	Lanaudière	1916-1919	Yamaska	Avocat	1859-1945
Robillard, Clément	Lanaudière	1919-1926	Montréal	Comptable	1850-1926
Serre, Gaspard de	Lanaudière	1928-1928	Montréal	Financier	1855-1928
Daniel, J. Ferdinand	Lanaudière	1929-1940	St-Esprit	Notaire	1870-1940
Messier, Félix-E.	Lanaudière	1942-1968	St-Antoine	Hom. d'Affaires	1876-1968

LES SÉNATEURS CANADIENS DE 1867 A 1976

NOMS	DIVISIONS	MANDAT	RÉSIDENCE	OCCUPATION	N/D
Armand, J. François	Repentigny	1867-1903	Riv. D. Prairies		1820-1903
Legris, J. Hormidas	Repentigny	1903-1942	Louiseville		1850-1942
Du Tremblay, P. H. Réal	Repentigny	1942-1955	Outremont	Avocat	1879-1955
Lefrançois, J. Eugène	Repentigny	1957-	Montréal		
Olivier, L. Auguste	Lanaudière	1867-1872	Berthier	Avocat	1816-1881
Bellerose, J. H.	Lanaudière	1872-1899	Laval		1820-1899
Casgrain, J. Philippe	Lanaudière	1900-1939	Québec	Ingénieur	1856-1939
St-Père, E. Charles	Lanaudière	1940-1953	Montréal	Financier	1896-1962
Fournier, Sarto	Lanaudière	1953-			

AUTRES POLITICIENS ISSUS DE LA RÉGION DE JOLIETTE

La région de Joliette a fourni au pays plusieurs autres hommes politiques qui n'ont pas représenté une circonscription électorale de chez nous. Bien incomplète, cette liste en mentionne quelques-uns.

CARDIN, Louis-Pierre-Paul. Natif de Berthier, il représente le comté de Richelieu à la Législature du Québec de 1886 à 1891.

CASSIDY, François naît à Saint-Jacques de L'Achigan en 1823. Maire de Montréal en 1873 et député de Montréal-Ouest de 1871 à son décès le 14 juin 1873.

COULOMBE, Jérémie. Natif de Saint-Cuthbert, il siège au Parlement fédéral comme représentant du comté de Maskinongé de 1887 à 1891.

JETTÉ, Louis-Amable naît à L'Assomption en 1836. Député de Montréal-Est aux Communes en 1872. Avocat, il est désigné Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec de 1898 à 1908. Par la suite, il est juge en chef de la Province. Il décède à Montréal en 1920.

LAFONTAINE, Joseph-L. Natif de Lavaltrie, il est député du comté de Shefford à la Législature du Québec de 1878 à 1881.

LANDRY, Bernard. Avocat né à Saint-Jacques (Montcalm) en 1937. Candidat du Parti Québécois défait dans Joliette en 1973, il est élu député de Fabre en 1976. Il est désigné par le Premier Ministre, ministre d'État au développement économique.

LAURIER, Wilfrid naît à Saint-Lin des Laurentides en 1841. Élu député de Drummond-Arthabaska à la Législature du Québec de 1871 à 1874. De 1874 à 1877, député du même comté à la Chambre des Communes. Député de Québec-Est de 1877 à

1920 et Premier Ministre du Canada de 1896 à 1911. Il décède à Ottawa en 1920.

LAURIN, Camille. Médecin né à Charlemagne dans le comté de L'Assomption en 1922. Député de la circonscription montréalaise de Bourget sous la bannière du PQ de 1970 à 1973. Réélu en 1973, il est nommé ministre d'État au développement culturel.

MORIN, Louis-Siméon. Né à Lavaltrie en 1831, il devient avocat. Député de Terrebonne en 1857 puis protonotaire à Joliette en 1872. Décédé en 1879.

TARTE, Joseph-Israël. Journaliste né à Lanoraie en 1848. Député fédéral de plusieurs circonscriptions du Québec. Nommé ministre des Travaux Publics de 1896 à 1902. Il décède à Montréal en 1907.

STATISTIQUES SUR LES DÉPUTÉS

- 1 - *Députés élus pour le plus long mandat:*
 - 1 - Walter Reed, 27 ans, député de L'Assomption de 1908 à 1935. Qué.
 - 2 - Paul-Arthur Séguin, 27 ans, député de L'Assomption de 1908 à 1935.

- 2 - *Députés élus pour le plus court mandat:*
 - 1 - Omer Dostaler, 5 mois et 2 jours, député de Berthier en 1890.
 - 2 - Jean-Louis Martin, 5 mois et 1 jour, député de Montcalm en 1861.

- 3 - *Député le plus jeune avant la Confédération:*
 - 1 - Ross Cuthbert, 24 ans, élu dans Warwick en 1800.

- 4 - *Député le plus jeune après la Confédération:*

J.-B.-Trefflé Richard, 24 ans, député élu dans Montcalm en 1881.

- 5 - *Député le plus âgé avant la Confédération:*
 - 1 - Jacob DeWitt, 78 ans, élu dans Leinster en 1842.

- 6 - *Député le plus âgé après la Confédération:*
 - 1 - Etienne Mathieu, 63 ans, élu dans L'Assomption en 1867.

- 7 - *Moyenne d'âge des députés lors de leur élection:*

42 ans pour la période de 1792 à 1976.

- 8 - *Nombre de députés ayant fréquenté le Collège de L'Assomption:*
 - 1 - De 1833 à 1976, 29 députés ont fréquenté cette institution.

- 9 - *Nombre de députés ayant fréquenté le Collège de Joliette:*
 - 1 - De 1846 à 1976, 26 députés ont fréquenté cette institution.

- 10 - *Nombre de députés ayant fréquenté le Collège de Berthier:*
 - 1 - De 1846 à 1976, 26 députés ont fréquenté cette institution.

- 11 - *Nombre d'élections tenues entre 1792 et 1867 dans la région:*
 - 1 - 23 scrutins généraux.
 - 2 - 9 scrutins partiels.

- 12 - *Nombre d'élections fédérales tenues entre 1867 et 1976:*
 - 1 - 30 scrutins généraux.
 - 2 - 16 scrutins partiels.

- 13 - *Nombre d'élections provinciales tenues entre 1867-1976:*
 - 1 - 31 scrutins généraux.
 - 2 - 14 scrutins partiels.

- 14 - *Les députés vivants en 1977:*

En 1977, 26 députés sont vivants, le plus vieux est Adhémar Raynault, député de L'Assomption de 1936 à 1939, âgé de 87 ans.

- 15 - *Lieux de naissance des députés:*

Des 147 parlementaires de la région de Joliette, 33 sont natifs du comté de Berthier, 19 de celui de Joliette, 26 du comté de L'Assomption, 18 de Montcalm et 51 de l'extérieur de la région.

POPULATION DES COMTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE 1792-1867

COMTÉS	PÉRIODES	1790	1810*	1818*	1825	LIEUX DE L'ÉLECTION
Leinster	1791-1829	9,368	13,518	17,823	24,184	L'Assomption
Warwick	1791-1829	6,185	11,168	14,724	19,979	Berthier St-Paul (1825)
COMTÉS	PÉRIODES	1827	1831			LIEUX DE L'ÉLECTION
Berthier	1829-1838	17,795	24,781	—	—	Berthier St-Paul (1833)
Lachenaie	1829-1838	14,975	9,402	—	—	St-Roch-l'Achigan
L'Assomption	1829-1838	10,246	12,372	—	—	L'Assomption
COMTÉS	PÉRIODES	1844	1851	1861	1871	LIEUX DE L'ÉLECTION
Leinster	1840-1854	25,583	29,690	—	—	Chaque paroisse (1)
Berthier	1840-1867	27,121	34,608	19,608	—	Chaque paroisse
L'Assomption	1854-1867	—	—	17,355	—	Chaque paroisse
Joliette	1854-1867	—	—	21,198	—	Chaque paroisse
Montcalm	1854-1867	—	—	14,758	—	Chaque paroisse

* Population approximative établie par extrapolation des recensements de 1790 et 1825.

(1) En 1841 les élections se tiennent à Ste-Elisabeth pour Berthier et à St-Jacques-de L'Achigan pour Leinster.

(SECONDE PARTIE)

**BIOGRAPHIES
DES PARLEMENTAIRES 1792-1976**

ALLARD, Victor naît à Saint-Cuthbert, le 1er février 1860, du mariage de Prosper Allard et de Geneviève Auriez-Laferrière. Il fait ses études primaires à St-Cuthbert puis s'inscrit au Collège de L'Assomption en 1872. Au terme de ses études en 1878, il s'inscrit au cours de Droit à l'Université Laval où cinq ans plus tard, il obtient son diplôme de Droit. Admis au barreau en 1884, il s'installe à Berthierville où il pratique sa profession.

Le 21 janvier 1885, il épouse à L'Assomption, Blanche Dorval. Dès 1890, il tente sa chance en politique en se portant candidat à l'élection provinciale de 1890. Défait, il se présente à nouveau comme candidat conservateur en 1891 mais cette fois-ci sur la scène fédérale où une fois de plus il est perdant. Aux élections provinciales du 8 mars 1892, il réussit à se faire élire dans le comté de Berthier en battant Alphonse-Cuthbert Chenevert par 131 voix de majorité.

Il siège au parlement provincial de 1892 à 1897. Il est défait aux scrutins subséquents de 1897 à 1904. En dernier recours, il tente de se faire élire au niveau fédéral, en 1908, sans y réussir. Cette dernière défaite met fin à sa carrière politique.

Sur la scène locale, il est conseiller municipal de Berthierville, en 1897, et maire de 1898 à 1914. En 1916, il est nommé juge de la Cour Supérieure, fonction qu'il occupera jusqu'en 1920. Cette année-là, il quitte Berthierville pour s'établir à Montréal à la suite de sa nomination comme juge de la Cour du banc du Roi. En 1929, il est nommé juge de la Cour d'Appel du Québec fonction qu'il occupera jusqu'à son décès survenu à Montréal le 3 juin 1931.

(Bibliographie: *Hist. Coll. de l'Assomption*, 1933, *Album tricentenaire de Berthier*, 1967, *Rep. des Mariages du comté de Berthier* 1966, *Canadian Companion Guide*, 1895, *Les juges de la P. de Québec*, 1933, *Registres de l'Etat civil*, Joliette, 1976).

ARCHAMBAULT, A.-A.

L'ASSOMPTION 1861-1863

CAN.-UNI

ARCHAMBAULT, Alexandre-A. naît à L'Assomption, le 7 juin 1829, du mariage de Pierre-Amable Archambault et de Madeleine Bruquier. Il commence ses études primaires dans son village natal puis s'inscrit au Collège de L'Assomption, en 1839, où il termine son cours classique en 1847. Par la suite, il poursuit ses études de Droit sous la direction de son beau-frère, Joseph Papin. Il est reçu avocat, en 1857, et pratique à L'Assomption.

Le 9 janvier 1852, il épouse à Montréal, Léocadie Hommier, la belle-soeur de Joseph Papin, député de L'Assomption de 1854 à 1857.

Sur la scène locale, Alexandre Archambault, capitaine de milice, est maire de L'Assomption de 1858 à 1870. En 1860, il est préfet du comté.

Avec l'appui de Joseph Papin, il se présente candidat à l'élection générale du 1861. Le 6 juillet, date du scrutin, il est élu député de L'Assomption défaisant ainsi, Louis Archambault. En 1863, ce dernier défait Alexandre Archambault.

Alexandre Archambault décède à L'Assomption, le 12 juillet 1879.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Canadian Parliamentary Guide* 1862, *The Canada Directory*, 1857, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

ARCHAMBAULT, J.
LEINSTER **1810-1814** **BAS-CAN.**

ARCHAMBAULT, Jacques naît à Repentigny, en septembre 1765, du mariage de Pierre Archambault et de Josephthe Gauthier. Il réside à Repentigny avec ses parents. Le 6 octobre 1783, il épouse dans sa paroisse natale Véronique Debuissat dit Saint-Germain.

En 1800, il quitte Repentigny pour s'établir à Saint-Roch de L'Achigan où il est agriculteur comme son père qui émigre lui aussi à Saint-Roch. Le 7 mars 1803, il est nommé capitaine et adjudant du bataillon de Leinster, section de Saint-Roch. En même temps, il se voit assigner la fonction de juge de paix.

Candidat du "Bloc Canadien" au scrutin de 1810, il est élu le 21 avril député du comté de Leinster. Il siège au Parlement du Bas-Canada pendant un seul mandat puis se retire de la scène politique pour retourner à ses occupations.

Jacques Archambault est marguillier à Saint-Roch en 1816 et en 1825. Il décède à Saint-Roch de L'Achigan, le 31 décembre 1851, âgé de 86 ans.

(Bibliographie: *Album 150ème anniversaire de Saint-Roch*, 1953, *La milice du Bas-Canada, 1829-1830, Recensements de 1825 et 1831, Répertoire des mariages du comté de l'Assomption*, 1962, *Registres de l'état civil, Joliette*, 1976).

ARCHAMBAULT, J.-B.
LEINSTER **1800-1808** **BAS-CAN.**

ARCHAMBAULT, Jean-Baptiste naît à L'Assomption, vers 1780, de l'union de Jean Archambault et de Françoise Beaudry. Cultivateur à L'Assomption, dans la région qui deviendra en 1787 Saint-Roch de l'Achigan, il épouse dans cette paroisse le 27 janvier 1806 Josephthe Payette dit Saint-Amour. De leur union naîtront 3 enfants.

Jean-Baptiste Archambault est élu député de Leinster le 28 juillet 1800 et réélu en 1804. Il siège au Parlement du Bas-Canada pendant deux mandats.

Jean-Baptiste Archambault décède à Saint-Roch de L'Achigan vers 1831.

(Bibliographie: *Histoire de l'Assomption*, 1967, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Recensement de 1825*, *Répertoire des mariages du comté de l'Assomption*, 1962).

ARCHAMBAULT, J.-É.

BERTHIER

1900-1908

CAN.

ARCHAMBAULT, Joseph-Eloi naît à Saint-Jacques-de-L'Achigan, le 3 décembre 1861, du mariage de François Archambault et d'Ogine Magnan. Après ses études à Saint-Jacques, il fréquente le Collège de L'Assomption de 1872 à 1880, puis s'inscrit au notariat à l'Université Laval de Québec en 1880. Il est reçu notaire en 1885.

Dès son admission à la Chambre des notaires, Joseph-Eloi Archambault s'installe à Saint-Gabriel de Brandon où il pratique sa profession jusqu'en 1909. Le 9 février 1886, il épouse à Plessisville, Marie-Anne Parent.

A Saint-Gabriel, Joseph-Eloi Archambault s'intéresse activement à la vie de sa collectivité. Le 25 avril 1888, il accepte le poste de secrétaire-trésorier de la commission scolaire locale et cela jusqu'en 1913. De 1896 à 1905, il est maire de Saint-Gabriel et préfet du comté de Berthier de 1896 à 1900.

A la suite de la démission de Cléophas Bastien en décembre 1899, Joseph-Eloi Archambault se porte candidat à l'occasion de l'élection partielle du 18 janvier 1900. A cette occasion, il est élu par acclamation député de Berthier à la Chambre des Communes. Réélu en 1900 et en 1904, il quitte la

politique active en 1908 pour accepter, le 11 décembre 1908, le poste d'inspecteur des poids et mesures à Montréal. Il occupera cette fonction administrative jusqu'à son décès survenu à Joliette, le 23 décembre 1916, à la suite d'une longue maladie. Il fût inhumé au cimetière de Saint-Gabriel de Brandon.

(Bibliographie: *Histoire de St-Gabriel*, 1917, *Senators and members of the House of Common*, 1906, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

ARCHAMBAULT, L. (HON.)

L'ASSOMPTION	1858-1861	CAN.-UNI
L'ASSOMPTION	1863-1867	CAN.-UNI
L'ASSOMPTION	1867-1874	CAN.

ARCHAMBAULT, Louis naît à Longue-Pointe en banlieue de Montréal, le 7 novembre 1814, du mariage de Jacques Archambault et de Catherine-Thérèse Raymondvert. Après ses études primaires, il étudie le notariat à Montréal où il est reçu notaire en 1836.

Le 5 août 1835, il épouse, à Saint-Roch de L'Achigan, Héloïse Roy puis s'installe définitivement dans cette paroisse où il pratique sa profession. A la suite du décès de son épouse, Louis Archambault épouse en secondes noces Elisabeth Dugal de L'Assomption, le 17 juillet 1848. De cette seconde union, naîtra Alfred Archambault qui, en 1904, deviendra le premier évêque de Joliette.

Homme actif, Louis Archambault occupe plusieurs fonctions à Saint-Roch. De 1843 à 1857, il est régistrateur du bureau d'enregistrement de L'Assomption, en 1845, il est commissaire d'école puis président de la commission scolaire locale de 1846 à 1848. De 1850 à 1855, il est préfet du comté de L'Assomption. Parallèlement, depuis 1851, il est maître de poste de son village.

En 1855 Louis Archambault vint s'installer à l'Assomption,

centre important de la région. C'est à L'Assomption qu'il fonde l'Association mutuelle des fabriques du diocèse de Montréal et de Saint-Hyacinthe.

Sa carrière politique débute le 9 janvier 1858 par son élection comme député de L'Assomption au Parlement du Canada-Uni. Au scrutin de 1861, il est défait par Alexandre Archambault de L'Assomption. En 1863, il est de nouveau élu représentant de son comté jusqu'à la Confédération.

Au tout début de l'ère confédérative, Louis Archambault joue un rôle important sur la scène politique. Elu premier député de L'Assomption à la Chambre des Communes, en 1867, il aussitôt nommé ministre de l'Agriculture. A Québec, le lieutenant-gouverneur le nomme Conseiller législatif le 2 novembre de la même année pour la division de Repentigny. A ce titre, il est désigné ministre des Travaux Publics, fonction qu'il occupera jusqu'en 1873.

Suite à l'adoption par le Parlement fédéral d'une loi abolissant le double mandat, il doit résigner ses fonctions à Ottawa le 2 janvier 1874. Il conservera toutefois son poste de Conseiller législatif jusqu'à sa démission le 6 juin 1888. Au cours de sa carrière, Louis Archambault fut président de la Chambre des Notaires de 1866 à 1870.

L'Honorable Louis Archambault décède à L'Assomption le 2 mars 1890. Son inhumation au cimetière local prit l'envergure d'une cérémonie nationale par la présence de nombreux politiciens et dignitaires.

Dans toute l'histoire du Canada, Louis Archambault aura été le seul homme politique du pays à occuper simultanément deux fonctions ministérielles aux deux paliers de gouvernement.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, B.R.H., *Canadian Parliamentary Guide*, 1871, *Album 150ème anniversaire de St-Roch*, 1953, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Journal l'Eclaireur de Québec*, du 3 mars 1890).

ARMSTRONG, D.-M.
BERTHIER **1841-1851** **CAN.-UNI**

ARMSTRONG, David-Morrisson naît à Maskinongé, en 1805, du mariage du capitaine Edmund Armstrong, loyaliste américain immigré au pays en 1776, et d'Elisabeth Dunn. Après ses études à l'Institut Royal, il vient s'installer à Berthier où il tient commerce.

Il épouse à Berthier, le 8 janvier 1831, Léocadie Deligny, fille de Jacques Deligny, ancien député de Warwick et de Berthier.

Lieutenant-colonel du 4^{ème} bataillon de Berthier puis, commandant du même bataillon, David Armstrong est candidat à l'élection du 8 avril 1841 où il est élu député de Berthier au Parlement du Canada-Uni. Politicien du parti "Rouge" et opposé à l'Union, il est réélu en 1844 et en 1848. Son élection de 1848 sera toutefois contestée par Maurice-H. Beaulieu et les électeurs de Berthier mais les arguments de ses adversaires seront rejetés.

En 1851, il est défait par Joseph-Hilarion Jobin et retourne à ses affaires. En plus de son commerce, il est agent pour la "National Load Fund Life and Equitable Fire Co."

En 1855, il est nommé Conseiller Législatif et avec l'avènement de la Confédération, le Lieutenant-Gouverneur du Québec le désigne Conseiller Législatif de la division de Sorel. Il occupera cette fonction jusqu'à son décès, le 14 avril 1873 à Sorel.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *Berthier, Hier et aujourd'hui*, 1953, *Journal L'Aurore des Canadas*, 1841, *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966).

BABY, L.-F.-G. (HON.)

JOLIETTE

1872-1800

CAN.

BABY, Louis-François-Georges naît à Montréal, le 26 août 1834, du mariage de Joseph Baby, notaire de Montréal et de Catherine Guy. Après ses études primaires, il s'inscrit en 1847 au Collège de Joliette. De 1851 à 1854, il fréquente le Séminaire de Montréal. A sa sortie de cette institution, il étudie le Droit pendant trois ans et est admis au Barreau le 5 janvier 1857. Cette année-là il vient s'installer à Joliette.

En juillet 1873, il épouse à Montréal Marie-Hélène-Adélaïde Berthelet. Sa première approche en politique débute en 1858, année où il est élu maire de L'Industrie (Joliette). Sa seconde tentative, cette fois-ci en politique fédérale, a lieu en 1867 où il est candidat conservateur dans le comté de Joliette. Il ne réussira pas à se faire élire. De nouveau sur les rangs en 1872, il est élu député de Joliette à la Chambre des Communes sous la bannière conservatrice le 30 juillet 1872.

En plus de son rôle de député, Georges Baby occupe la fonction de maire de Joliette de 1872 à 1875. La suite de sa carrière politique semble assez mouvementée. En 1874, il est réélu à l'élection générale puis démissionne pour se représenter à nouveau dans une élection partielle le 10 décembre suivant. Réélu par une plus forte majorité, il démissionne de nouveau en 1878. Il revient toutefois à la politique puisque le 26 octobre 1878, il est nommé ministre du Revenu Intérieur dans le cabinet J.A. MacDonald. Cette nomination l'oblige à se porter de nouveau candidat à l'élection complémentaire du 14 novembre suivant.

Le 28 octobre 1880, il donne sa démission pour accepter le lendemain, la fonction de juge à la Cour Supérieure du district des Trois-Rivières. Le 29 avril 1881, on le nomme juge de la cour d'Appel de Montréal. Il occupera ce poste jusqu'au 18 mai 1896. Parmi les autres activités de l'Honorable Baby, on le retrouve membre de la Commission d'enquête sur le scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs en 1891. En 1896, il est président de la Commission de révision des droits statutaires du Canada.

Archéologue et collectionneur, Louis-François-Georges Baby fonde en 1901, la Société historique de Montréal dont il est le président jusqu'en 1906.

L'Honorable Baby décède à Montréal le 13 mai 1906 et son inhumation a lieu à Joliette. Il aura été le dernier ministre fédéral que connut la région jusqu'à ce jour. A son décès, il légua au Château de Ramsay de Montréal une importante partie de ses collections. L'Université de Montréal en possède également une bonne partie.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1893. *Les juges de la Province de Québec*, 1933, *Illustrated Guide* (Canada) 1882, *Joliette* 1864-1964).

BARBIER, L.-M.-R.

WARWICK

1824-1827

BAS-CAN.

BARBIER, Louis-Marie-Raphaël naît à Berthier, le 11 mars 1792, du mariage de Raphaël Barbier et de Josephte Tellier. Il fait ses études élémentaires à Berthier puis s'exile aux États-Unis pour compléter ses études en médecine. Il obtient sa licence le 7 septembre 1812. Dès son retour, il épouse Elisabeth Walker de Berthier et s'installe à la Grande Côte de Berthier en haut.

Il se présente comme candidat à l'élection du comté de Warwick où il est élu le 25 août 1824. Dès les premières sessions, il se range du côté ministériel.

A la suite du décès de sa première épouse, il se remarie à Lanoraie avec Marie-Elisabeth Cairn, le 28 août 1826. Par cette alliance, il devient le beau-frère du Seigneur James Cuthbert, fils, de Berthier.

Il eut 6 enfants. Louis-Marie-Raphaël Barbier pratique la médecine jusqu'à son décès survenu le 1er mai 1852. Il est inhumé dans le cimetière local de Berthier quelques jours plus

tard en présence de plusieurs dignitaires de la région venus lui rendre un dernier hommage.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, R.H.A.F., *Registres de l'état civil, Joliette* 1976, *Archives du Collège des médecins*, 1976, *Recensement de 1831*).

BARRETTE, A. (HON.)

JOLIETTE

1936-1960

QUÉ.

BARRETTE, Antonio naît à Joliette, le 26 mai 1899, du mariage d'Ernest Barrette et de Robéa Côté. En 1907, il commence ses études à l'Académie Saint-Viateur de Joliette. En 1914, se voyant dans l'obligation de les abandonner, il s'engage comme manoeuvre au Canadien National. En 1921, il devient machiniste, métier qu'il pratiquera jusqu'en 1931. Parallèlement à son travail, Antonio Barrette complète de lui-même ses études. En 1931, il devient ingénieur mécanicien-en-chef de la Cie "Acme Glove Work Ltd".

Le 2 juillet 1924, il épouse à Joliette, Estelle Guilbeault, fille du notaire Osias Guilbeault, de Joliette. De leur union naîtront quatre enfants.

Dès le début des années trente, il s'intéresse activement à la politique et fonde en 1930, l'Association des jeunes conseillers du comté de Joliette. En 1935, il quitte son emploi de machiniste pour s'orienter dans le domaine de l'assurance. A cette époque, il réside au 90 de la rue Lajoie à Joliette. Sa première tentative en politique date de 1935, il est candidat conservateur dans le comté de Joliette. Il sera toutefois défait par Lucien Dugas.

De nouveau candidat sous la bannière de l'Union Nationale, en 1936, il est élu représentant du comté de Joliette à l'Assemblée Législative le 17 août. Antonio Barrette sera successivement réélu en 1939, 1944, 1948, 1952 et 1956.

A la suite de son élection de 1944, le Premier Ministre, l'Honorable Maurice Duplessis le désigne titulaire du ministère du Travail en août 1944. Il conservera ce poste jusqu'en 1960. Le 7 janvier de cette année-là, il est désigné chef de son parti et Premier Ministre du Québec.

Son règne sera toutefois de courte durée puisqu'à l'élection du 22 juin 1960, son parti sera défait par les Libéraux de Jean Lesage. Antonio Barrette quitte la politique active en juillet 1960, deux ans avant la fin de son mandat. Il aura représenté son comté sans interruption pendant 24 ans.

En mars 1963, le Gouvernement du Canada le désigne ambassadeur du Canada en Grèce. Il occupera cette haute fonction diplomatique jusqu'en 1967.

L'Honorable Antonio Barrette décède à l'hôpital Notre-Dame de Montréal le 15 décembre 1968 et son inhumation a lieu dans sa ville natale où une imposante cérémonie religieuse rend hommage à ce grand homme de chez nous.

Pendant toute sa vie, l'Honorable Antonio Barrette a été une image de courage et de détermination. C'est avant tout un homme simple qui, par ses efforts soutenus, a su atteindre les plus hauts sommets de la carrière politique.

(Bibliographie: *Joliette 1864-1964, Canadian Parliamentary Guide*, 1960, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Le bottin parlementaire*, 1962).

BARRETTE, J.-A.

BERTHIER	1911-1917	CAN.
BERTHIER-MASK.	1930-1935	CAN.

BARRETTE, Joseph-Arthur naît à St-Barthélemy, le 28 avril 1875, du mariage d'Edouard Barrette et de Rose-de-Lima Courtois. Il entreprend ses études à l'école du village puis s'inscrit

au Collège de L'Assomption en 1888. Il termine à cette institution en 1896. Cette même année, il entre à l'Université Laval de Montréal où il s'inscrit au cours du notariat. Il obtient son diplôme en 1899 puis ouvre un bureau à St-Barthélemy qu'il gardera jusqu'en 1945. En plus de sa profession de notaire, il est aussi agriculteur.

Le 10 septembre 1900, il épouse Corine Dugas de St-Barthélemy. Sa première femme étant décédée quelques années plus tard, soit le 16 janvier 1909, il épouse Mathilde Côté.

Sur la scène politique, il est élu lors de l'élection générale du 21 septembre 1911 comme député conservateur de la circonscription fédérale de Berthier. En 1930, il est de nouveau élu député du nouveau comté de Berthier-Maskinongé jusqu'à 1935.

Dans le domaine des affaires, il participe activement à plusieurs entreprises, soit comme président de la Minoterie de St-Barthélemy, président de la St. Lawrence Flour and Mills et directeur de la National Lime Corporation.

Il se retire de la pratique active du notariat en 1945 et décède à Montréal, le 27 avril 1952.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1930, *Hist. du collège de L'Assomption*, 1933, *Rep. des Mariages du comté de Berthier*, 1966, *Registres de l'Etat civil*, Joliette, *Canadian Parliamentary of Parliament*, 1968).

BASTIEN, C. (HON.)

BERTHIER

1927-1943

QUÉ.

BASTIEN, Cléophas naît à Saint-Gabriel de Brandon, le 1er septembre 1892, du mariage de Joseph Bastien, cultivateur et de Marie-Louise Déziel. Après ses études primaires à Saint-Gabriel, et au Collège de Berthier, il complète son cours classique. Par la suite, il s'inscrit à l'Ecole Normale Jacques-

Joliette en 1856. Il abandonne ses études en 1857 pour travailler comme conducteur de train. Après quelques années dans ce domaine, il s'installe à Saint-Jean-de-Matha où il dirige une scierie et fait le commerce du bois.

Le 21 octobre 1867, il épouse Philomène Courtois, institutrice de Joliette.

Maire de Saint-Jean-de-Matha de 1896 à 1898, il opte pour la politique fédérale l'année même de son élection à la mairie. A l'élection générale du 23 juin 1896, il est élu député libéral du comté de Joliette à la Chambre des Communes. Il sera réélu en 1900. Au terme de son deuxième mandat, il retourne à son commerce.

Il décède à Montréal, le 3 mars 1916 et est inhumé à Joliette le 6 mars suivant. Son frère, Louis avait représenté le comté de Joliette à la Législature provinciale de 1886 à 1891.

(Bibliographie: *Personals of the Senate and members of the House of Commons*, 1898, *Municipalité de Saint-Jean-de-Matha*, 1976, *Répertoire des mariages du comté de Joliette*, 1969, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

BAZINET, L.
1886-1891

JOLIETTE **QUÉ.**

BAZINET, Louis naît à Saint-Paul de Joliette, en juin 1846, du mariage de Joseph Bazinet et de Marie-Louise Trudeau. Après ses études primaires à Saint-Paul, il s'inscrit au Collège de Joliette en 1859. En 1863, il devient agriculteur à Saint-Charles-Borromée.

Le 29 septembre 1868, il épouse à Joliette, Marie-Emma Deblois. De 1875 à 1893, il est maire de Saint-Charles-Borromée.

A l'occasion du scrutin général du 14 octobre 1886, il est élu député libéral de Joliette à l'Assemblée Législative. Il

BEAUPRÉ, B.

LEINSTER

1816-1820

BAS-CAN.

BEAUPRÉ, Benjamin naît à L'Assomption, en 1780, du mariage de Louis Beaupré et de Marguerite Duhamel. A la suite de ses études à L'Assomption, il se porte acquéreur du commerce de l'ancien député François-Antoine Larocque à L'Assomption le 24 novembre 1803.

Benjamin Beaupré épouse à L'Assomption, Julie Mercier, le 10 septembre 1804. A la suite du décès de sa femme, il épouse en secondes noces, Charlotte Robillard de Saint-Sulpice, le 23 mars 1838.

Candidat du Parti "Canadien", il est élu député du comté de Leinster au Parlement du Bas-Canada, le 25 avril 1816. Il représentera son comté pendant un seul mandat puisqu'à l'élection de 1820, il est défait par Barthélemy Joliette. Cet échec mettra un terme à sa carrière politique.

Le 4 janvier 1827, il est nommé capitaine de milice du bataillon de Leinster. En 1832, il vend aux syndics du Collège de L'Assomption, le terrain où s'élèvera cette institution de grande renommée.

Benjamin Beaupré, notable important du bourg de L'Assomption, décède dans sa paroisse natale le 27 novembre 1842 et est inhumé à Saint-Sulpice.

(Bibliographie: *Histoire de l'Assomption*, 1967, *Histoire du collège de l'Assomption*, 1933, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Répertoire des mariages du comté de l'Assomption*, 1962).

BEAUSOLEIL, C.
1887-1899

BERTHIER **CAN.**

BEAUSOLEIL, Cléophas naît à Saint-Félix-de-Valois dans le comté de Joliette, le 19 juin 1845, du mariage de Joseph Beausoleil, cultivateur de cette paroisse et de Rose Ducharme. A Saint-Félix, il fait ses études primaires puis fréquente le Collège de Berthier de 1855 à 1857. Il complète son cours classique au collège de Joliette de 1857 à 1862. Au terme de ses études, il se lance dans le journalisme.

Après avoir travaillé à plusieurs journaux, Cléophas Beausoleil est rédacteur de l'Ordre en 1866. Tour à tour, il occupe les mêmes fonctions à l'Événement puis au Nouveau-Monde. En 1873, il fonde le Bien Public. Après plusieurs années de journalisme, il décide en 1876, de suivre son cours de droit à l'Université Laval de Québec. Il est admis à la pratique du droit en 1880.

Célibataire, Cléophas Beausoleil pratique le droit à Berthier et à Saint-Gabriel de Brandon. Il se porte candidat libéral à l'élection fédérale de 1887. Elu le 22 février 1887, il le sera en 1891 et par acclamation en 1896.

Parmi ses principales préoccupations, le projet de construction d'un chemin de fer de Montréal à Saint-Gabriel de Brandon fut certes sa plus grande réalisation. Il investit \$30,000 en 1888 dans ce projet et devient président de la "Cie de chemin de fer de Montréal et du Lac Maskinongé".

Conseiller de la ville de Montréal de 1882 à 1897, il est aussi conseiller politique de l'Honorable Honoré Mercier qui le sollicitait fortement à présenter sa candidature sur la scène provinciale. Cléophas Beausoleil résigne ses fonctions le 1er décembre 1899 pour accepter le poste de directeur des postes à Montréal. Il décède en fonction le 4 octobre 1904 et son inhumation a lieu au cimetière local de Saint-Gabriel de Brandon.

(Bibliographie: *La législation du Québec, 1891, Histoire de St-Gabriel de Brandon, 1917, Canadian Parliamentary Guide, 1898*).

BISSONNETTE, A.-B.
L'ASSOMPTION 1939-1942

QUÉ.

BISSONNETTE, A.-Bernard naît à Saint-Esprit dans le comté de Montcalm le 15 janvier 1898, du mariage de Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette et de Juliette Lamarche. Son père avait été député de Montcalm de 1897 à 1908. Il commence ses études à Saint-Esprit puis s'inscrit au Collège de L'Assomption en 1909 où il termine son cours classique en 1917. A la fin de son cours, il fréquente la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient sa licence en 1920.

Admis au Barreau en juillet 1920, il s'installe à L'Assomption. Il épouse en 1935, Jacqueline Masson.

Président du Collège de L'Assomption, Bernard Bissonnette fonde avec d'autres financiers la compagnie "L'Assomption Shoe" en 1935.

Candidat libéral à l'élection provinciale de 1939, il est élu le 25 octobre député de L'Assomption au Parlement de Québec. Dès le 20 février 1940, il devient président de l'Assemblée Législative jusqu'au 8 mai 1942, date de sa démission pour accéder à la magistrature comme juge à la Cour du Banc du Roi à Montréal. En 1955, il est nommé juge de la Cour d'Appel du Québec.

Parallèlement à sa fonction de magistrat, il enseigne le Droit constitutionnel à l'Université de Montréal. En 1955, il devient doyen de la faculté de Droit de la même université.

Résident d'Outremont depuis 1940, Bernard Bissonnette publie aux "Editions du Jour" en 1963 un "Essai sur la constitution du Canada". Fait CR le 10 janvier 1931, Bernard Bissonnette décède à Montréal, le 1er novembre 1964.

(Bibliographie: *Histoire de l'Assomption*, 1967, *Biographies Canadiennes-françaises*, 1940, *Barreau de la province de Québec*, 1976, *Dictionnaire Beauchemin*, 1968, *Canadian Parliamentary Guide*, 1942).

BISSONNETTE, P.-J.-L.
MONTCALM **1897-1908**

QUÉ.

BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas naît à Laprairie, le 25 février 1861, du mariage de Pierre Bissonnette et d'Esther Gélinau. Après ses études primaires, il poursuit ses études classiques sous la direction de professeurs privés. En 1883, il entre au "Victoria School of Medicine" de Montréal où il obtient sa licence en 1887.

Admis au Collège des médecins de la Province de Québec la même année, Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette s'installe à Saint-Esprit où il pratique la médecine. Le 12 novembre 1889, il épouse à Saint-Roch de L'Assomption, Juliette Lamarche, fille du notaire Lamarche de Saint-Roch. De leur union naîtra en 1898, un fils, Bernard qui sera député de L'Assomption à la Législature du Québec de 1939 à 1944.

Gouverneur du Collège des médecins de la Province de Québec, il se lance en politique active en 1897. A l'élection générale du 11 mai 1897, il défait le candidat conservateur Azarie Mireault de Sainte-Marie-Salomé. Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette est réélu aux scrutins de 1900 et de 1904 par acclamation.

De 1910 à 1914, il est régistrateur du Comté de Montcalm. Parallèlement, il fait partie de plusieurs associations de santé tel que le Bureau de Santé de la Province de Québec.

Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette décède à Montréal le 10 mai 1914.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1898, *La législature du Québec*, 1897, *Répertoire des mariages du comté de L'Assomption*, 1962, *Le collège des médecins du Québec*, 1976).

BRETON, M.

JOL.-L'ASS.-MONT. 1950-1958

CAN.

BRETON, Maurice naît à Joliette, le 15 août 1909, du mariage de Joseph Breton et de Marie-Anne Boivin. Après ses études primaires à Joliette il fréquente le collège de l'endroit de 1919 à 1929. Au terme de son cours classique, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal en 1929 où il obtient sa licence en 1932. Admis au barreau, en juillet de la même année, il pratique à Joliette.

Il épouse à Montréal, le 10 mai 1941, Jacqueline Dugas. De leur union naîtront 3 filles.

Candidat libéral à l'élection provinciale de 1948, il est défait par l'honorable Antonio Barrette. A la suite de cette défaite, il se présente candidat libéral au scrutin partiel du 3 octobre 1950 où il est élu par acclamation en remplacement de Georges-Émile Lapalme.

Me Maurice Breton est réélu en 1953 et 1957 représentant de la circonscription fédérale de Joliette-l'Assomption-Montcalm. Défait en 1958 par le conservateur Louis-Joseph Pigeon, il retourne à la pratique du Droit. En 1962, le Gouvernement le nomme juge de la Cour provinciale à Joliette.

Résidant sur la rue Bordeleau à Joliette, le juge Breton est toujours en fonction. Il est âgé de 68 ans.

(Bibliographie: *Archives de la Société historique de Joliette* 1976, *Le Barreau du Québec*, 1976, *Notes de M. le juge Maurice Breton*, Joliette, 1977).

CHARTRAND, V.-S.

L'ASSOMPTION 1944-1960

QUÉ.

CHARTRAND, Victor-Stanislas naît à Montréal, le 12 mars 1887, du mariage de Cléophas Chartrand et d'Anne Poisson-

Parizeau. A Montréal, après ses études primaires, il fréquente le Collège Mont-Saint-Louis où il termine son cours classique.

Le 3 mai 1910, il épouse à Saint-Hyacinthe, Joséphine Langelier. Leur union donnera naissance à 7 enfants.

Victor Chartrand s'établit à L'Epiphanie où il se lance dans l'industrie du tabac. Président de la Chambre de commerce locale il est aussi président et directeur-général de la Cie Forest de L'Epiphanie.

En 1944, il est candidat sous la bannière unioniste pour le comté de L'Assomption. Elu, le 8 août 1944, Victor Chartrand sera successivement réélu en 1948, contre Christian Roy de L'Assomption, puis en 1952 et en 1956. Au scrutin de 1960, il est déclaré élu mais suite à un recomptage judiciaire, il est défait par le libéral Frédéric Coiteux.

Maire de L'Epiphanie de 1951 à 1957, Victor-Stanislas Chartrand décède à L'Epiphanie, le 11 février 1966, à l'âge de 78 ans.

(Bibliographie: *Album centenaire de L'Epiphanie*, 1954, *Répertoire des mariages de St-Hyacinthe*, *Les biographies françaises d'Amérique*, 1950).

CHENEVERT, C.-A.

BERTHIER	1890-1892	QUÉ.
BERTHIER	1897-1904	QUÉ.

CHENEVERT, Cuthbert-Alphonse naît à Saint-Cuthbert dans le comté de Berthier, le 21 mai 1859, du mariage de Théophile Chenevert et de Mathilde Filteau. Après ses études à Saint-Cuthbert, il fréquente le Collège de L'Assomption de 1872 à 1878, puis celui des Jésuites à Montréal de 1872 à 1880 où il complète son cours classique. En 1880, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient sa licence en 1883.

Admis au Barreau de la Province de Québec en janvier 1883, il pratique le Droit à Saint-Cuthbert et à Berthier.

Le 24 août 1884, il épouse Marie-Berthe-Valéry Rocher. A la suite du décès de celle-ci, il épouse en secondes noces Marie Melcher, membre de la famille propriétaire de la distillerie Melcher, à Saint-Cuthbert, le 12 mars 1907.

En 1888, il fonde la Gazette de Berthier qu'il dirige jusqu'en 1912.

Elu député provincial de Berthier, le 17 juin 1890, il est défait le 8 mars 1892 contre le conservateur Victor Allard. De nouveau candidat en 1897, il est élu et le sera en 1900, par acclamation.

En 1904, il quitte la politique active pour accepter la fonction de greffier-adjoint de la Cour d'Appel du Québec à Montréal. Cuthbert-Alphonse Chenevert décède à Berthier le 7 juillet 1920.

(Bibliographie: *La législature du Québec, 1897, Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Guide bibliographique Joliette-Lanaudière*, 1976).

CHEVRETTE, G.

JOL.-MONT.

1976-

QUÉ.

CHEVRETTE, Guy naît à Saint-Côme dans le comté de Joliette, le 10 janvier 1940, du mariage d'Adélarde Chevette et d'Annette Baillargeon. Guy Chevette débute ses études primaires à Saint-Côme où il termine en 1951. Cette même année, il entre au Séminaire de Joliette pour entreprendre son cours classique. Trois années plus tard, il passe au collège Montfort de Papineauville où il termine son classique en 1957. De 1957 à 1960, il fréquente l'Université de Sherbrooke où il obtient son brevet d'instituteur.

Il enseigne à la Commission scolaire régionale De

Lanaudière jusqu'en 1971 puis s'oriente vers le syndicalisme. Il devient membre du conseil d'administration de la C.E.Q. et en 1974 et 1975, il est 1er vice-président de cette centrale enseignante. Le 3 mai 1974, le gouvernement le désigne pour siéger à la Commission Cliche sur les libertés syndicales dans la construction.

Guy Chevette épouse à la chapelle de la Cathédrale de Joliette, Lise Majeau, le 25 juillet 1964. De leur union naîtront deux garçons.

En janvier 1976, Guy Chevette est élu candidat officiel du Parti Québécois pour la circonscription de Joliette-Montcalm en remplacement de Me Bernard Landry qui se présente dans Fabre. Au scrutin du 15 novembre 1976, il est élu député de Joliette-Montcalm et le 26 novembre suivant, nommé adjoint-parlementaire au ministre du Travail, M. Paul Couture.

Agé de 37 ans, Guy Chevette réside à Saint-Paul de Joliette depuis 1969.

(Bibliographie: *Biographies des députés du Parti Québécois*, 1976, *Notes de M. Guy Chevette*, Joliette, 1976).

COITEUX, F.

L'ASSOMPTION 1960-1966 QUÉ.

COITEUX, Frédéric naît à Repentigny, le 7 juin 1902, du mariage de Stanislas Coiteux et de Stéphanie Lafortune. Après ses études primaires dans son village natal, il s'inscrit au Collège de L'Assomption en 1916. A la suite du décès de son père, il doit abandonner ses études pour prendre la direction de la ferme. Agriculteur et administrateur, Frédéric Coiteux dirige sa ferme jusqu'en 1967.

Il épouse à L'Epiphanie, Robertine Amireault, le 29 septembre 1926. De leur union naîtront 10 enfants.

Très actif, Frédéric Coiteux fonde la Coopérative de L'Assomption et celle de Saint-Jacques en 1929. Pendant 16 ans, il est vice-président de l'Office des marchés de tabac du Québec. De 1940 à 1952, il préside la Commission scolaire de Repentigny.

Candidat libéral défait en 1956 dans le comté de L'Assomption, il est de nouveau sur les rangs en 1960. Elu député de L'Assomption à l'Assemblée Législative le 22 juin 1960, il remporte cette victoire à la suite d'un recomptage judiciaire qui lui donne 15 voix de majorité sur son adversaire Victor Chartrand. Réélu en 1962, il quitte la politique active au terme de son 2ème mandat.

Agé aujourd'hui de 75 ans, Frédéric Coiteux réside à L'Assomption depuis 1967.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Bottin parlementaire*, 1962, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Notes de M. Frédéric Coiteux*, L'Assomption 1977).

COMTOIS, J.-R.

JOL.-L'ASS.-MONT. 1965-1968

CAN.

COMTOIS, Joseph Roland naît à Sainte-Julie dans le comté de Verchères, le 3 mars 1929, du mariage d'Arthur Comtois et d'Aurore Charlebois. Il fréquente l'Académie Saint-Georges de Longueuil puis poursuit ses études classiques au collège de cette ville. Il complète son cours au Collège Mont-Saint-Louis à Montréal. En 1950, il s'inscrit à l'Ecole Polytechnique de Montréal où il obtient en juin 1954 son diplôme d'ingénieur spécialisé en travaux publics et bâtiments.

Il épouse le 16 septembre 1950, Huguette Desrosiers de Saint-Pie de Bagot. De leur union naîtront quatre enfants.

Joseph-Roland Comtois s'installe à Repentigny. Il participe activement à son développement économique. Directeur de la

Juge de paix en 1857, Hyppolite Cornellier est élu, le 26 juin 1863, député conservateur du comté de Joliette au Parlement du Canada-Uni. Il défait le candidat libéral J. M. Melançon par la mince majorité de 62 voix. Au cours de son mandat, il appuie le projet de Confédération.

Sur la scène locale, il est maire de son village de 1870 à 1872. Avec l'avènement de la Confédération, il est nommé officier fédéral du département d'accises. Il occupera ce poste jusqu'à son décès survenu, le 21 mai 1887, à Sainte-Elisabeth.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *Canada Directory*, 1857, *Histoire de Sainte-Elisabeth*, tome 2, 1972, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Archives municipales de Ste-Elisabeth*, 1976).

COURTEAU, C.

LEINSTER

1824-1827

BAS-CAN.

LACHENAIE

1830-1838

BAS-CAN.

COURTEAU, Charles naît à Saint-Jean-Deschailions près de Québec, le 12 avril 1787, du mariage de Julien Courteau et de Marie-Anne Colle.

Vers 1818, il quitte sa région pour venir s'établir à Saint-Roch de L'Achigan où il épouse le 30 octobre 1819, Constance Bouchard de Québec. De leur union naîtront plusieurs enfants dont Charles-Eugène Napoléon qui sera médecin à Saint-Roch.

Candidat du "Parti Patriote" aux élections de 1824, Charles Courteau est élu député de Leinster le 25 août 1824. En 1827 il est défait par Julien Poirier de Saint-Jacques-de-L'Achigan par seulement 7 voix de majorité.

De nouveau candidat en 1830 dans la nouvelle circonscription de Lachenaie, Charles Courteau est élu à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada et réélu en 1834. Il conserve son siège jusqu'à l'abolition du Parlement à la suite des troubles de 1837-1838.

Grand patriote et partisan de Louis-Joseph Papineau, Charles Courteau décède à Saint-Roch de L'Achigan le 19 janvier 1846.

(Bibliographie: *Histoire de Saint-Jacques*, 1949, *Les Légendes du Portage*, 1975, *La milice du Bas-Canada, 1829-1830*, *Notes de Me Christian Roy*, Joliette, 1976, *Registres de l'état civil*, Joliette et Québec, 1976).

CUTHBERT, É.-O.

BERTHIER **1875-1887** **CAN.**

CUTHBERT, Edouard-Octavien naît au Manoir seigneurial de Berthier, le 3 décembre 1826, du mariage de James Cuthbert (fils) et de Louise-Anabel Cairn. Il commence ses études primaires à Berthier puis son cours classique au Collège de Chambly. Par la suite il fréquente l'Université McGill.

En 1849, il devient 3ème seigneur de Berthier et réside au manoir familial. Il épouse aux Trois-Rivières, le 1er décembre 1853, Marie Bostwick.

Président de la Société d'agriculture du comté de Berthier, Edouard-Octavien Cuthbert est maire de la ville de Berthier de 1868 à 1873 et de 1877 à 1878.

Défait aux élections provinciales de 1867 et de 1872, il s'oriente vers la politique fédérale où il est candidat au scrutin partiel du 27 février 1875. Cette élection fut rendue nécessaire par la nomination du docteur Paquet au Sénat. Elu député conservateur de Berthier, Edouard-Octavien Cuthbert est réélu en 1878 et en 1882. A ce dernier scrutin, sa majorité n'est que de 18 voix sur son adversaire libéral, Louis Sylvestre.

Au cours de son mandat, il prit une part active aux démarches pour l'obtention du chemin de fer de la rive nord.

Dernier seigneur de Berthier, Edouard-Octavien Cuthbert

décède, le 23 juillet 1890, à l'âge de 63 ans.

(Bibliographie: *Berthier, hier et aujourd'hui*, 1953, *Illustrated guide of the House of Commons*, 1885, *Histoire de Berthier*, 1889, *Le Courrier de Berthier* du 21 mars 1868).

CUTHBERT, J.

WARWICK

1796-1811

BAS-CAN.

CUTHBERT, James (fils) naît au Manoir seigneurial de Berthier, le 4 juin 1769, du mariage de James Cuthbert et de Catherine Cairn. Il fait ses études au Collège de Douai, (Département du Nord) en France.

James Cuthbert épouse à Saint-Cuthbert, Marie-Claire Fraser de Québec, le 5 janvier 1804. Suite au décès de sa femme, il épouse en secondes noces, à Berthier le 22 juin 1814, Marie-Louise-Anabel Cairn, de Louiseville. De cette seconde union naîtra en 1826, Edouard-Octavien Cuthbert qui sera député fédéral de Berthier de 1875 à 1887.

Fils d'une famille influente et riche, James Cuthbert se porte candidat aux premières élections parlementaires du pays en 1792. Il est défait par Pierre-Paul Margane de Lavaltrie. De nouveau sur les rangs en 1796, il est élu le 20 juillet, député du comté de Warwick et se range aussitôt dans le "Bloc Ministériel".

Sous-lieutenant de milice en 1795 puis lieutenant en 1797, James Cuthbert devient seigneur de Berthier au décès de son père en 1798. Réélu député de Warwick en 1800, 1804, 1808, 1809 et 1810, il démissionne de son siège pour accéder au Conseil Législatif en 1811. En 1813, il se retire du service militaire pour s'occuper activement de sa seigneurie ainsi que celle de Maskinongé dont il s'est porté acquéreur. De plus il est Grand-Voyer pour le district des Trois-Rivières. Aussi, depuis le 4 juin 1808, il est juge de paix pour le même district.

A l'abolition du Conseil Législatif en 1838, le Gouverneur le nomme au Conseil Spécial où il est président en 1838 puis membre jusqu'en 1841. Lors du vote de ce Conseil sur le projet de fusion du Haut et du Bas-Canada, James Cuthbert s'oppose fortement à cette union des deux territoires.

Il décède dans son manoir, le 4 mars 1849, à l'âge de 80 ans. Son frère Ross Cuthbert partage son siège de Warwick au Parlement du Bas-Canada de 1801 à 1820.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *B.R.H.*, *RHAF*, *Dictionnaire Lejeune*, 1931, *Berthier, hier et aujourd'hui*, 1953, *Album tricentenaire de Berthier*, 1972, *MSRC*, 1935, *Journal Le Canadien*, 1808).

CUTHBERT, R.

WARWICK	1800-1810	BAS-CAN.
WARWICK	1812-1816	BAS-CAN.
WARWICK	1820-1820	BAS-CAN.

CUTHBERT, Ross naît au Manoir de Berthier, le 17 février 1776, du mariage de James Cuthbert (fils) et de Catherine Cairn. Il débute ses études au Collège de Douai en France puis, à Philadelphie. Il obtient sa licence de Droit à Londres en Angleterre en 1803.

Seigneur de Lanoraye - d'Autray depuis 1797, Ross Cuthbert épouse à Philadelphie vers 1800, Emily Rush, fille du célèbre Dr. Rush, l'un des signataires de l'indépendance américaine. De leur union naîtront 4 filles et un garçon.

Homme influent et d'éducation supérieure, Ross Cuthbert entre en politique active en 1800. Elu député de Warwick le 28 juillet 1800, il siège avec son frère James à titre de représentant de cette circonscription et membre du "Bloc Ministériel". Ross Cuthbert est réélu aux scrutins de 1804, 1808 et 1809. En 1810, Louis Olivier, marchand de l'île Dupas lui enlève son siège de Warwick.

Installé à Saint-Esprit, Joseph-Ferdinand Daniel est secrétaire-trésorier de la municipalité et de la commission scolaire locale jusqu'en 1929. Il est aussi secrétaire-trésorier de la Corporation municipale du Comté de Montcalm. En 1926, il est aussi secrétaire de la Société d'agriculture du comté de Montcalm.

Dans le monde des affaires, Joseph-Ferdinand Daniel est l'un des propriétaires de la "Montcalm Tobacco" et directeur de la compagnie d'électricité "Québec Southern Power Corp." de 1924 à 1927.

Il épouse Georgiana Fournier le 21 octobre 1902. De leur union naîtra en 1903, Jean-Gaétan Daniel qui sera député à la Législature du Québec de 1935 à 1936.

Jean-Ferdinand Daniel entre en politique active à l'occasion de l'élection partielle du 12 novembre 1917, comme député libéral de Montcalm. Ce scrutin partiel avait été nécessaire suite au décès de Joseph-Alcide Dupuis survenu le 22 juin 1917. Il est réélu successivement en 1919, 1923 et 1927 puis démissionne de ses fonctions pour accéder au Conseil Législatif le 30 octobre 1929 comme représentant de la division De Lanaudière. Il décède à Saint-Esprit le 1er août 1940.

(Bibliographie: *Le Conseil Législatif*, 1933, *Biographies canadiennes-françaises*, 1926, *Notes de M. Henri Dupuis*, St-Jacques, 1976. *Canadian Parliamentary Guide*, 1929, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

DANIEL, J.-G.-G.

MONTCALM **1935-1936** **QUÉ.**

DANIEL, Jean-Gaétan-Georges naît dans la paroisse de Saint-Esprit, le 30 août 1903, du mariage de Joseph-Ferdinand Daniel et de Georgiana Fournier. Son père fut député du comté de Montcalm de 1917 à 1929.

Jean-Gaétan Daniel fait ses études à St-Esprit. Par la suite il devient pilote d'avion à Montréal. Candidat libéral à l'élection du 25 novembre 1935, il est élu député du comté de Montcalm à la législature provinciale. A son élection, il réside toujours à Saint-Esprit. Sa carrière politique sera toujours de courte durée puisqu'à l'élection de 1936, il sera défait par Jos.-Maurice Tellier de Joliette.

Jean-Gaétan Daniel quitte Saint-Esprit quelque temps après le décès de son père en 1940 pour aller s'établir à Montréal où il réside toujours. Il est aujourd'hui âgé de 74 ans.

(Bibliographie: *Registres de l'état civil*, Joliette 1976, *Notes de M. Henri Dupuis*, Saint-Jacques).

	DELIGNY, J.	
WARWICK	1814-1820	BAS-CAN.
WARWICK	1820-1830	BAS-CAN.
BERTHIER	1830-1837	BAS-CAN.

DELIGNY, Jacques naît à Québec, en 1776, du mariage de François Deligny et de Marie-Anne Jely. Il passe son enfance à Québec où il épouse Françoise Bergevin-Langelin, le 27 janvier 1799. De cette union naîtront 9 enfants.

Peu de temps après son mariage, il quitte Québec pour venir s'installer à Berthier où il tient commerce.

Candidat à l'élection de 1814, Jacques Deligny est élu député de Warwick, le 13 mai 1814, et se range aussitôt du côté des Ministériels. Réélu en 1816, il est défait au scrutin d'avril 1820. En juillet de la même année, il retourne à la Chambre d'Assemblée où il siège sans interruption jusqu'en 1837.

En 1830, il habite la Grande Côte de Berthier et il est réélu député de Berthier suite au changement de nom de cette cir-

1925 et 1926. En 1928, il démissionne de son poste pour accéder à la magistrature, le 3 novembre, comme juge de la Cour Supérieure à Joliette. Il demeure juge de cette cour jusqu'à sa retraite en 1948.

Jean-Joseph Denis décède à Joliette, le 22 septembre 1960, à l'âge de 83 ans.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1922, *Les juges de la Province de Québec*, 1933, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Archives de la Société historique de Joliette*, 1976).

DENIS, M.
1973-1976

BERTHIER **QUÉ.**

DENIS, Michel, fils de Georges Denis et de Bernadette Desy, voit le jour à Saint-Norbert de Berthier, le 19 mars 1932. Il étudie d'abord à l'Académie Saint-Guillaume de L'Epiphanie puis fréquente le Séminaire de Joliette de 1945 à 1952.

Au terme de ses études, il travaille dans une imprimerie. Plus tard, il devient contrôleur aux Arsenaux Canadiens à Saint-Paul L'Ermite, fonction qu'il occupe pendant dix ans. De là, il s'oriente dans le domaine de l'assurance où il est courtier jusqu'en 1968. Depuis cette année-là, il est représentant de commerce.

Michel Denis épouse à Sainte-Elisabeth, le 22 août 1953, Paulette Hénault, institutrice de l'endroit. De leur union naissent 4 enfants. A Sainte-Elisabeth, il est élu maire de cette localité le 4 novembre 1971, fonction qu'il occupe toujours.

Elu député libéral de Berthier à l'Assemblée Nationale le 29 octobre 1973, il siège pendant un mandat. De nouveau candidat en 1976, il est défait par le candidat du Parti Québécois Jean-Guy Mercier.

DOSTALER, P.-E.

BERTHIER
BERTHIER

1854-1858
1861-1863

CAN.-UNI
CAN.-UNI

DOSTALER dit CASAUBON, Pierre-Eustache naît à Berthier, le 16 mai 1809, du mariage de Pierre-Eustache Dostaler et de Geneviève Cotnoir dit Préville. Après ses études à Berthier, il devient agriculteur dans cette localité.

Pierre-Eustache Dostaler épouse à Berthier, le 28 février 1832, Geneviève Mousseau, fille d'Alexis Mousseau, ancien membre de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada de 1824 à 1838.

Capitaine de milice et juge de paix à Berthier, Pierre-Eustache Dostaler est défait à l'élection de 1851 par Joseph-Hilarion Jobin de Saint-Paul de Lavaltrie. De nouveau candidat en 1854, il est élu le 31 juillet, député conservateur de la nouvelle circonscription de Berthier. Au scrutin de 1858, il est défait par Eugène-Urgel Piché. En 1858, les électeurs de Berthier lui font confiance et le réélisent représentant de leur comté.

En 1861, il est président de la Société d'agriculture du comté de Berthier. Avec l'avènement de la Confédération en 1867, il est désigné Conseiller Législatif de la division De Lanaudière, fonction qu'il occupera jusqu'à son décès survenu à Berthier le 14 janvier 1884.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *Le Conseil Législatif*, 1933, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

DOUAIRE, J.

WARWICK

1816-1820

BAS-CAN.

DOUAIRE de BONDY, Joseph naît à Berthier-en-Haut, en 1772, du mariage de Jean-Baptiste Douaire de Bondy et

d'Elisabeth Coursolle, Marchand et négociant à Berthier, il épouse en premières noces, Marie-Claire Fauteux. A la suite du décès de son épouse, en 1812, il se remarie à Marie-Claire Falardeau, à Saint-Cuthbert, le 1er mars 1813. De ces deux mariages, Joseph Douaire aura 9 descendants dont un fils Agapit qui deviendra médecin et qui sera candidat défait à l'élection de 1854 dans Berthier.

Nommé Juge de paix le 4 juin 1808, Joseph Douaire de Bondy est élu député de Warwick le 25 avril 1816. Il siège à la Chambre d'Assemblée pendant un mandat puisqu'il est défait au scrutin de 1820 par Alexis Mousseau. En Chambre, Joseph Douaire se range du côté des "ministériels". Le 1er octobre 1818, il avait été nommé commissaire pour les communications intérieures du comté de Warwick. Il décède à Berthier le 17 octobre 1832.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *Journal Le Canadien* 1808, *Recensements de 1825 et 1831*, *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1977).

DUBEAU, J.-A.

JOLIETTE

1904-1911

CAN.

DUBEAU, Joseph-Adélard, fils de Joseph Dubeau, cultivateur et de Salomé Brûlé, naît à Saint-Ambroise de Kildare, le 25 mars 1873. Il fait ses études primaires dans son village natal puis s'inscrit au Collège de Joliette en 1887 où il complète son cours classique en 1895. Par la suite, il étudie le Droit à Joliette sous la direction de J.-Mathias Tellier. En 1901, Adélard Dubeau est admis au Barreau et s'installe à Joliette.

En 1898, il épouse Blanche Bélisle et le 26 septembre 1904, il épouse en secondes noces Eva Rivard des Trois-Rivières. A cette époque, il réside au 21 du Boulevard Manseau à Joliette.

Candidat de Sir Wilfrid Laurier, Adélard Dubeau est élu

député fédéral de Joliette à l'élection du 3 novembre 1904. Il est réélu en 1908.

Pendant ses élections, en 1911, il retourne à la pratique du droit. En 1922, il devient juge à la Cour provinciale de Joliette, fonction qu'il occupe jusqu'à son décès survenu à Joliette, le 10 octobre 1937.

(Bibliographie: *Archives de la Société Historique de Joliette*, 1976, *Notes du Dr C.-A. Roussin*, Joliette, 1976, *Joliette 1864-1964, Senators and members of the House of Commons*, 1906).

DUFRESNE, J.

MONTCALM	1854-1861	CAN.-UNI
MONTCALM	1862-1867	CAN.-UNI
MONTCALM	1867-1871	CAN.

DUFRESNE, Joseph naît à Lavaltrie, le 2 février 1805, du mariage de Michel Dufresne et de Madeleine Lemay-Delorme. Après ses études à Lavaltrie et à Montréal, il est reçu notaire, en 1834, et s'installe à Saint-Jacques-de-L'Achigan où il exerce sa profession.

Le 10 janvier 1844, il épouse à Saint-Jacques, Joséphine Chartier-Robert. En 1850, il va s'installer à St-Lin des Laurentides où il est nommé juge de paix. En 1853, il revient dans le comté de Montcalm et réside à Saint-Alexis jusqu'en 1867.

Sa carrière politique débute en 1854 par son élection comme premier député de la circonscription de Montcalm le 31 juillet. Député au parlement du Canada-Uni, il est réélu en 1858. En 1861, il est défait par Jean-Louis Martin. Toutefois il ne sera pas longtemps à l'extérieur de l'arène politique puisqu'à la suite du décès de M. Martin, il est réélu à l'occasion de l'élection partielle du 20 février 1862. En 1863, il sera réélu par acclamation.

Avec l'avènement de la Confédération, Joseph Dufresne se

présente comme candidat conservateur sur la scène fédérale. Il est élu le 2 septembre 1867 député de Montcalm.

Son état de santé se détériorant, il doit quitter Saint-Alexis pour Montréal en 1867 où il continue le notariat jusqu'en 1870, tout en demeurant député à Ottawa. Le 13 juillet 1871, il démissionne comme représentant de Montcalm après avoir représenté ce comté près de 13 ans. En faveur de la Confédération, il s'occupe activement du développement de la colonisation dans le canton de Kildare. Joseph Dufresne décède à Saint-Jean d'Iberville, le 5 novembre 1873 à l'âge de 68 ans.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1862, *Canadian Parliamentary Guide*, 1968, *Histoire de St-Jacques*, 1972, *Chambre des Notaires de la Province de Québec*, 1977).

DUFRESNE, P.-J.

JOLIETTE

1919-1927

QUÉ.

DUFRESNE, Pierre-Joseph naît à Sainte-Élisabeth, le 2 mars 1872, du mariage de Joseph Dufresne et d'Anasthasie Beaulieu. Il fait ses études à l'école du rang Saint-Martin, de sa paroisse.

Au terme de ses études, on le retrouve à Montréal où il travaille jusqu'en 1896. Cette année-là, il revient à Sainte-Élisabeth et il épouse Albina Marion de Joliette le 28 janvier 1896. De leur union naîtront 3 enfants.

En 1900, il s'installe définitivement à Joliette où il acquiert en 1907, la manufacture de biscuits des Clercs de Saint-Viateur. En 1927, il vend son entreprise à la Cie Viau de Montréal.

Candidat conservateur-indépendant à l'élection du 5 février 1919, il est élu représentant du comté de Joliette à l'Assemblée Législative du Québec. Il est réélu en 1923.

Joseph Dufresne décède à Joliette, le 1er octobre 1946, à l'âge de 74 ans.

(Bibliographie: *Histoire de Ste-Elisabeth*, 1972, *Biographies canadiennes-françaises*, 1922, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

	DUGAS, F.	
MONTCALM	1867-1874	QUÉ.
MONTCALM	1871-1887	CAN.

DUGAS, Firmin-Philémon naît à Rawdon, le 12 mars 1830, du mariage du Lieutenant-Colonel Philémon Dugas et de Martha Edwards. Son père, Philémon rentre des Etats-Unis en 1816 et vient s'installer sur le lot 20 du 2ème rang du canton de Rawdon. Fils unique, Firmin fait ses études classiques au Collège de L'Assomption de 1842 à 1847. Par la suite, il seconde son père sur la ferme familiale et s'occupe de la scierie située à Montcalm, hameau faisant partie de la paroisse de Saint-Liguori.

Le 30 décembre 1851, il épouse à Rawdon Adeline Pomainville. Il épousera en secondes noces Marie-Reine Reinhardt à Saint-Liguori le 12 février 1861. Enfin, le 4 janvier 1876, il se remaria à Anastasie Quinn de Rawdon.

Propriétaire terrien à l'aise, Firmin Dugas occupe plusieurs fonctions politiques à Saint-Liguori. En 1860, il sera maire de cette municipalité jusqu'en 1862. Parallèlement, il dirige les destinées de la commission scolaire locale à titre de président de 1860 à 1861 et de 1865 à 1868. A sa première tentative sur la scène nationale, il sera défait à l'élection provinciale de 1861.

A la Confédération, il se présente sous la bannière conservatrice à l'élection provinciale du 10 septembre 1867, et il est élu premier député de Montcalm à la législature du Québec. Il sera réélu par acclamation en 1871. Sur la scène fédérale, il est

candidat conservateur à l'élection partielle du 15 septembre 1871. Elu cette année-là, il sera réélu en 1872 et en 1874 par acclamation et réélu aux scrutins de 1878 et de 1882.

Le 20 janvier 1874, il résigne comme député provincial de Montcalm suite à l'adoption, par la Chambre des Communes, de la loi abolissant le double mandat pour se consacrer exclusivement à la politique fédérale.

Après une carrière bien remplie, il décède à Saint-Liguori, le 16 mars 1889, à l'âge de 59 ans. A son inhumation, de nombreux dignitaires sont venus lui rendre un dernier hommage.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1872, *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933, *Album centenaire de St-Liguori*, 1952, *Répertoire des mariages du comté de Montcalm* 1964, *Portraits et dossiers parlementaires du premier Parlement du Québec*, 1871, *Journal le Canadien* du 20 mars 1889).

DUGAS, J.-A.-L.

JOLIETTE

1927-1936

QUÉ.

DUGAS, Joseph-A.-Lucien naît à Joliette, le 31 décembre 1897, du mariage de François-Octave Dugas, député fédéral de Montcalm de 1900 à 1909, et d'Alix Godin, fille de François-Benjamin Godin, ancien membre du Parlement fédéral. Lucien Dugas commence ses études à Joliette, puis fréquente le Séminaire de cette ville de 1910 à 1917 où il complète ses études classiques. En 1918, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal. Il est admis au Barreau en juillet 1921 et pratique sa profession à Joliette où il a son bureau au 1 de la rue Notre-Dame.

Il épouse à Montréal, le 8 juin 1926, Simonne Guimond. De leur union naîtront quatre enfants.

Issu d'une famille où la politique fait partie de la vie

quotidienne, Lucien Dugas se porte candidat à l'élection québécoise de 1923. A ce scrutin, il sera défait par le conservateur Joseph Dufresne. De nouveau sur les rangs en 1927, il est élu député de Joliette à l'Assemblée Législative, le 16 mai. Réélu en 1931 et en 1935, Lucien Dugas est désigné président de l'Assemblée Législative le 24 avril 1936, présidence qu'il occupera jusqu'au mois de juillet suivant. Défait en 1936, il est nommé président de la Régie des Transports du Québec en 1939 alors que le parti libéral retourne au pouvoir.

En 1960, il est nommé président de la Régie des Alcools du Québec avec le statut de juge. En 1961, il est magistrat à la Cour provinciale de Joliette. Il préside la Régie des Alcools jusqu'en 1966 et en 1967, il prend sa retraite comme juge.

Sur la scène joliettaine, l'Honorable Lucien Dugas, s'est beaucoup occupé de chant, lui-même étant doué d'une magnifique voix de baryton. Il fut directeur de la Cie de téléphone de Joliette. C'est lui qui fut le premier à intéresser le Gouvernement à la culture du tabac à cigarette dans Saint-Thomas de Joliette. En 1930, le Gouvernement le désigne CR. Il réside toujours à Joliette et il est âgé de 79 ans.

(Bibliographie: *Joliette 1864-1964, Biographies canadiennes-françaises*, 1936 et 1937, *Notes de l'Hon. L. Dugas, Joliette*, 1976, *Notes de l'abbé François Lanoue, St-Alexis*, 1976).

DUGAS, J.-F.-O.

MONTCALM **1900-1909** **CAN.**

DUGAS, Julien-François-Octave naît à Saint-Jacques-de-L'Assommoir, le 12 avril 1857, du mariage d'Aimé Dugas, notaire de Montréal, et de Sophie Poirier. Il fait ses études au Collège Sainte-Marie et au Collège des Jésuites à Montréal. En 1876, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université McGill.

Admis au Barreau du Québec le 10 juillet 1880, François-

Octave Dugas s'installe à Joliette au 44 de la rue Saint-Charles Borromée où il pratique le droit.

Le 30 octobre 1882, il épouse à Joliette, Marie-Alix Godin, fille de François-Benjamin Godin, premier député fédéral de Joliette de 1867 à 1872.

De 1887 à 1892 et de 1897 à 1899, François-Octave Dugas agit à titre de procureur de la Couronne pour le district judiciaire de Joliette. Sur la scène municipale, il est échevin de 1890 à 1900 et pro-maire en 1892. En 1893, il préside le Comité d'aqueduc de Joliette.

Elu député de la circonscription fédérale de Montcalm, le 7 novembre 1900, il est le premier candidat libéral à se faire élire dans Montcalm depuis la Confédération. Il siège à la Chambre des Communes jusqu'en 1909 après avoir été réélu en 1904 et en 1908. En 1909, il démissionne pour accéder à la magistrature comme juge à la Cour Supérieure du district de Joliette, le 18 septembre 1909. Il demeure juge jusqu'à son décès survenu à Joliette le 22 juin 1918.

(Bibliographie: *Les juges de la Province de Québec*, 1933, *Senators and Members of the House of Commons*, 1906, *Histoire de Saint-Jacques*, 1947, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

DUGAS, J.-L.-E.

MONTCALM

1891-1900

CAN.

DUGAS, Joseph-Louis-Euclide naît à Montcalm, hameau de Saint-Liguori, le 30 août 1861, du mariage de Firmin Dugas, ancien membre du Parlement fédéral et provincial, et de Marie-Reine Reinhardt. Il débute ses études à l'école du rang puis s'inscrit au Collège de Joliette en 1872. En 1880, il complète ses études classiques au Collège d'Ottawa.

Agriculteur à Saint-Liguori, Louis-Euclide Dugas épouse Elisabeth Rowan à Rawdon le 13 janvier 1883.

Candidat conservateur à l'élection fédérale du 5 mars 1891, il est élu mais son élection est contestée par son adversaire libéral. Le 28 janvier suivant, l'élection est annulée et reprise le 2 mars 1892. A cette nouvelle consultation, il est élu député fédéral de Montcalm. En 1896, il est réélu et en 1900, il est défait par le candidat libéral François-Octave Dugas.

Vers 1930, il quitte Saint-Liguori pour s'installer à Rawdon où il décède le 27 décembre 1943.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1896, *Notes de Me Christian Roy*, Joliette, 1976, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

DUHAMEL, J.-G.-É.

L'ASSOMPTION 1900-1906 QUÉ.

DUHAMEL, Joseph-Gilbert-Edouard naît à L'Assomption, le 27 janvier 1858, de l'union de Benjamin Duhamel et d'Horine Vaillant. Il fait ses études à L'Assomption et complète son cours classique au collège de cette ville de 1868 à 1878. Par la suite, il étudie le notariat pendant quatre ans et il est admis à la Chambre des Notaires le 20 octobre 1882. Il pratique à L'Assomption jusqu'en 1924.

Le 13 mai 1884, il épouse à Verchères, Amanda Geoffrion. Candidat libéral au scrutin de 1897, il est défait. De nouveau candidat en 1900, il est élu député provincial de L'Assomption le 7 décembre. En 1904, il est réélu par acclamation et démissionne en 1906.

A L'Assomption, Joseph-Edouard Duhamel est un homme des plus actifs; il est secrétaire-trésorier de la municipalité de 1899 à 1924. Il remplit les mêmes fonctions pour la commission scolaire et pendant quelques années auprès de la Corporation

municipale du comté de L'Assomption. En 1901, il est propriétaire d'une ligne téléphonique dans la ville de L'Assomption.

Il décède dans sa paroisse natale, le 29 octobre 1924.

(Bibliographie: *Législature du Québec*, 1901, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Répertoire des mariages de Verchères*, *Registres de l'Etat civil*, Joliette, 1976).

DUMAS, N.

LEINSTER

1848-1851

CAN.-UNI

DUMAS, Norbert, fils d'Antoine Dumas et de Marie-Rose Roy, naît à Terrebonne, le 23 décembre 1812. Reçu avocat en 1834, il pratique à Montréal, où il passe toute sa vie. Le 19 février 1844, il épouse à l'église Notre-Dame de Montréal, Madeleine-Emilie Roy.

Candidat de l'extérieur au scrutin de 1848, il est élu, le 24 janvier, député de Leinster au Parlement du Canada-Uni. Il complète un seul mandat à titre de représentant de Leinster. En 1850, il réside au 21 de la rue Notre-Dame et en 1868 au 481 de la rue Saint-Joseph à Montréal. En 1854, il est fait CR.

En 1861, le Gouvernement le nomme commissaire-enquêteur pour l'Acte seigneurial de 1854. Il décède à Montréal le 19 avril 1869.

(Bibliographie: *B.R.H., Histoire de Saint-Jacques*, 1949, *Registres de l'état civil*, Montréal, 1976, *Généalogie des familles de Terrebonne*, *Lovell Directory*, 1850, 1868 et 1869).

DUPUIS, J.-A.
1916-1917

MONTCALM **QUÉ.**

DUPUIS, Joseph-Alcide, fils de David Dupuis et d'Elise Laporte naît à Saint-Alexis de Montcalm, le 8 septembre 1869. Après ses études classiques au Collège de Joliette, Joseph-Alcide Dupuis se lance dans le commerce du tabac à Saint-Jacques.

Le 8 janvier 1898, il épouse à Saint-Jacques-de-L'Achigan, Elisabeth Cloutier.

A la fondation de l'Association des planteurs de tabac, en 1907, il est élu vice-président de cette association. De 1910 à 1913, il occupe le poste de président de la commission scolaire locale. En 1916, il est élu maire du village de Saint-Jacques.

Candidat libéral à l'élection provinciale du 22 mai 1916, il est élu député de Montcalm. Toutefois, son mandat se terminera subitement par son décès qui survient à Saint-Jacques le 22 juin 1917.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1917, *Histoire de Saint-Jacques*, 1972, *Répertoire des mariages du comté de Montcalm*, 1964, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

DUVAL, D.-M.
1931-1935

MONTCALM **QUÉ.**

DUVAL, David-Médéric naît à Saint-Calixte de Kilkenny, le 1er mars 1866, du mariage de Joseph Duval et d'Adée Bélecque. Il fait ses études à Saint-Calixte puis se porte acquéreur d'un hôtel dans le village. Plus tard, il vend son établissement pour s'occuper activement de commerce d'animaux de ferme et de fourrages.

Le 1er mai 1891, il épouse à Saint-Calixte Emma Lefebvre. De cette union naîtra un fils Joseph-Odilon en 1895 qui sera député de Montcalm.

Médéric Duval occupe plusieurs fonctions sur la scène municipale.

Secrétaire-trésorier de la municipalité de St-Calixte, Médéric Duval est élu député libéral du comté de Montcalm le 24 août 1931. Il ne siègera que pendant un seul mandat puisqu'il décédera avant terme le 2 novembre 1934 dans sa paroisse natale.

(Bibliographie: *Archives municipales de Saint-Calixte*, 1976, *Répertoire des mariages du comté de Montcalm*, 1964, *Registres de l'état civil*, Joliette 1976).

DUVAL, J.-O.

MONTCALM **1939-1944** **QUÉ.**

DUVAL, Joseph-Odilon naît à Saint-Calixte de Kilkenny, le 13 mai 1895, de l'union de Médéric Duval et d'Emma Lefebvre. Son père avait siégé comme député de Montcalm, de 1931 à 1935, à l'Assemblée Législative du Québec.

Après ses études à Saint-Calixte, Joseph-Odilon Duval s'installe sur une ferme où il devient agriculteur. Le 21 mai 1919, il épouse à Sainte-Julienne, Blanche Robert.

A l'occasion du scrutin général du 25 octobre 1939, il est élu député de Montcalm sous la bannière libérale. Il défaisait ainsi le candidat unioniste J. Maurice Tellier. Il ne siège que pendant un seul mandat puisque son prédécesseur le défait en 1944.

Il décède à Saint-Calixte, le 16 mars 1966.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1940, *Répertoire des mariages du*

comté de Montcalm, 1964, Notes de M. Henri Dupuis de St-Jacques, 1976, Registre paroissial de Saint-Calixte, 1976).

DUVERNAY, L.

LACHENAIE **1837-1838** **BAS-CAN.**

DUVERNAY (CREVIER), Ludger naît à Verchères, le 22 janvier 1799, du mariage de Joseph Crevier et de Julie Lamorandière. Il fait ses études à Verchères puis quitte son village natal pour Montréal en 1813, où il est apprenti-journaliste. En 1817, il s'installe aux Trois-Rivières où il fonde la "Gazette des Trois-Rivières" la même année. Le 14 février 1825, il épouse à Louiseville, Marie-Reine Harnois. De leur union naîtront 8 descendants.

Après avoir passé dix années aux Trois-Rivières, Ludger Duvernay revient à Montréal en 1827 et fonde le journal "La Minerve" dont il devient l'éditeur. En 1834, il fonde avec un groupe de patriotes la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Défait à Montréal aux élections de 1834, il est élu le 26 mai 1837, par acclamation député de Lachenaie à l'élection complémentaire nécessitée par le décès de Jean-Marie Rochon. Grand patriote, Ludger Duvernay participe à l'insurrection de 1837-1838; il doit s'exiler à Burlington, U.S.A. jusqu'en 1839. A son retour d'exil, il reprend la direction de la Minerve jusqu'à son décès, le 28 novembre 1852. Son journal lui survivra une année à peine.

(Bibliographie: *Dictionnaire Lejeune*, 1931, *Lovell Directory*, 1850, *Journal La Minerve*, 1837, 1850 et 1852, *Revue du notariat*, mai 1925, APC, Fonds F.J. Audet, 1977).

ÉCREMENT, J.-A.**BERTHIER****1908-1911****CAN.**

ÉCREMENT, Joseph-Arthur naît à Saint-Damien de Brandon, le 28 juin 1879, du mariage d'Arthur Ecrement, notaire, et de Sophie-Atala Piché. Au terme de ses études primaires, il quitte son village natal pour compléter ses études à Montréal. Après son cours classique, il fréquente l'Université de Montréal de 1902 à 1905.

En 1905, il est reçu notaire et pratique à Montréal jusqu'en 1945. De 1903 à 1908, il est secrétaire de l'Honorable Raoul Dandurand.

Elu député libéral de Berthier le 26 octobre 1908, il siège à la Chambre des Communes pendant un seul mandat. Par la suite, il semble occuper la fonction d'inspecteur d'écoles.

Arthur Ecrement décède à Montréal le 23 juin 1958 à l'âge de 79 ans moins quelques jours. Il avait épousé à Montréal, Alice De Grandpré.

(Bibliographie: *Centenaire de Saint-Damien de Brandon*, 1967, *Canadian Parliamentary Guide*, 1911, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

ÉNO, A.**L'ASSOMPTION****1830-1834****BAS-CAN.**

ÉNO dit DESCHAMPS (Hunault) Amable naît à Repentigny, en avril 1785, du mariage de Joseph Eno et de Marie-Joseph Richaume.

Cultivateur à Repentigny, il épouse à Lavaltrie, le 14 février 1803, Marie-Louise Etu. Le 30 janvier 1827, il est nommé Lieutenant de milice pour le comté de Leinster et juge de paix. En 1851, il passe au grade de lieutenant-colonel.

Candidat du "parti ministériel" au premier scrutin de la nouvelle division de L'Assomption, il est élu député de cette circonscription le 26 octobre 1830. Il siège au Parlement du Bas-Canada pendant un mandat car il abandonne la politique active en 1834, craignant le climat politique.

Amable Eno décède à Repentigny le 22 juillet 1875 âgé de 90 ans et 3 mois. Son épouse le précédait en 1866.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Canada Directory* 1858, *Répertoire des mariages du comté de L'Assomption*, 1966, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1977).

ÉNO, F.-A.-E.-N.
1837-1838

BERTHIER **BAS-CAN.**

ÉNO (HENAULT), François-Antoine-Edouard-Norbert naît à Saint-Cuthbert, vers 1793, du mariage d'Antoine Eno, seigneur, et de Marie Fauteux.

Marchand à Saint-Cuthbert, Norbert Eno épouse dans cette paroisse Geneviève Fauteux le 29 octobre 1815. Patriote, il est élu député de Berthier à l'élection complémentaire du 7 mars 1837 nécessitée par le décès de Jacques Deligny. L'année de son élection, il refuse la commission de major de milice. Il siège au Parlement du Bas-Canada jusqu'à l'abolition de la Chambre d'Assemblée.

Quelques années plus tard, il acquit de son oncle, François Eno, la seigneurie de l'Île Dupas et du Fief Chicot.

Norbert Eno décède à Saint-Cuthbert, le 7 mars 1876, âgé d'environ 83 ans.

(Bibliographie: *Le système scolaire de la P. de Québec*, 1951, *R.A.P.Q.* 1925-1926, *The Canada Directory*, 1858, *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966, *Registre de la paroisse de St-Cuthbert*, 1976).

FARIBAUT, J.-É.

LEINSTER

1808-1809

BAS-CAN.

FARIBAUT, Joseph-Edouard naît à Berthier, le 4 mai 1773, du mariage de Barthélemy Faribault, notaire public, et de Catherine Verronneau. Il fait ses études de notaire avec son père. Il est admis au notariat le 19 janvier 1791.

En septembre 1791, il quitte Berthier pour s'établir à L'Assomption où il pratiquera sa profession. Le 24 novembre 1794, il y épouse Marie-Elisabeth Poudret. De leur union naîtront 13 enfants.

Secrétaire de la Fabrique de L'Assomption depuis 1796, Joseph-Edouard Faribault est élu député de Leinster le 18 juin 1808. Il siège au Parlement du Bas-Canada pendant une seule session puisqu'il n'est pas réélu au scrutin de 1809. En 1810, il agit comme officier-rapporteur du comté de Leinster.

Lieutenant-colonel de milice, juge de paix et commissaire aux petites causes, Joseph-Edouard Faribault administre la seigneurie de L'Assomption de 1812 à 1822. Il s'oppose à la fondation du Collège de L'Assomption, mais quelques années plus tard, il accorde une subvention de \$400.00 au collège.

De 1838 à 1841, il est membre du Conseil Spécial du Bas-Canada. Enfin en 1846 et 1847, il est maire de sa ville. Joseph-Edouard Faribault se retire de la pratique active en 1849. Il décède à L'Assomption, le 3 août 1859, à l'âge de 86 ans à la suite d'une longue maladie de 4 mois. Il était l'oncle de Barthélemy Joliette, futur député de Leinster et de L'Assomption, qu'il avait élevé quand celui-ci devint orphelin, à l'âge de 4 ans.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Palais de justice de Joliette, archives des notaires*, 1976).

FERLAND, C.-É.

JOLIETTE 1928-1935
JOL.-L'ASS.-MONT. 1935-1945

CAN.
CAN.

FERLAND, Charles-Edouard naît à Sainte-Elisabeth, le 2 mars 1892, du mariage de Mathias Ferland et d'Alphonsine Joly. Il entreprend ses études à l'école du village puis fréquente le Séminaire de Joliette de 1907 à 1914. Au terme de son cours classique, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient sa licence en 1917.

En juillet de la même année, il est admis au Barreau du Québec et s'installe à Joliette où il pratique jusqu'en 1928. Il épouse, le 4 janvier 1923, Marie-Rose Brunelle, de Biddeford, Maine, U.S.A.

Candidat libéral à l'élection complémentaire du 17 décembre 1928, nécessitée par la démission de Jean-Joseph Denis, il est élu représentant de la circonscription de Joliette à la Chambre des Communes. Réélu en 1930, il l'est aussi en 1935 mais cette fois-ci, comme député de la nouvelle circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm. Réélu pour un quatrième mandat en 1940, il est nommé à la fin de son terme, le 18 avril 1945, au Sénat du Canada comme représentant de la division de Shawinigan. Il démissionne le 18 avril 1951 pour accéder à la magistrature comme juge à la Cour Supérieure du district de Montréal. En 1967, il prend sa retraite et se retire à Saint-Alphonse de Joliette, pendant la saison estivale.

Le juge Charles-Edouard Ferland décède à Montréal, le 8 janvier 1974, et son inhumation a lieu au cimetière de la Côte-des-Neiges.

(Bibliographie: *Histoire de Sainte-Elisabeth*, tome 2, 1973, *Canadian Parliamentary Guide*, 1945, *Notes de Mme Lambert Archambault*, St-Alphonse, 1977).

FERRON, J.-É.**BERT.-MASK.****1935-1944****CAN.**

FERRON, Joseph-Emile, fils de Benjamin Ferron et de Victoria Lescadres, naît à Saint-Léon de Maskinongé, le 25 septembre 1896, Après ses études primaires dans son village, il fréquente le Séminaire des Trois-Rivières de 1910 à 1918 où il complète son cours classique. En 1919, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal.

Admis à la pratique du Droit en 1923, il s'installe à Louiseville où il pratique sa profession. Le 5 août, il épouse aux Trois-Rivières, Valéda Robichaud. En 1967, le 9 décembre, il épouse en secondes noces Jeanne Bournival-Beaulac des Trois-Rivières.

Joseph-Emile Ferron est élu député de la circonscription de Berthier-Maskinongé à la Chambre des Communes, le 14 octobre 1935. En 1938, il est nommé CR. Réélu en 1940, il démissionne en 1945 pour accéder à la magistrature comme juge à la Cour Supérieure du district des Trois-Rivières le 18 avril 1944.

Le 31 octobre 1956, il prend sa retraite et décède à Trois-Rivières-Ouest, le 2 mars 1970, âgé de 73 ans et 6 mois.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1940, *Registres paroissiaux de Saint-Léon-de-Maskinongé et de Trois-Rivières-Ouest*, 1976, *Notes de son fils Claude Ferron*, Trois-Rivières, 1976).

FOREST, J.-L.**L'ASSOMPTION****1886-1890****QUÉ.**

FOREST, Jean-Ludger naît à L'Assomption, le 20 décembre 1826, du mariage de François Forest et de Marie Amireault. Il fait ses études au Collège de L'Assomption de 1839 à 1852. Au terme de son cours classique, il entreprend à Montréal ses

études en médecine. Reçu médecin le 14 octobre 1856, il pratique à L'Assomption. Le 15 février 1858, il y épouse Athala Archambault.

Candidat à l'élection du 14 octobre 1886, il est élu député provincial du comté de L'Assomption. Son élection est toutefois contestée par son adversaire Joseph Marion qui réussit à faire reprendre l'élection le 27 décembre 1888. Ludger Forest est réélu jusqu'en 1890.

Il décède à L'Assomption, le 16 mai 1903, à l'âge de 76 ans.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1890, *Archives du Collège des Médecins*, Montréal, 1976, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

GADOURY, J.-O.

BERTHIER

1912-1916

QUÉ.

GADOURY, Joseph-Olivier naît à Berthier, le 22 décembre 1861, du mariage d'Alexis Gadoury et d'Isabelle Hénault. Après ses études primaires à Berthier, il s'inscrit, en 1875, au Collège de Joliette où il complète son cours classique en 1882. L'année suivante, il fréquente le "Victoria School of Medicine" de Montréal.

Admis au Collège des médecins, le 9 mai 1888, Joseph-Olivier Gadoury pratique la médecine à Berthier. Dans cette ville, il épouse, le 10 octobre 1892, Marie-Rachel Daveluy de Sorel. De leur union naîtront deux enfants.

Joseph-Olivier Gadoury est élu député conservateur du comté de Berthier, le 15 mai 1912, par une seule voix de majorité sur son adversaire libéral Joseph Lafontaine. En 1916, il est défait par ce dernier et décide de ne pas poursuivre sa carrière politique et de retourner à la pratique médicale. Il décède à Berthier le 14 février 1929.

(Bibliographie: *Dossiers parlementaires*, Québec, 1976. *Archives du Collège des*

	GAUTHIER, J.	
L'ASSOMPTION	1887-1892	CAN.
L'ASSOMPTION	1896-1900	CAN.

GAUTHIER, Joseph naît à Saint-Lin, le 11 mars 1842, du mariage de Louis Gauthier et d'Aline Renaud. Après ses études primaires à Saint-Lin, il devient agriculteur et marchand. En 1877, il réside sur la rue Saint-Isidore. Vers 1865, il épouse Philomène Daunais à l'extérieur de la région.

Joseph Gauthier est élu député libéral de L'Assomption à la Chambre des Communes le 22 février 1887. Il ne siégea pas à la Chambre des Communes avant 1892. En 1888, il démissionne pour se représenter à l'élection partielle du 3 avril 1888, où il est réélu par la faible majorité de 87 voix. En 1891, au scrutin général, il est aussi réélu puis démissionne de nouveau en 1892. Quatre ans plus tard, il est de nouveau sur les rangs et réussit à se faire élire pour un mandat de quatre ans.

Joseph Gauthier décède à Saint-Lin le 26 septembre 1911 à l'âge de 69 ans. Il avait été maire de Saint-Lin de 1872 à 1880.

(Bibliographie: *Illustrated guide of the House of Commons*, 1896, *Histoire économique et sociale de St-Lin, 1805-1883, Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

	GAUTHIER, L.-J.	
L'ASSOMPTION	1906-1908	QUÉ.

GAUTHIER, Louis-Joseph, fils de Joseph Gauthier et de Julie Généreux, naît à Montréal, le 21 mars 1866. Il fait ses études à Montréal où il fréquente le Séminaire de Montréal de 1878 à 1886, puis la Faculté de Droit de l'Université Laval de Montréal de 1886 à 1889.

Admis au Barreau du Québec en juillet 1889, il pratique sa profession à Montréal. Dans cette ville, il épouse vers 1886,

Marie-Amazilie Morency. Après le décès de sa femme, Louis-Joseph Gauthier quitte Montréal pour Saint-Lin où il épouse en secondes noces Marie-Anne Desmarais le 1er octobre 1901.

Maire de Saint-Lin depuis 1905, il est aussi 2ème vice-président de la Société des Artisans, fonction qu'il occupe pendant quinze ans.

Candidat libéral au scrutin complémentaire du 5 novembre 1906, Louis-Joseph Gauthier est élu par acclamation député du comté de L'Assomption à la suite de la démission de Joseph-Edouard Duhamel. Défait en 1908, il quitte Saint-Lin pour Saint-Hyacinthe où il est élu député de cette circonscription en 1911 et en 1917. Il décède à Montréal le 12 avril 1938.

(Bibliographie: *Biographies canadiennes-françaises*, 1920, *Archives du Barreau du Québec*, 1976, *Dossiers parlementaires*, Québec, 1976, *La Presse*, 1938).

GERVAIS, J.-C.-T.

BERTHIER	1917-1925	CAN.
BERTHIER-MASK.	1925-1930	CAN.

GERVAIS, Joseph-Charles-Théodore naît à Berthier, le 25 juillet 1868, du mariage de Béloni Gervais et de Demma Gervais. Après ses études primaires, il complète son cours classique au Collège de Joliette de 1882 à 1888. En septembre de la même année, il s'inscrit à la Faculté de Médecine de l'Université Laval où il obtient sa licence en 1893.

Admis au Collège des Médecins du Québec le 10 octobre 1893, il pratique à Berthier. Le 14 juin 1898, il épouse Albina Hénault de Saint-Barthélemy.

Coroner du district de Joliette pendant 41 ans, Charles-Théodore Gervais est élu député libéral de Berthier à la Chambre des Communes le 17 décembre 1917. Il est réélu en 1921 et en 1925 comme représentant de la nouvelle circonscription

fédérale de Berthier-Maskinongé. En 1926, il est réélu pour un quatrième mandat consécutif.

Sur la scène locale, Charles-Théodore Gervais est maire de Berthierville de 1923 à 1927 et de 1934 à 1936. De plus, il est secrétaire-trésorier de la Corporation municipale du comté de Berthier. Enfin, de 1936 à 1939, il est secrétaire-trésorier de la ville de Berthier.

Charles-Théodore Gervais décède à Berthierville, le 18 février 1940, après une carrière politique bien remplie.

(Bibliographie: *Archives du Collège des Médecins*, Mtl. 1976, *Journal Le Canada* du 19 fév. 1940, *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966, *Canadian Parliamentary Guide*, 1935, *Notes de M. Jacques Rainville*, Berthierville, 1976).

GODIN, F.-B.
JOLIETTE **1867-1872** **CAN.**

GODIN, François-Benjamin naît à Saint-Constant dans le comté de Laprairie, le 28 mars 1828, de l'union de Joseph Godin et de Sophie Connaissault. Il fait ses études à Montréal et est admis au Barreau du Bas-Canada le 30 mai 1849.

Dès son admission à la pratique, il s'établit à Montréal puis vient s'installer à Joliette vers 1850, où il épouse, le 18 janvier 1851, Alice Bernard de Berthier. De cette union naîtra une fille Marie-Alix qui épousera en 1882, l'Hon. François-Octave Dugas.

Candidat libéral aux premières élections fédérales de la Confédération, François-Benjamin Godin est élu le 7 septembre 1867 député de Joliette. Il défait François-Georges Baby. En 1871, il tente le double mandat en se présentant à l'élection provinciale mais il subit la défaite contre le docteur Vincent-Paul Lavallée. En 1872, son mandat fédéral n'est pas renouvelé par les électeurs de Joliette et il doit retourner à la pratique du Droit. En 1878, il est nommé Conseiller de la Reine. François-

Benjamin Godin décède à Joliette le 3 mars 1888, quelques jours avant d'atteindre ses soixante ans.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *Répertoire des mariages du comté de Joliette*, 1969, *Registres de l'état civil, Joliette*, 1976).

GOUIN, H.-N.-P.

L'ASSOMPTION 1935-1936 QUÉ.

GOUIN, Henri-Néré-Paul naît à Montréal, le 20 mai 1898, du mariage de Sir Lomer Gouin, ancien Premier Ministre du Québec et d'Elisa Mercier, fille d'un autre ancien Premier Ministre, l'Honorable Honoré Mercier. Après ses études primaires à Montréal, il fréquente le Séminaire de Québec de 1910 à 1918 où il complète ses études classiques. Par la suite, il s'inscrit à l'Université Laval en 1919 pour entreprendre son Droit. En 1920, il le poursuit à l'Université de Montréal.

Admis au Barreau en 1921, il pratique à Montréal. Le 10 octobre 1922, il épouse à Victoriaville Gabrielle Garneau, de Princeville.

Issu d'une famille de grands politiciens, Paul Gouin s'intéresse à la politique. En 1934, il fonde l'Action Libérale Nationale afin de renverser le parti libéral au pouvoir depuis 1897. Chef de son parti, il se présente dans le comté de L'Assomption en 1935. Elu député de ce comté le 25 novembre 1935 par 62 voix de majorité, son parti ne réussit pas à remporter la victoire au niveau provincial. Défait en 1936, il fonde avec Maurice Duplessis le parti de l'Union Nationale puis se retire de la politique active suite à des mésententes avec Maurice Duplessis. De 1935 à 1939, il dirige le journal "La Province" et réside à Westmount.

Le 20 mai 1950, il démissionne du Barreau. Paul Gouin décède à Montréal, le 4 décembre 1976, à l'âge de 78 ans.

avait épousé à l'extérieur de la région Elmiré Lemaître-Auger.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *Canadian Parliamentary Guide*, 1888, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

GUILBAULT, J.-P.-O.

JOLIETTE

1911-1917

CAN.

GUILBAULT, Joseph-Pierre-Octave, fils du capitaine de milice Joseph Guilbault et d'Adélaïde Renaud, naît à Saint-Paul de Joliette, le 3 septembre 1870. Après ses études primaires, il s'inscrit en 1882 au Collège de L'Assomption. Au terme de ses études classiques en 1890, il étudie le notariat puis est reçu notaire en 1898. Parallèlement il complète ses études en Droit à l'Université Laval de Montréal de 1895 à 1899.

Installé à Joliette où il pratique depuis 1898, il épouse le 20 septembre de la même année Clémentine Richard de Saint-Jacques. De leur union naîtront deux enfants.

Pierre-Octave Guilbault est régistrateur du comté de Joliette de 1897 à 1921, et secrétaire de la commission scolaire de Joliette pendant plus de 10 ans. En 1905, il réside au 19 de la rue De Lanaudière à Joliette. Plus tard, au 418 Manseau.

Elu député du district fédéral de Joliette le 21 septembre 1911, il siège à la Chambre des Communes pendant un seul mandat. En 1917, il retourne à la pratique du notariat jusqu'en 1924. Il décède à Joliette le 27 septembre 1924 à l'âge de 57 ans.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1917, *Joliette 1864-1964*, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

HÉBERT, J.-E.

JOLIETTE **1916-1919** **QUÉ.**

HÉBERT, Joseph-Ernest naît à Drummondville le 11 juillet 1878, de l'union d'Arthur Hébert et de Margareth Cooke. Ses études débutent à Drummondville puis au Collège de Sainte-Thérèse, de 1889 à 1897. Après ses études classiques, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université Laval de Montréal où il obtient la licence en 1900.

Admis au Barreau en juillet 1900, il pratique deux ans à Montréal. En 1902, il s'installe à Joliette au 15, boulevard Manseau. Avocat réputé de Joliette, Ernest Hébert épouse à Ottawa, le 11 juin 1907, Hermine Olivier, fille du juge Adolphe Olivier.

Nommé substitut au procureur général à Joliette en 1909, il est fait CR en 1912. De 1913 à 1916, il est échevin de la ville de Joliette. Militant libéral, Ernest Hébert se porte candidat à l'élection provinciale du 22 mai 1916. Elu député de Joliette, il siège à l'Assemblée Législative jusqu'en 1919. Après son mandat, il retourne à la pratique du Droit.

Joseph-Ernest Hébert décède à Joliette, le 28 février 1930, à l'âge de 52 ans.

(Bibliographie: *Biographies canadiennes-françaises*, 1922, *Canadian Parliamentary Guide*, 1918, *Archives du Barreau du Québec*, Montréal, 1976).

HURTEAU, H.

L'ASSOMPTION **1874-1887** **CAN.**

HURTEAU, Hilaire, fils de Thomas Hurteau et de Marie-Josephite Richard, naît à Contrecoeur, le 4 mai 1837. Il fait ses études à Contrecoeur puis au Collège de L'Assomption de 1850 à 1858. Au terme de ses études classiques, il étudie le notariat jusqu'en 1862.

Etabli à Saint-Lin depuis 1860, il y pratique sa profession, et il y épouse Delphina Beaudoin le 30 mai 1859. De leur union naîtront 10 enfants.

De 1864 à 1866 il est maire de Saint-Lin et préfet du comté de L'Assomption. Par la suite, il est secrétaire de la commission scolaire locale.

Elu député conservateur du comté de L'Assomption à la Chambre des Communes le 2 février 1874, il siège au Parlement fédéral jusqu'en 1887. Son élection de 1874 fut contestée et reprise à l'occasion d'un scrutin complémentaire le 16 janvier 1875. Hilaire Hurteau remporte de nouveau le siège de L'Assomption. Il est réélu en 1878 et en 1882 mais défait en 1887, par Joseph Gauthier, également de Saint-Lin.

Vers 1900, il quitte Saint-Lin pour Montréal où il poursuit la pratique du notariat. En 1905, il accepte le poste de greffier de la Cour de Magistrat. Hilaire Hurteau décède à Montréal en 1914.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1887, *Illustrated Guide of the House of Commons*, 1882, *Histoire économique et sociale de Saint-Lin 1805-1883*, 1975).

JEANNOTTE, H.

L'ASSOMPTION

1892-1896

CAN.

JEANNOTTE, Hormidas naît à Saint-Henri de Mascouche, le 22 décembre 1843, du mariage de Charles Jeannotte et de Théodosie Brouillette. Il fait ses études à Mascouche et au Collège Masson de Terrebonne. Après son cours classique, il étudie le Droit à l'Université Laval de Québec. Reçu notaire en 1870, il sera aussi admis à la pratique du Droit en 1883.

Résidant à Montréal, Hormidas Jeannotte est conseiller municipal à Montréal de 1878 à 1894. Il est élu député con-

servateur du comté de L'Assomption à la Chambre des Communes à l'occasion du scrutin partiel du 7 juin 1892 suite à la démission de Joseph Gauthier. En 1896, ce dernier l'emporte sur Hormidas Jeannotte.

Célibataire, Hormidas Jeannotte décède à Montréal le 29 avril 1909, âgé de 65 ans.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1894, *Archives du Barreau du Québec*, Montréal, 1976, *Registres paroissiaux de Saint-Henri de Mascouche*, 1976).

	JOBIN, J.-H.	
BERTHIER	1851-1854	CAN.-UNI
JOLIETTE	1854-1863	CAN.-UNI

JOBIN, Joseph-Hilarion naît à Montréal, le 17 octobre 1811, du mariage de Joseph Jobin, brasseur de Montréal, et de Marie-Rachel Travé. Après ses études primaires et collégiales, il étudie le notariat puis accède à la pratique de cette profession en 1833. Il ouvre aussitôt un bureau au 6 de la rue Sainte-Thérèse, à Montréal. En 1850, il demeure à Saint-Paul de Joliette mais ne semble pas y résider en permanence.

Candidat du "Parti Rouge" au scrutin du 15 décembre 1851, il est élu par acclamation député de Berthier au Parlement du Canada-Uni. En 1853, suite à la modification de la carte électorale, Joseph-Hilarion Jobin est élu premier député de la nouvelle circonscription de Joliette. Réélu en 1858 et en 1861, il quitte la politique active en 1863, pour retourner à la pratique du notariat.

Joseph-Hilarion Jobin décède à Montréal le 31 août 1882 à la suite d'une longue maladie. Il avait cessé ses occupations au début de 1881.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *The Canada Directory*, 1850 et 1857, *Registres de l'état civil, Montréal*, 1977).

JOLIETTE, B. (HON.)

LEINSTER	1820-1820	BAS-CAN.
L'ASSOMPTION	1830-1832	BAS-CAN.

JOLIETTE, Barthélemy naît à Montmagny, le 9 septembre 1789, du mariage d'Antoine Joliet, notaire public, et de Catherine Faribault, soeur de Joseph-Edouard Faribault, de L'Assomption.

Vers 1793, son père vint s'établir à Berthier-en-Haut et décéda alors que Barthélemy n'était âgé que de 4 ans. Après un court séjour à Berthier, sa mère s'installe chez son frère à L'Assomption.

Dans ce village, Barthélemy Joliette entreprend ses études puis s'inscrit comme clerc de notaire chez son oncle Faribault. Admis au notariat le 3 octobre 1810, Barthélemy Joliette pratique à L'Assomption et à L'Industrie jusqu'en 1848.

Issu d'une grande famille du pays, Barthélemy Joliette épouse à Lavaltrie le 27 septembre 1813, Charlotte Tariou Taillant de Lanaudière, fille de Gaspard Tariou de Lanaudière, seigneur de Lavaltrie. De leur union naîtra un fils qui décédera à l'âge de 5 ans, ne laissant aucun héritier aux époux.

Notaire réputé de L'Assomption, Barthélemy Joliette se porte candidat à l'élection du comté de Leinster en 1816. Il est défait à sa première tentative en politique par Jacques Lacombe, également de L'Assomption. De nouveau sur les rangs en 1820, il est élu député de Leinster sur son même adversaire par 131 voix de majorité. Elu le 11 avril, son mandat fut de courte durée puisqu'une seconde élection est déclenchée en juillet suivant, et Barthélemy Joliette ne réussit pas à assurer sa réélection.

Cette défaite permit à Barthélemy Joliette d'orienter ses efforts vers la colonisation de la seigneurie de Lavaltrie. En 1823, il fonde le village d'Industrie (Joliette) puis s'occupe de lui donner tous les services d'une ville d'avenir. Parallèlement à sa vocation de colonisateur, Barthélemy Joliette est actif dans la

milice de Warwick. En 1812, il est capitaine de milice; en 1814, major et, en 1827, il est promu lieutenant-colonel du 2ème bataillon de Warwick.

Pour donner plus de grandeur au développement de son "domaine", Barthélemy Joliette entre de nouveau en politique en 1830. Elu député du nouveau comté de L'Assomption, le 26 octobre 1830, il siège au Parlement du Bas-Canada jusqu'au 15 juin 1832, date de sa nomination au Conseil Législatif, dont il est membre jusqu'à son abolition en 1838. La même année, il est nommé juge de paix et membre du Conseil Spécial jusqu'à l'Union du Haut et du Bas-Canada en 1841. Immédiatement après l'adoption de l'Acte d'Union, Barthélemy Joliette devient président du Conseil Législatif du Canada-Uni.

Même s'il occupe de hautes fonctions politiques, il ne néglige pas pour autant sa ville. En 1843, ses nombreuses démarches amènent la fondation d'une paroisse: St-Charles-Borromée-d'Industrie et la construction d'une église à peine éloignée de 5 milles de celle de Saint-Paul. En 1846, il fonde le Collège de Joliette. En 1850, il construit un chemin de fer de Lavaltrie à L'Industrie.

Le 21 juin 1850, c'est avec un grand regret que la population de toute la région apprend le décès de l'Honorable Barthélemy Joliette. Ses funérailles et son inhumation se tiennent à L'Industrie où une importante cérémonie religieuse rend hommage à ce grand homme.

En 1854, le gouvernement décide de donner le nom de Joliette au nouveau comté créé au nord de celui de Berthier. En 1864, le village d'Industrie devient la ville de Joliette, en l'honneur de son dévoué fondateur.

Enfin en 1900, un groupe de citoyens de Joliette met sur pied un comité dont le but est d'ériger à Joliette une statue de l'Honorable Barthélemy Joliette. En 1970, le Gouvernement du Québec créa une réserve de pêche au nord du comté de Joliette et lui donna officiellement le nom de "Réserve de Joliette".

Barthélemy Joliette aura certes été l'un des grands hommes de ce pays et son oeuvre demeure toujours présente. Il a bâti l'histoire de notre région et l'histoire ne l'a pas oublié. La région de Joliette-De Lanaudière illustre sa mémoire et celle de son épouse.

(Bibliographie: *Biographie de l'hon. Barthélemy Joliette*, 1872, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Dictionnaire Lejeune*, 1931, *Le Conseil Législatif*, 1933, *La famille Tardieu De Lanaudière*, 1922, *Gerbes de souvenir du Collège de Joliette*, 1914, *Joliette 1864-1964*, *Joliette illustré* 1893).

LACOMBE, J.

LEINSTER

1814-1815

BAS-CAN.

LEINSTER

1816-1821

BAS-CAN.

LACOMBE (TRULLIER), Jacques naît à Montréal, en août 1763, du mariage de Jacques Trullier dit Lacombe et de Marie-Anne Levasseur. Il fait ses études à Montréal et épouse dans cette ville Angélique Laurent dit Bérichon, le 28 juillet 1788. De leur union naîtront quatre enfants.

Vers 1800, il s'installe à L'Assomption où il est marchand et aubergiste. Jacques Lacombe est élu député de Leinster comme candidat du "Parti Patriote" le 13 mai 1814. Il démissionne de ses fonctions en juin 1815. En 1816, à la suite des nombreuses pressions de ses concitoyens, il est de nouveau sur les rangs et il est réélu représentant de cette circonscription le 25 avril.

En 1818, le Gouvernement le nomme juge de paix. Il décède à L'Assomption au cours de son mandat le 5 décembre 1821.

(Bibliographie: *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

	LAFONTAINE, J.	
BERTHIER	1904-1912	QUÉ.
BERTHIER	1916-1919	QUÉ.

LAFONTAINE, Joseph naît à St-Barthélemy, comté de Berthier le 26 novembre 1864, du mariage d'Amable Lafontaine et de Julie Lincourt. Après ses études primaires à l'école du village, il passe au Collège de Joliette où il poursuit ses études de 1878 à 1882. En 1882, il s'inscrit au Collège de L'Assomption où il termine ses études classiques en 1884. Par la suite, il devient agriculteur dans sa paroisse natale.

Le 1er février 1889, il épouse Georgie Rochette qui décédera en 1902. Le 15 janvier 1905, il épouse, en secondes noces, veuve Juliette Mousseau.

Sur la scène locale, il est élu maire de St-Barthélemy en 1897, fonction qu'il occupera jusqu'en 1903. Parallèlement, il est préfet du comté de Berthier. Dans le domaine scolaire, il sera aussi président de la commission scolaire de St-Barthélemy.

En 1904, à la suite d'une élection partielle dans le comté de Berthier, il est élu par acclamation comme représentant libéral de ce comté à l'Assemblée Législative. A l'élection générale du 25 novembre 1904, il est réélu aussi par acclamation. En 1912, il est défait par le conservateur Jos.-Olivier Gadoury. En 1916, il est de nouveau élu et terminera son mandat en 1919, date à laquelle il quitte la politique active. Il décède à St-Barthélemy le 25 juillet 1920. A son décès, il était inspecteur des prisons.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1916. *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966, *Hist. du collège de L'Assomption*, 1933, *Noces d'or du Collège de Joliette*, 1896, *Registres de l'état civil*, Joliette).

LAFORTUNE, D.-A.
MONTCALM **1909-1917** **CAN.**

LAFORTUNE, David-Arthur naît à Saint-Esprit, le 4 octobre 1848, du mariage de Joachim Lafortune et de Félicité Beaupré. Après ses études primaires à Saint-Esprit, il quitte son village natal pour Montréal où il complète ses études collégiales. En 1880, il fréquente l'Université Laval où il obtient une licence en Droit, en 1883.

Le 5 janvier 1874, il épouse à Montréal Marie-Edwige Messier. A la suite du décès de sa femme en 1883, il épouse en secondes noces, le 8 novembre 1898, Christiana Lussier, à Saint-Vincent-de-Paul.

Résident de Ville Saint-Laurent, David-Arthur Lafortune est candidat dans le comté de Montcalm en 1886. Défait dans cette circonscription, il attend jusqu'en 1904, avant de se présenter de nouveau en politique active. Encore une fois, il est défait dans la circonscription fédérale de Jacques-Cartier (Montréal). En 1909, il récidive en se présentant candidat libéral dans le comté de Montcalm à l'occasion de l'élection complémentaire du 25 septembre 1909. Elu représentant du comté de Montcalm à la Chambre des Communes, il est réélu en 1911, et termine son mandat en 1917, année de la fusion des comtés de Montcalm et de L'Assomption.

David-Arthur Lafortune décède à Montréal le 19 octobre 1922. Il ne semble pas avoir résidé dans sa circonscription.

(Bibliographie: *Archives du Barreau du Québec*, 1976, *Canadian Parliamentary Guide*, 1917).

LAFRENIÈRE, S.
1919-1925

BERTHIER **QUÉ.**

LAFRENIÈRE, Siméon naît à Saint-Damien de Brandon, le 16 janvier 1872, de l'union d'Onésime Lafrenière et d'Eugénie Alarie. En 1878, il commence à étudier à l'école du rang puis à l'école du village de Saint-Gabriel. Par la suite, il semble avoir fréquenté l'école de Rawdon.

Cultivateur à Saint-Damien, Siméon Lafrenière épouse dans sa paroisse Anne Desautels, institutrice, le 7 janvier 1903. De leur union naîtront 6 enfants.

Jouissant d'une bonne instruction, Siméon Lafrenière est commissaire d'école et maire de son village de 1913 à 1915, et de 1916 à 1919.

Le 5 février 1909, il est élu par acclamation député libéral de Berthier à l'Assemblée Législative. Réélu en 1923, il démissionne en 1925, pour accepter la fonction de registraire du comté de Berthier. Officier-rapporteur aux élections du comté de Berthier, il décide du choix des électeurs au scrutin de 1936, en votant pour le candidat libéral Cléophas Bastien, suite à l'égalité des voix. Cette situation est l'une des cinq survenues dans toute l'histoire politique du Québec depuis la Confédération.

Siméon Lafrenière décède à Saint-Damien de Brandon, le 6 mai 1946, à l'âge de 74 ans.

(Bibliographie: *Album centenaire de Saint-Damien*, 1967, *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966, *Canadian Parliamentary Guide 1924*, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

LAMBERT, G.**JOLIETTE****1960-1962****QUÉ.**

LAMBERT, Gaston naît à Saint-Norbert, le 29 octobre 1919, du mariage de Joseph Lambert et de Palmerina Hénault. Après ses études primaires chez les Soeurs de Ste-Anne en 1935, il entre au Séminaire de Joliette qu'il quitte en 1939.

Ses études écourtées, il devient manufacturier dans l'industrie du bas et, depuis 1962, il est courtier d'assurance à Saint-Félix de Valois.

Le 4 juin 1955, il épouse à la Cathédrale de Joliette Claire Crépeau, de Joliette. Le 15 avril 1968, il épouse en secondes noces Céline Brisson, de Lavaltrie.

Le 23 novembre 1960, il est élu député libéral de Joliette à l'occasion de l'élection partielle nécessitée par la démission de l'Honorable Antonio Barrette. A ce scrutin, il défait le candidat unioniste Charles-Edouard Héту de Joliette. En 1962, il est défait par Maurice Majeau, candidat de l'Union Nationale.

Agé actuellement de 58 ans, Gaston Lambert réside à Saint-Félix de Valois et travaille à Joliette.

(Bibliographie: *Notes de M. Gaston Lambert*, Joliette 1976).

LANAUDIÈRE, G.-C.**WARWICK****1796-1800****BAS-CAN.****LEINSTER****1804-1808****BAS-CAN.**

LANAUDIÈRE de (TARIEU), Gaspard-Charles naît à Québec, le 9 septembre 1769, du mariage de Charles-François Tarieu de Lanaudière et de Marie-Catherine Lemoyne, fille du baron de Longueuil. Il fait ses études à Londres, en Angleterre.

Lieutenant-colonel et seigneur, Gaspard-Charles épouse à Lavaltrie, le 16 octobre 1792, Suzanne-Antoinette Margane de Lavaltrie, fille unique de Pierre-Paul Margane de Lavaltrie. De leur union naîtront 3 enfants dont Charlotte qui épousera Barthélemy Joliette en 1813.

Militaire de carrière au sein du Régiment Royal Canadien, Gaspard-Charles est élu député de Warwick le 20 juillet 1796. Il complète un mandat au Parlement du Bas-Canada. En 1804, il est de nouveau candidat dans le comté de Leinster où il est élu représentant de cette circonscription jusqu'en 1808. A son entrée en politique, il se range du côté du "Bloc Ministériel" puis en 1804, il s'identifie au "Bloc Canadien".

Gaspard-Charles Tarieu de Lanaudière décède au Manoir de Lavaltrie le 7 juin 1812. C'est son nom que célèbre la région De Lanaudière.

(Bibliographie: *Joliette 1864-1964*, B.R.H., *Histoire de L'Assomption*, 1967, *La famille De Lanaudière*, 1922).

LANGLOIS, J.

BERTHIER-MASK.	1949-1953	CAN.
BERTHIER-MASK.	1953-1958	CAN.

LANGLOIS, Joseph, fils de Louis Langlois et d'Alma Roch, naît à Varennes, le 15 avril 1909. Il entreprend ses études primaires au Collège Saint-Paul de Varennes puis complète son cours collégial à Saint-Jean. Au terme de ses études classiques, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient la licence de notaire.

Admis au notariat en 1919, il s'installe à Saint-Justin de Maskinongé. Le 10 juin 1940, il épouse Rachel Héroux de Saint-Maurice. De leur union naîtra une fille.

Secrétaire-trésorier de la Municipalité de la Commission

scolaire de Saint-Justin, Joseph Langlois est élu député libéral de la circonscription de Berthier-Maskinongé, le 27 juin 1949. Il siège à la Chambre des Communes jusqu'en 1958, ayant été réélu en 1953 et 1957.

Joseph Langlois décède accidentellement à Saint-Didace, le 19 novembre 1964. Son inhumation a lieu à Saint-Justin.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1957, *Archives de la Chambre des notaires du Québec*, Montréal, 1976, *Canadian Directory of Parliament*, 1967).

LAPALME, G.-É.
JOL.-L'ASS.-MONT. 1945-1950 **CAN.**

LAPALME, Georges-Emile naît à Montréal, le 14 janvier 1907, du mariage d'Euclide Lapalme et de Valéda Bazinet de Saint-Esprit. Après ses études primaires à Saint-Esprit, il fréquente le Séminaire de Joliette de 1917 à 1925. Par la suite il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient une licence de Bachelier, en 1928. Admis au Barreau du Québec, le 10 janvier 1929, il pratique à Joliette.

Le 22 juillet 1935, il épouse à Montréal Maria Langlois. De leur union naîtront 7 enfants.

Avocat réputé de Joliette, Georges-Emile Lapalme est candidat à l'élection fédérale de 1945. Elu le 11 juin député de Joliette-L'Assomption-Montcalm, il est aussi réélu en 1949. Entretemps, il fonde en 1947 "Joliette-Journal" avec d'autres collaborateurs. Georges-Emile Lapalme démissionne en 1950, pour accéder à la chefferie du parti Libéral du Québec, en mai de la même année. Candidat, en juillet 1952, dans la circonscription de Joliette, il est défait par l'Honorable Antonio Barrette. C'est alors qu'il quitte Joliette pour Outremont, comté où il réussit à se faire élire, à l'occasion d'une élection complémentaire, en 1953. Chef de l'opposition libérale jusqu'en

LASALLE, R.

JOL.-L'ASS.-MONT. 1968-

CAN.

LASALLE, Roch naît à Saint-Paul de Joliette, le 6 août 1929, du mariage de Philippe LaSalle et de Maria Payette. Il fait ses études primaires et secondaires à l'école de Crabtree.

A 20 ans, il travaille dans un abattoir puis devient agent distributeur en confiserie et cigarettes. Jusqu'à son élection, Roch LaSalle est gérant des ventes pour la maison Arsène Thibodeau de Montréal.

Le 23 août 1952, il épouse à la paroisse du Christ-Roi de Joliette Carmen Beauparlant. De leur union naîtront quatre enfants.

Conseiller municipal de 1956 à 1957, puis maire de Crabtree de 1957 à 1965, Roch LaSalle se porte candidat conservateur au scrutin de 1965, où il est défait par moins de 200 voix par Joseph-Roland Comtois. Elu député de la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm le 25 juin 1968, il quitte son parti en mai 1971. Au scrutin de 1972, il est réélu comme indépendant. En février 1974, Roch LaSalle réintègre son parti et se voit réélu député conservateur au scrutin de 1974.

Membre influent du parti Conservateur, Roch LaSalle est élu, en novembre 1976, président de l'aile québécoise de l'Association Progressiste-conservatrice du Canada.

Agé de 48 ans, Roch LaSalle réside au 92 de la 15^{ème} avenue, à Crabtree, dans le comté de Joliette.

(Bibliographie: *Album cinquantenaire de Crabtree*, 1971, *Notes de M. Roch LaSalle*, Ottawa, 1976).

LAURENDEAU, A.**BERT.-MASK.****1945-1949****CAN.**

LAURENDEAU, Aldéric naît à Saint-Gabriel de Brandon, le 25 septembre 1890, du mariage du docteur Albert Laurendeau et de Georgiana Merizi. Après ses études primaires à Saint-Gabriel, il fréquente en 1907 le Collège Ste-Marie de Montréal puis termine son cours au Collège Loyola en 1914. En septembre, il s'inscrit à l'Université Laval de Québec où il obtient son diplôme en Médecine.

Admis au Collège des médecins du Québec le 17 juillet 1918, il s'installe à Saint-Gabriel comme l'avaient fait son père et son grand-père, le docteur Olivier Laurendeau. Le 16 octobre 1918, il épouse à Saint-Gabriel Jeanne Vallée. De leur union naîtront 3 enfants.

Maire de Saint-Gabriel de 1941 à 1950, Aldéric Laurendeau est élu député libéral de la circonscription fédérale de Berthier-Maskinongé le 11 juin 1945. A la Chambre des Communes, il siège pendant un mandat.

Aldéric Laurendeau décède à l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal le 11 janvier 1961.

(Bibliographie: *Saint-Gabriel, notre perle*, 1975, *Archives du Collège des médecins du Québec*, 1976, *Canadian Parliamentary Guide*, 1948).

LAURIER, C.-R.**L'ASSOMPTION****1907-1908****CAN.**

LAURIER, Charles-Jules-Etienne-Rubben naît à Lachenaie, le 26 décembre 1868, de l'union de Jules Laurier, cultivateur, et de Rosalie Rochon. Après ses études primaires à Lachenaie, il fréquente le Collège de L'Assomption de 1880 à 1888. Au terme de ses études classiques, il s'inscrit à la Faculté de Médecine de l'Université Laval où il obtient son doctorat en 1892.

Admis au Collège des médecins du Québec la même année, il pratique à Montréal sur la rue Visitation. Charles-Rubben Laurier épouse, le 25 juin 1885, Marie-Louise Laurier. De leur union naîtront quatre filles et deux garçons.

Gouverneur du Collège des médecins en 1905 et Président de la "Equitable Fire Insurance" pendant quelques années, Charles-Rubben Laurier est élu député libéral du comté de L'Assomption à la Chambre des Communes à l'occasion du scrutin complémentaire du 7 mars 1907. Cette élection fut nécessitée par le décès de Romuald-Charlemagne Laurier.

Charles-Rubben Laurier décède à Montréal le 26 septembre 1947, à la suite d'une longue maladie. Il ne semble pas avoir résidé dans son comté lors de son court mandat.

(Bibliographie: *Dossiers parlementaires*, Ottawa, 1976, *Canadian Directory of Parliament*, 1968, *Archives du Collège des médecins du Québec*, Montréal, 1976).

LAURIER, R.-C.

L'ASSOMPTION

1900-1906

CAN.

LAURIER, Romuald-Charlemagne, fils de Carolus Laurier, arpenteur, et d'Aline Ethier, naît à Saint-Lin, le 7 janvier 1852. Il complète ses études à Saint-Lin puis devient marchand général.

Demi-frère de Sir Wilfrid Laurier, Romuald-Charlemagne épouse dans sa paroisse natale Eulalie Pauzé le 7 juin 1875. Candidat libéral aux élections de 1900, il est élu le 7 novembre député du comté de L'Assomption à la Chambre des Communes. Il est réélu par acclamation en 1904.

Romuald-Charlemagne Laurier décède subitement à Saint-Lin pendant son mandat, le 28 décembre 1906.

(Bibliographie: *Personals of Senate and members of the House of Commons*, 1906, *Répertoire des mariages du comté de L'Assomption*, 1962).

BERTHIER

**LAVALLÉE, J.-A.-A.
1948-1962**

QUÉ.

LAVALLÉE, Joseph-A.-Azellus naît à Berthierville, le 30 janvier 1894, du mariage de Joseph Lavallée et d'Eulalie Laporte. Il fait ses études à Berthierville puis termine en 6ème année en 1908-1909 au collège de l'endroit.

Azellus Lavallée épouse, le 21 janvier 1918, Eva Denis à Saint-Norbert. De leur union naîtront deux filles. Cultivateur et éleveur dans le rang de la rivière Bayonne, Azellus Lavallée est élu maire de Berthierville en 1932, fonction qu'il occupe jusqu'en 1936. En 1935-1936, il est désigné préfet du comté de Berthier.

Candidat de l'Union Nationale en 1948, il est élu député du comté de Berthier à l'Assemblée Législative le 28 juillet. Réélu en 1952, 1956 et 1960, il quitte la politique active au terme de son mandat en 1962. En 1958, il tente sa chance au fédéral comme candidat conservateur mais il subit la défaite aux mains de Rémi Paul.

Homme actif, Azellus Lavallée assume pendant plusieurs années la présidence de la Société des éleveurs d'animaux de race du Québec et de plusieurs autres sociétés similaires. En 1972, on le retrouve comme président de la Chambre de Commerce de Berthierville.

Azellus Lavallée décède à Berthierville, le 30 août 1976, à l'âge de 82 ans et 7 mois.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1960, *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966, *Biographies canadiennes-françaises*, 1948, *Journal La Patrie* du 12 juillet 1959).

LAVALLÉE, V.-P.

JOLIETTE

1867-1885

QUÉ.

LAVALLÉE, Vincent-Paul naît à Berthier-en-Haut, le 27 mars 1839, du mariage de Paul Lavallée et de Marie Laferrière. Il fréquente le Collège de Berthier de 1848 à 1856, puis s'inscrit au "Victoria School of Medicine" de Montréal en 1856, où il obtient son doctorat en 1860.

Dès son admission au Collège des médecins en 1860, il s'installe à Saint-Félix-de-Valois où il pratique sa profession. Le 9 septembre 1861, il épouse Henriette Chalut, fille du notaire Jean-Baptiste Chalut de Berthier. Le 14 février 1870, il épouse en secondes noces Joseph-Elise Crépeau à Saint-Félix-de-Valois.

De taille moyenne, figure ronde, yeux vifs, légère tendance à l'obésité, Vincent-Paul Lavallée est juge de paix et commissaire aux petites causes à Saint-Félix.

Candidat conservateur dans le comté de Joliette aux premières élections depuis l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. Il est élu premier député de Joliette à l'Assemblée Législative du Québec le 3 septembre 1867. A ce scrutin, il défait Hyppolite Cornellier dit Grampchamps par 73 voix de majorité. Réélu en 1871, en 1875 par acclamation, en 1878 et en 1881, il démissionne de son siège pour accéder au Conseil Législatif en 1885. Désigné représentant de la division De Lanaudière, il démissionne de cette fonction le 24 janvier 1888, pour retourner à la pratique de la médecine.

Vincent-Paul Lavallée décède à Saint-Félix-de-Valois, le 15 octobre 1931, à l'âge de 92 ans.

(Bibliographie: *Le Conseil Législatif*, 1933, *Portraits et dossiers parlementaires du premier Parlement du Québec*, 1871, *Joliette Illustré*, 1893).

LAVALTRIE, P.-P.

WARWICK

1792-1796

BAS-CAN.

LAVALTRIE, de (Margane), Pierre-Paul naît à Montréal, le 14 août 1743, du mariage de Pierre Margane et de Louise-Charlotte d'Ailleboust d'Argenteuil. Après ses études à Montréal, il s'engage dans la milice de la Nouvelle-France et il participe à la bataille des Plaines d'Abraham en 1759.

A la suite de la défaite des troupes françaises, il passe en France mais la nostalgie du pays le fait revenir en 1765. Le 31 mars 1766, il épouse à Terrebonne Marie-Angélique de la Corne, fille du seigneur de l'endroit. De leur union naîtra une fille, Suzanne-Antoinette, qui épousera en 1792 Gaspard-Charles Tarieu de Lanaudière.

Pierre-Paul Margane acquit la Seigneurie de LaValtrie en 1766. Militaire, il est promu capitaine de milice en 1775, major en 1792 et lieutenant-colonel le 13 mai 1794. De plus il est juge de paix depuis 1788 et sa commission est renouvelée en 1799.

Candidat au premier Parlement du Bas-Canada, Pierre-Paul Margane de Lavaltrie défait James Cuthbert et remporte le siège de Warwick le 10 juillet 1792. Son adversaire conteste son élection en alléguant que M. De Lavaltrie n'est pas sujet britannique mais la Chambre d'Assemblée rejette la demande.

Dès son entrée au Parlement, Pierre-Paul Margane de Lavaltrie se range du côté des "Ministériels". Il est souvent absent pour cause de maladie et il se retire de la politique en 1796. Il décède, le 10 septembre 1810, à son manoir de Lavaltrie.

(Bibliographie: *Histoire de Lavaltrie*, 1972, *Dictionnaire Lejeune*, 1931, *La Gazette de Québec* du 20 septembre 1810, *Archives publiques du Canada, fonds Francis-J. Audet*, 1977).

LE ROUX, L.**LEINSTER****1827-1830****BAS-CAN.**

LE ROUX, (DESNEVAL) Laurent, fils de Germain Leroux et de Marie-Catherine Vallée, naît à L'Assomption, le 18 novembre 1759. Tout jeune, il s'engage comme caissier à la Compagnie du Nord-Ouest. Il accompagne Alexandre McKenzie lors de son expédition vers l'Ouest, en 1793. De retour à L'Assomption, il ouvre un commerce qui deviendra l'un des plus florissants de la région.

Laurent Leroux épouse à L'Assomption Esther Loïselle le 20 juin 1796. Par cette union, il devient le beau-frère de François-Antoine Larocque, député de Leinster en 1792.

En 1818, il est nommé major de milice du premier bataillon de Leinster et il voit son mandat renouvelé en 1830. Laurent Leroux est élu député de Leinster au Parlement du Bas-Canada le 25 août 1827. Il siège à la Chambre d'Assemblée du côté des Ministériels pendant un mandat. En 1830, il retourne à ses occupations commerciales.

Il décède à L'Assomption le 26 mai 1855, à l'âge de 95 ans. Son inhumation a lieu dans l'église de L'Assomption.

(Bibliographie: *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *La milice du Bas-Canada*, 1828-1829).

LIPPÉ, U.**JOLIETTE****1891-1896****CAN.**

LIPPÉ, Urbain naît à L'Assomption, le 22 juillet 1831, du mariage de Jean-Marie Lippé et de Renée Brousseau. Il fréquente le Collège de L'Assomption de 1844 à 1851, puis poursuit ses études en notariat jusqu'en 1860.

Admis à la Chambre des notaires du Bas-Canada en 1861, il

s'installe à Saint-Jean-de-Matha où il pratique sa profession jusqu'à son décès.

Le 4 octobre 1870, il épouse Marie-Louise Lévesque à Sainte-Elisabeth. Secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Jean-de-Matha de 1872 à 1879, Urbain Lippé occupe aussi les fonctions de greffier de la Cour des Commissaires et commissaire de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit de Joliette.

Le 5 mars 1891, il est élu député de Joliette sous la bannière conservatrice à la Chambre des Communes. Au terme de son mandat, son état de santé ne lui permet pas d'être de nouveau candidat et il quitte la politique active en 1896. Il décède le 19 décembre de la même année à Saint-Jean-de-Matha.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *Canadian Parliamentary Guide*, 1895, *Archives de la municipalité de Saint-Jean-de-Matha*, 1976).

LUSSIER, J.-R.-É. (HON.)

L'ASSOMPTION

1966-1970

QUÉ.

LUSSIER, J. Robert-Edouard naît à Richmond, le 31 décembre 1924, du mariage de Wilfrid Lussier et d'Albinie Fecteau. Il entreprend des études primaires à Victoriaville puis complète son cours classique au Collège Grasset et au Collège de Montréal de 1939 à 1945. Par la suite, il fréquente l'Université de Montréal où il obtient son B. ès Arts, en 1947. La même année, il s'inscrit à la Faculté de Médecine et il obtient son doctorat en juin 1953. Admis au Collège des Médecins le 3 juin 1953, Robert Lussier s'installe à Repentigny. De 1958 à 1959, il est président de la Chambre de Commerce de Repentigny.

Il épouse à Montréal le 28 décembre 1952 Ginette Bruneau. De leur union naîtront 6 enfants. Robert Lussier participe à la fondation de l'Hôpital Le Gardeur de Repentigny en 1960.

Depuis la fondation de cette institution, il est Gouverneur de l'hôpital et membre du conseil d'administration.

En 1960, il est élu maire de la ville de Repentigny. Son mandat comme premier magistrat se termine en 1968. Candidat de l'Union Nationale en 1966, Robert Lussier est élu député de L'Assomption, le 5 juin. Le 31 octobre 1967, le Premier Ministre, l'Honorable Daniel Johnson le désigne titulaire du ministère des Affaires municipales. Il dirige son ministère tout en conservant son titre de maire de Repentigny. A l'élection de 1970, il est défait par le candidat libéral Jean Perreault, ce qui met un terme à sa carrière politique. Le Docteur Robert Lussier pratique à la Clinique Médicale de Repentigny. Agé aujourd'hui de 53 ans, il est vice-président du Parti Québécois. Défait à la mairie de Repentigny le 6 novembre 1977.

(Bibliographie: *Biographies canadiennes-françaises*, 1969, *Le Collège des Médecins de la Province de Québec*, 1976, *Notes de l'Honorable Robert Lussier*, 1977).

MAJEAU, M.
JOLIETTE **1962-1966** **QUÉ.**

MAJEAU, Maurice naît à L'Epiphanie, le 31 août 1922, de l'union d'Edouard Majeau et d'Adrienne Bertrand. Il commence ses études à l'école Saint-Guillaume de L'Epiphanie puis fréquente le Séminaire de Joliette de 1934 à 1942. En 1943, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient une licence en 1946.

Admis au Barreau du Québec la même année, il s'installe à Joliette comme associé juridique de Me Maurice Tellier, député de Montcalm.

Le 30 août 1947, il épouse à L'Epiphanie Pierrette Chartrand, fille de Victor-S. Chartrand, député de L'Assomption de 1944 à 1960. De leur union naîtront 3 enfants.

Membre de plusieurs sociétés joliettaines et secrétaire du Barreau des Laurentides, Maurice Majeau se porte candidat unioniste au scrutin général de 1962. Elu député de Joliette le 14 novembre, il siège à l'Assemblée Législative pendant un mandat puis décide en 1966 de retourner à la pratique du droit.

Agé aujourd'hui de 54 ans, Me Majeau réside au 98 de la rue Beaudry à Joliette.

(Bibliographie: *Joliette 1864-1964*, *Bottin parlementaire*, 1962, *Répertoire des mariages du comté de Joliette*, 1969).

	MAGNAN, O.	
MONTCALM	1878-1881	QUÉ.
MONTCALM	1892-1897	QUÉ.

MAGNAN, Octave naît à Saint-Jacques-de-L'Achigan, le 23 avril 1836, du mariage de Gabriel Magnan et de Rosalie Brouillette. A l'exemple de son père, il devient très tôt cultivateur à Saint-Alexis, occupation qu'il conservera toute sa vie. Le 12 octobre 1858, il épouse Odile Duval, de Saint-Alexis.

Il est élu député conservateur du comté de Montcalm à la législature provinciale, le 1er mai 1878. En 1881, Octave Magnan ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. Il ne quitte pas pour autant la politique active car au scrutin fédéral du 20 juin 1882, il se porte candidat. Il est défait par une différence de 95 voix contre le candidat Firmin Dugas de Saint-Liguori.

En 1892, de nouveau candidat à l'élection québécoise, il est élu par acclamation député provincial de Montcalm. Il ne sera pas réélu en 1897.

Il décède dans sa paroisse natale le 7 mai 1921, à l'âge de 85 ans.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1896, *Registres paroissiaux de Saint-Alexis*, 1976, *Répertoires des mariages du comté de Montcalm*, 1964).

MARION, J.

L'ASSOMPTION	1880-1886	QUÉ.
L'ASSOMPTION	1890-1900	QUÉ.

MARION, Joseph naît à Saint-Paul l'Ermitte, le 3 décembre 1837, du mariage de Joseph Marion et de Marie-Louise Brousseau. Après ses études primaires à Saint-Paul l'Ermitte, il fréquente le Collège de L'Assomption de 1854 à 1860. Au terme de ses études, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université Laval où il obtient sa licence de notaire en 1863.

Admis à la Chambre des Notaires la même année, il pratique à Saint-Paul L'Ermitte où il épouse, le 1er août 1864, Luce Archambault, institutrice.

Maître de poste, secrétaire-trésorier, puis maire de Saint-Paul L'Ermitte, Joseph Marion est élu député conservateur du comté de L'Assomption à l'occasion de l'élection complémentaire du 4 juin 1880 nécessitée par le décès du député Onulphe Pelletier. Réélu par acclamation en 1881, il est défait par le docteur J.-L. Forest, en 1886. Joseph Marion conteste l'élection mais la validité de cette dernière est reconnue en décembre 1888. De nouveau candidat en 1890, il reprend son siège de L'Assomption puis est réélu successivement en 1892 et en 1897. Il quitte la politique active en 1900 pour retourner à la pratique du notariat.

Joseph Marion décède le 11 octobre 1916, à l'âge de 78 ans et 10 mois.

(Bibliographie: *La Législature du Québec*, 1897, *Archives de la Chambre des notaires du Québec*, 1976, *Répertoire des mariages du comté de L'Assomption*, 1962).

MONTCALM **MARTIN, G.** **QUÉ.**
1962-1966

MARTIN, Gérard naît dans la paroisse agricole de Saint-Esprit, le 1 mai 1922, du mariage de Roch Martin et de Blanche Lachapelle. Il fait ses études primaires à l'école Dominique Savio de Saint-Esprit. Par la suite, il étudie à Joliette.

Le 29 mai 1947, il épouse à Saint-Lin Annette Roch. De cette union naîtra une fille. Agriculteur à Saint-Esprit, il délaisse cette occupation pour s'orienter dans le domaine de l'assurance en 1961. Depuis cette date, il est courtier d'assurance.

A l'élection provinciale de 1960, il se présente comme candidat libéral. Il sera défait à ce scrutin par J.-Maurice Tellier. Au suffrage du 14 novembre 1962, il réussit à se faire élire député de Montcalm. En 1966, il est défait par un nouveau venu, le candidat unioniste Marcel Masse. En 1970, de nouveau sur les rangs, il est défait mais cette fois-ci par la faible marge de 138 voix.

Depuis 1973, Gérard Martin occupe la fonction de président d'élection de la circonscription électorale de Joliette-Montcalm. Il est aussi, depuis 1961, directeur de la Chambre de Commerce de Saint-Esprit et membre du club Richelieu. En 1955, il avait été directeur de l'Union Catholique des Cultivateurs (UCC). Il est aujourd'hui âgé de 55 ans (1977).

(Bibliographie: *Dossiers parlementaires*, Québec, 1976, *Répertoire des mariages du comté de Montcalm*, 1964, *Notes de M. Gérard Martin*, 1976).

MONTCALM **MARTIN, J.-A.** **QUÉ.**
1890-1892

MARTIN, Joseph-Alcide naît à Saint-Jacques-de-L'achigan, le 27 juin 1858, du mariage de Jean-Louis Martin, député de Montcalm en 1861, et de Félicité Prud'Homme. Il fait

ses études dans sa paroisse puis fréquente le Collège de L'Assomption de 1870 à 1874. La même année, il s'inscrit à l'Ecole Polytechnique de Montréal où il obtient son diplôme d'arpenteur-géomètre et d'ingénieur civil en 1879.

Au terme de ses études, il s'installe à Montréal où il épouse vers 1882 Marie-Anne Grignon. En 1890, il revient à Saint-Jacques et se porte candidat conservateur au scrutin de 1890. Elu député de Montcalm le 17 juin, il siège pendant un cours mandat de deux années à l'Assemblée Législative. En 1895, il est nommé agent des terres et réside à Joliette. En 1905, la ville de Joliette l'engage comme ingénieur. Il conserve ces deux fonctions jusqu'à son décès survenu à Joliette, le 27 septembre 1922.

Son frère Louis-Gustave avait été député de Montcalm à la législature provinciale de 1874 à 1878.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1892, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

MARTIN, J.-L.

MONTCALM

1861

CAN.-UNI

MARTIN, Jean-Louis naît dans la paroisse de Saint-Jacques-de-L'Achigan, le 13 juillet 1823, du mariage de Charles Martin et de Marguerite Mireault. En 1833, dès la fondation du Collège de L'Assomption, il entre à cette institution où il complète son cours classique en 1840. Par la suite, il s'oriente vers l'agriculture à Saint-Jacques.

Le 10 novembre 1845, il épouse dans sa paroisse natale Céline Dupuis, également de Saint-Jacques. Suite au décès de sa première épouse, il se remarie le 25 avril 1854 à Félicité Prud'Homme.

A Saint-Jacques, il est commissaire aux petites causes. A

l'élection du Parlement du Canada-Uni, le 15 juillet 1861, il est élu député de Montcalm. Jean-Louis-Martin n'eut toutefois point le temps de siéger puisqu'il décède à Saint-Jacques, le 16 décembre 1861. Il n'aura été député de Montcalm que pendant 5 mois et 1 jour, soit le plus court mandat de tous les députés de la région de Joliette.

(Bibliographie: *Hist. du Collège de L'Assomption*, 1933, *The Canada Directory*, 1858, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

MARTIN, L.-G.

MONTCALM **1874-1878** **QUÉ.**

MARTIN, Louis-Gustave naît à Saint-Jacques-de-L'Achigan, le 22 août 1847, du mariage de Jean-Louis Martin, ancien député de Montcalm, et de Céline Dupuis. Après ses études primaires, il fréquente le Collège de L'Assomption de 1859-1863 puis s'inscrit à l'Ecole Polytechnique de Montréal où il obtient son diplôme d'architecte.

Installé à Montréal, Louis-Gustave Martin est associé dans la firme Poitras et Martin dont les bureaux sont situés au 296 de la rue Sainte-Catherine.

Célibataire, Louis-Gustave Martin est élu député conservateur du comté de Montcalm à l'occasion de l'élection partielle du 13 mars 1874 nécessitée par la démission de Firmin Dugas. Réélu en 1875, il doit quitter la politique active en 1878 à cause de son état de santé chancelant.

Louis-Gustave Martin décède à Saint-Jacques-de-L'Achigan le 5 septembre 1879, âgé de à peine 32 ans.

Son frère Joseph-Alcide sera député de Montcalm de 1890 à 1892 à l'Assemblée Législative du Québec.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1878, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933).

MASSE, M. (HON.)

MONTCALM

1966-1973

QUÉ.

MASSE, Marcel, fils du docteur Rosaire Masse et d'Angélique Clermont, voit le jour à Saint-Jean-de-Matha, le 27 mai 1936. Quelques années après sa naissance, ses parents s'installent à Joliette où il fait ses études primaires et secondaires. De 1948 à 1951, il fréquente le Séminaire de Joliette. Après quoi, il fréquente l'École Normale Jacques-Cartier de Montréal. Après l'obtention de son brevet d'instituteur, Marcel Masse poursuit ses études dans plusieurs universités. A l'Université de Montréal, il étudie les sciences de l'histoire. Par la suite, toujours en histoire, il fréquente La Sorbonne à Paris. Puis ce sera l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université de Paris. Enfin, il complète ses études en sciences politiques au City of London College, d'Angleterre.

Le 30 août 1960, il épouse à Joliette Céline Martin, fille du libraire René Martin de cette ville. De cette union naissent un fils et une fille.

Marcel Masse débute dans l'enseignement à Joliette en 1962. Il poursuivra cette carrière jusqu'en 1966. Candidat à l'élection provinciale du 5 juin 1966, il est élu député de Montcalm à la Législature du Québec. Le 16 juin suivant, il entre au cabinet des ministres à titre de ministre d'Etat à l'éducation. En 1967, il se voit confier la responsabilité d'organiser la visite des chefs d'Etat étrangers lors de l'exposition universelle de Montréal.

En 1968, il passe à un nouveau ministère en voie de création à titre de ministre d'Etat délégué à la Fonction publique et aussi responsable de l'Office de planification et de développement du Québec. Le 23 juillet 1969, il devient titulaire du ministère des affaires intergouvernementales, fonction qu'il occupera jusqu'aux élections d'avril 1970.

Le 29 avril 1970, il est réélu député de Montcalm mais se retrouve dans l'Opposition, suite à la défaite de son parti. Au mois de juin 1971, il se porte candidat à la chefferie de l'Union Nationale. Il est défait par quelques voix seulement. Quelques mois plus tard à la suite du changement de nom de l'Union

Nationale, il décide de siéger comme indépendant. Sa décision résulte d'une assemblée de ses électeurs tenue à Saint-Jacques le 2 novembre 1971.

Il ne se représente pas aux élections provinciales de 1973. En 1974, Marcel Masse tente sa chance comme candidat conservateur à l'élection fédérale dans le comté de Labelle. Il ne réussit pas à se faire élire et décide de se retirer de la politique active.

En 1974, il accepte la direction d'une délégation en Afrique pour le compte des Nations-Unies. Il rentre de sa mission en septembre 1976. Depuis cette date il est vice-président pour la firme Econosult de Montréal. Il est aujourd'hui âgé de 41 ans, il réside à Montréal ainsi qu'à St-Donat de Montcalm.

(Bibliographie: *Dossiers parlementaires*, Québec, 1976, *Histoire de Saint-Jacques-de-L'Achigan*, 1972).

MATHIEU, É.

L'ASSOMPTION 1867-1871 QUÉ.

MATHIEU, Etienne naît à Lachenaie, le 21 novembre 1804, du mariage de Jean-Marie Mathieu et de Josephte Quenneville. Il fait ses études au collège Masson de Terrebonne puis prend en main les destinées de la ferme familiale. Sur cette ferme, il deviendra un agriculteur dynamique et prospère.

Le 27 septembre 1830, il épouse à Lachenaie Josephte Dupras, également de cette paroisse. De cette union naîtront plusieurs descendants.

Etienne Mathieu devient en peu de temps un personnage des plus influents de la région; il ne possède pas moins du tiers des terres de Lachenaie. Vers 1865, on le considère comme un propriétaire canadien-français des plus riches du Québec. Avec l'avènement de la Confédération, il est élu sous la bannière conservatrice député de L'Assomption, le 24 août 1867, et par ce

fait, le premier député de L'Assomption à siéger à la nouvelle Assemblée Législative du Québec. Son mandat se terminera en 1871.

Sur la scène locale, il est maire de Lachenaie en 1871, major de milice et commissaire d'école. A cause de son état de santé, il doit quitter la politique active en 1871. Il décède dans sa paroisse natale, le 16 janvier 1872.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1867, *Portraits et dossiers parlementaires du premier Parlement du Québec*, 1871, *Répertoire des mariages du comté de L'Assomption*, 1962, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

McBEATH, G.

LEINSTER

1793-1796

BAS-CAN.

McBEATH, George naît en Ecosse, en 1740. Il arrive au Canada en 1765 et s'établit à Montréal où il fonde la Cie "McBeath et Co." qui se spécialise dans le transport des marchandises entre Montréal et Détroit.

Résidant alternativement à Montréal et à Détroit, George McBeath participe à la fondation de la "Compagnie du Nord-Ouest" et du "Beaver Club" en 1788. A Montréal, il épouse vers 1780 Mlle Janes... décédée en 1787. En secondes noces, il épouse à la Pointe-aux-Trembles, le 9 septembre 1801, Eeve McCrae, fille de David McCrae de L'Assomption.

En 1791, George McBeath s'installe à L'Assomption et ouvre un commerce général. C'est avec son entreprise qu'il commercialise la ceinture fléchée. A la suite du décès du député François-Antoine Larocque en 1791, une élection complémentaire se tient et George McBeath est élu, en janvier 1793, député de Leinster. En 1796, il est défait par Joseph Viger et George McBeath retourne à son commerce. Le 8 mai, le Gouverneur le nomme juge de paix et, le 17 novembre, il devient percepteur des douanes à Saint-Jean. En 1805, il prend sa

McCONVILLE, J.-N.-A.

JOLIETTE

1885-1886

QUÉ.

McCONVILLE, Joseph-Norbert-Alfred naît à Berthier, le 1^{er} mars 1839, du mariage de John McConville, instituteur, et de Mary McKay. Après ses études à Berthier, il s'inscrit au Collège de L'Assomption en 1849. En 1853, il quitte ce collège pour poursuivre des études de droit à Drummondville. En 1862, il est secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de Grantham, fonction qu'il occupe jusqu'en 1866.

Admis au Barreau du Bas-Canada en février 1865, il rentre à Joliette en 1867, où il pratique le droit. Le 12 mai 1874, il épouse Anne Kittson de Berthier.

Très actif à Joliette, Alfred McConville est conseiller de la ville de Joliette de 1872 à 1876, agent de la Cie de téléphone de Joliette et directeur du Journal "L'Industrie" en 1873 et en 1878. Jouissant d'une solide réputation, Alfred McConville se présente candidat conservateur à l'élection complémentaire du 24 septembre 1885. Elu député de Joliette à l'Assemblée Législative, il est défait, l'année suivante, par le libéral Louis Bazinet.

A la suite de cet échec, il retourne à la pratique du Droit. De 1886 à 1889, il préside l'Institut Canadien de Joliette et en 1897, on le nomme protonotaire de la Cour Supérieure, fonction qu'il occupe jusqu'en 1910.

Alfred McConville décède à Joliette, le 17 janvier 1912. Son frère Arthur McConville avait été député fédéral de Joliette de 1880 à 1882.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *Notes du Dr C.-A. Roussin*, Joliette, 1976. *Encyclopedia of Canadian Biographies*, 1886).

Vermont où il fréquente l'Ecole de Médecine. Reçu médecin le 5 avril 1825, Jean-Baptiste Meilleur s'installe à L'Assomption en février 1826.

En 1832, il participe très activement à la fondation du Collège de L'Assomption. Maître de poste en 1834, il est candidat des "réformistes" à l'élection de 1834. Elu député de L'Assomption le 22 novembre, il siège à la Chambre d'Assemblée jusqu'à l'abolition de cette dernière en 1838.

En 1840, il quitte L'Assomption pour Montréal et, en 1842, il est nommé premier surintendant de l'éducation du Bas-Canada. Il conserve cette fonction jusqu'à sa démission en 1855. La même année, il est nommé directeur des postes à Montréal et, en 1861, inspecteur au même département.

Auteur de plusieurs manuels scolaires et d'un traité sur l'éducation qu'il publie en 1860, Jean-Baptiste Meilleur demeure une figure importante dans l'évolution de notre système scolaire. Parmi ses nombreuses occupations, Jean-Baptiste Meilleur fut commissaire du recensement du comté de L'Assomption en 1831, rédacteur du journal "l'Echo", en 1834, et président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal en 1857.

Jean-Baptiste Meilleur avait épousé à Repentigny, le 26 juin 1827, Josephite Eno dit Deschamps, fille d'Amable Eno, député de L'Assomption de 1830 à 1834. De leur union sont nés 11 enfants. Il décède à Montréal le 6 décembre 1878.

(Bibliographie: *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*, 1976, *Figures canadiennes*, 1933, *Dictionnaire Lejeune*, 1931).

au Collège de Montréal de 1831 à 1839, il s'exile aux États-Unis où il poursuit ses études en Médecine. Diplômé de l'Université de Pennsylvanie, Louis-Joseph Moll rentre au pays en 1845. Cette année-là il refuse le poste de professeur à l'Université McGill et préfère s'établir à Berthier.

Vers 1850, il épouse à l'église protestante Mrs. Bondy, probablement la fille de Joseph Douaire de Bondy, ancien député de Warwick de 1816 à 1820.

Candidat conservateur au premier scrutin provincial, Louis-Joseph Moll défait, le 10 septembre 1867, son adversaire libéral J.-Octavien Cuthbert par 23 voix de majorité. Il représente le comté de Berthier à la législature du Québec jusqu'en juillet 1871 où il est défait par le libéral Louis Sylvestre.

Louis-Joseph Moll décède à Berthier, le 5 juillet 1872.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *Portraits et dossiers parlementaires du premier Parlement du Québec*, 1871, *Canadian Parliamentary Guide*, 1869).

MOUSSEAU, A.

WARWICK	1820-1824	BAS-CAN.
WARWICK	1827-1830	BAS-CAN.
BERTHIER	1830-1838	BAS-CAN.

MOUSSEAU, Alexis, fils de Jean-Baptiste Mousseau et de Catherine Auray-Lafrenière, naît à Berthier, le 5 décembre 1767. Cultivateur comme son père, Alexis Mousseau épouse à Berthier Marie-Anne Piette, le 29 juillet 1793.

Alexis Mousseau est élu député de Warwick le 11 avril 1820 et s'identifie au "Parti Canadien". Défait en 1824, par Louis-Raphael Barbier, il est réélu sur ce même adversaire en 1827. En 1830, à la suite de la modification des circonscriptions électorales, Alexis Mousseau est réélu le 26 octobre, député de

Berthier. Depuis cette date, il siège sans interruption à la Chambre d'Assemblée jusqu'à l'abolition de cette dernière en 1838. Depuis 1830, il est membre du "Parti Reformiste".

Marquillier à Berthier en 1811, le Gouverneur le nomme le 17 avril 1823 capitaine de milice du premier bataillon de Warwick. Il décède à Berthier, le 28 janvier 1848.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *La Milice du Bas-Canada*, 1828-1829, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

JOLIETTE **NEVEU, H.** **CAN.**
1889-1891

NEVEU, Hilaire naît à Saint-Ambroise de Kildare, le 30 août 1839, du mariage de Gonzague Neveu et d'Henriette Farley. Il fait ses études à l'école paroissiale puis s'oriente vers l'agriculture comme son père.

Le 25 juin 1867 il épouse dans sa paroisse natale Herméline Charron-Ducharme.

Commissaire d'école et maire de la municipalité de Saint-Ambroise de 1873 à 1893, il agit aussi à titre de préfet du comté de Joliette de 1878 à 1890.

Candidat "National" en 1887, il est défait par Edouard Guilbault de Joliette. De nouveau sur les rangs en 1889, il est élu à l'occasion de l'élection complémentaire du 16 janvier 1889. Il siège à la Chambre des Communes jusqu'en 1891, année où il subit la défaite qui met fin à sa carrière politique.

Hilaire Neveu décède à Saint-Ambroise de Kildare, le 10 juillet 1913.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Canadian Parliamentary Guide*, 1890).

	OLIVIER, L.	
WARWICK	1792-1796	BAS-CAN.
WARWICK	1810-1814	BAS-CAN.

OLIVIER, Louis naît à Berthier, le 12 septembre 1758, du mariage de Louis Olivier, soldat de la Compagnie de Lavaltrie originaire de France, et de Marie-Madeleine Hénault (Eno).

Maître de poste et marchand à Berthier et à Saint-Cuthbert, Louis Olivier épouse à l'Île Dupas, le 13 septembre 1778, Charlotte Fafard-Joinville. Leur union engendrera 13 enfants.

Capitaine de milice depuis le 14 janvier 1779, Louis Olivier est élu député de Warwick au premier Parlement du Bas-Canada le 10 juillet 1792. En 1796, il est défait et retourne à son commerce. En 1810, il réussit un retour en remportant le siège de Warwick à la Chambre d'Assemblée. Il représente ses électeurs pendant un mandat, soit jusqu'en 1814.

En avril 1800, il avait été nommé juge de paix pour le district des Trois-Rivières et sa commission fut renouvelée le 4 juin 1808.

Louis Olivier décède à Sainte-Elisabeth le 4 février 1816.

(Bibliographie: *Boréal Express*, vol. 2, *Généalogie de la famille Olivier*, 1917, *Le Canadien*, 1808, *La Presse* du 3 septembre 1927, *Archives Publiques du Canada, Fonds F.-J. Audet*, 1977).

	PANET, B.	
LEINSTER	1792-1800	BAS-CAN.
LEINSTER	1809-1810	BAS-CAN.

PANET, Bonaventure naît à Montréal, le 27 juillet 1765, du mariage du juge Pierre Panet et de Marie Trefflé-Rottot. Il fait ses études à Montréal puis quitte cette ville pour Québec. Il

épouse le 8 novembre 1786 Marguerite Dunière devant un pasteur anglican. Le 6 avril 1787, il fait valider son union à l'église Notre-Dame de Québec. De leur union naîtront quatre enfants.

En 1788, il revient à Montréal et y réside jusqu'en 1792 année où il s'installe à L'Assomption et tient commerce. Le 10 juillet 1792, il est élu député de Leinster au premier Parlement du Bas-Canada. Réélu en 1796, il est défait en 1800.

En 1806, il quitte L'Assomption pour Lachenaie. Au scrutin de 1809, il est de nouveau candidat pour le "Bloc Canadien". Elu le 23 novembre 1809, il siège à peine six mois, soit jusqu'à la prorogation de la Chambre, au printemps de 1810.

Officier-rapporteur aux scrutins de 1808, 1810, 1814, 1816 et 1820, Bonaventure Panet est aussi un militaire. Pendant la guerre de l'invasion américaine de 1812, il est capitaine de milice du 3ème bataillon de Blainville. Le 1er février 1818, il prend le grade de major. Entretemps, le 1er juillet 1815, le Gouverneur du Bas-Canada le nomme juge de paix pour le district de Montréal.

Enfin, en 1834, il retourne à L'Assomption où il décédera le 12 mars 1846. Il était le frère de Pierre-Louis Panet, député de Montréal au premier Parlement.

(Bibliographie: *Boréal Express*, vol. 2, *Dictionnaire Lejeune*, 1931, *La Presse* du 17 septembre 1927, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Généalogie de la famille Panet*, *Archives publiques du Canada, Fonds Francis-J. Audet*, Ottawa, 1977).

L'ASSOMPTION **PAPIN, J.** **CAN.-UNI**
1854-1857

PAPIN, Joseph naît à L'Assomption, le 14 décembre 1825, du mariage de Basile Papin et de Marie Pelletier. Il fait ses

études au Collège de L'Assomption de 1835 à 1842. Par la suite il poursuit ses études en Droit.

Admis au Barreau du Bas-Canada en 1849, Joseph Papin s'installe à Montréal où en plus de pratiquer le Droit, il fait carrière dans le journalisme. En 1852, il collabore au journal "L'Avenir" puis fonde le journal "Le Pays" en 1852. Membre de l'Institut canadien de Montréal, il est aussi procureur de la Corporation de Montréal. Vers 1855, il épouse à Montréal Sophie Homier. De cette union naîtra une fille, Marie-Louise.

Candidat du "parti Rouge", Joseph Papin est élu député de L'Assomption le 31 juillet 1854. Pendant son mandat, il devient un membre important dans le parti de Louis-Joseph Papineau. Il siège au Parlement du Canada-Uni jusqu'en 1857 alors qu'il est défait par le conservateur Louis Archambault.

Il décède à L'Assomption le 23 février 1862, âgé à peine de 37 ans, mettant ainsi fin à une brillante carrière politique. Son beau-frère, Alexandre Archambault, sera député de L'Assomption de 1861 à 1863.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933, *Histoire intime du Collège de L'Assomption*, 1976, *Political appointment of the province of Canada*, 1866).

PAQUET, A.-H.

BERTHIER

1863-1867

CAN.-UNI

BERTHIER

1867-1875

CAN.-UNI

PAQUET, Anselme-Homère naît à Saint-Cuthbert, le 27 septembre 1830, du mariage de Timothé Paquet et de Marie-F. Robillard. Il fait ses études au Collège de L'Assomption de 1842 à 1849. Au terme de son cours collégial, il entre à l'Ecole de Médecine de Montréal où il obtient son diplôme.

Admis au Collège des médecins du Bas-Canada le 12 mai

1853, Anselme-Homère Paquet pratique à Saint-Cuthbert. Le 25 septembre 1854, il épouse dans sa paroisse Marie-Alphonsine-Henrietta Gariépy, de L'Assomption.

Candidat au siège de conseiller législatif en 1863, il est défait par Louis-Auguste Olivier. De nouveau candidat à l'élection générale de 1863, Anselme-Homère Paquet est élu, le 23 juin, député de Berthier au Parlement du Canada-Uni. Il siège à la Chambre comme indépendant jusqu'à la Confédération. Opposé à l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, il est réélu député fédéral de Berthier à l'élection du 10 septembre 1867. Réélu en 1872 et par acclamation en 1874, il démissionne en 1875 pour accéder au Sénat, le 9 février, comme représentant de la division de Lavallière.

Anselme-Homère Paquet décède à Saint-Cuthbert le 22 décembre 1891. A son décès, il occupait toujours le siège de sénateur.

(Bibliographie: *Histoire du Collège de L'Assomption*, 1933, *Le Courrier de Berthier*, du 21 mars 1968, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Canadian Parliamentary Guide*, 1870).

PARIZEAU, J. (HON.)

L'ASSOMPTION

1976-

QUÉ.

PARIZEAU, Jacques naît à Montréal, le 9 août 1930, de l'union de Gérard Parizeau et de Germaine Biron. Après ses études primaires à Montréal et classiques au Collège Stanislas de Montréal, il s'inscrit aux Hautes Etudes Commerciales où il obtient son diplôme en 1950. Il continue à l'Institut des Etudes Politiques de Paris et cela jusqu'en 1952. En 1955, il décroche un doctorat en sciences économiques au London School of Economics.

De retour au pays, il enseigne aux Hautes Etudes Commerciales à Montréal jusqu'en 1976. Le 2 avril 1956, il épouse

dans la paroisse Saint-Raphaël, de Montréal, Alice Pozanski. De cette union naîtront deux enfants.

Conseiller financier du Conseil des Ministres du Québec de 1961 à 1967, il devient conseiller économique du bureau du Premier Ministre jusqu'à son adhésion au Parti Québécois en 1969. Candidat défait dans une circonscription montréalaise en 1973, Jacques Parizeau est élu député de L'Assomption le 15 novembre 1976. Le 26 novembre, il est assermenté ministre des Finances dans le cabinet Lévesque.

Agé aujourd'hui de 47 ans, Jacques Parizeau réside à Outremont. Il maintient un bureau dans sa circonscription à Saint-Paul l'Ermitte depuis son élection.

(Bibliographie: *Les députés du Parti Québécois, 1976, Notes de M. Jacques Parizeau, Québec, 1977*).

PAUL, R.-R.

BERT-MASK.-DE LAN. 1958-1965

CAN.

PAUL, Rémi-René, fils d'Edmond Paul et de Maria Deschenaux, est natif de Louiseville, le 10 juin 1921. Il étudie de 1930 à 1937 à l'Ecole Saint-Louis de Gonzague de Louiseville, puis fréquente le Séminaire des Trois-Rivières de 1937 à 1944 et la Faculté de Droit de l'Université Laval en 1944.

Admis au Barreau du Québec en 1948, il pratique à Louiseville et, de 1949 à 1960, il y occupe la fonction de greffier de la ville de Louiseville. Le 27 septembre 1948, il épouse à Québec Rita Lacroix. De leur union naîtront trois enfants.

Rémi Paul est élu député de la circonscription fédérale de Berthier-Maskinongé-De Lanaudière sous la bannière conservatrice, le 31 mars 1958. Réélu en 1962 et en 1963, il quitte la scène fédérale en 1965, pour oeuvrer en politique provinciale. Candidat de l'Union Nationale, il est élu le 5 juin 1966 député

de Maskinongé. Le 1er décembre suivant, il devient président de la Chambre. Le 10 octobre 1968, il est assermenté comme Secrétaire de la Province dans le cabinet de Daniel Johnson puis, le 23 juillet 1969, il est nommé titulaire du ministère de la Justice, fonction qu'il conserve jusqu'à sa défaite en 1970.

Nommé juge en 1974, Rémi Paul réside à Louiseville.

(Bibliographie: *Notes de M. Rémi Paul*, Louiseville, 1976, *Canadian Parliamentary Guide*, 1968, *Canadian Parliamentary of Parliament*, 1968).

PELLETIER, O.

L'ASSOMPTION 1871-1880 QUÉ.

PELLETIER (PELTIER), Onulphe naît à L'Assomption, le 13 novembre 1821, du mariage de Jean-Baptiste Peltier et de Charlotte Cadotte. Il fait ses études à L'Assomption puis s'oriente vers le commerce.

Entrepreneur général à L'Epiphanie, Onulphe Pelletier épouse à L'Assomption, le 18 octobre 1842, Marie-André Magnan.

Maire de L'Epiphanie de 1863 à 1869, Onulphe Pelletier est élu par acclamation le 12 juin 1871 député conservateur de L'Assomption. Réélu en 1875 et en 1878, il siège à l'Assemblée Législative jusqu'en 1880. C'est grâce à lui que le chemin de fer du Pacifique Canadien passe à L'Epiphanie.

Il décède à L'Epiphanie au cours de son mandat le 10 mai 1880.

(Bibliographie: *Centenaire de L'Epiphanie*, 1954, *Dossiers parlementaires*, Québec, 1976, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

PERREAULT, J.
L'ASSOMPTION 1970-1976

QUÉ.

PERREAULT, Jean naît à Saint-Esprit, le 20 septembre 1923, du mariage de Noël Perreault et de Jeanne Beaudry, de Sainte-Julienne. Très jeune, ses parents quittent Saint-Esprit pour s'installer à Montréal où il étudie à l'Ecole Louis-Hyppolyte Lafontaine. En 1937, il fréquente le Collège Le Plateau et, en 1944, il s'inscrit à l'Ecole Polytechnique de Montréal.

Diplômé de cette institution en 1949, il s'engage comme ingénieur à l'Hydro-Québec. Jean Perreault épouse à Montréal, le 28 novembre 1954, Raymonde Morin. De leur union naîtront quatre enfants.

Installé à L'Assomption, il est maire de cette ville de 1960 à

De plus, il préside l'Association des Commissaires industriels du Québec en 1966 et 1967. En 1969 et 1970, il est vice-président de l'Union des municipalités du Québec. Pendant quelque temps, il préside la Chambre de Commerce locale.

Candidat libéral aux élections de 1970, il est élu le 29 avril député de L'Assomption à l'Assemblée Nationale. Le 13 novembre 1973, le Premier Ministre Robert Bourassa le nomme adjoint parlementaire au ministre des Richesses naturelles suite à sa réélection.

Il démissionne de son siège de L'Assomption à l'automne 1976 pour accéder, le 15 octobre, au poste de directeur général du développement et de l'exploitation à l'Hydro-Québec.

Agé aujourd'hui de 54 ans, Jean Perreault réside au 5 boul. l'Ange Gardien à L'Assomption.

(Bibliographie: *Dossiers parlementaires*, Québec, 1976, *Notes de Mme Jean Perreault*, L'Assomption, 1977).

PERRON, J.-L. (HON.)
MONTCALM 1929-1931

QUÉ.

PERRON, Joseph-Léonide naît à Saint-Marc-sur-Richelieu, le 24 septembre 1872, du mariage de Léon Perron et d'Anna Ducharme. Après ses études primaires à Saint-Marc, il fréquente de 1885 à 1892 le collège Sainte-Marie de Montnoir à Marieville, où il complète son cours classique. Par la suite, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université Laval de Montréal en 1892, où il obtient une licence de droit en 1895. Il est reçu avocat en juillet de la même année et pratique sa profession à Montréal.

Le 6 juin 1898, il épouse à Montréal Berthe Brunet. De cette union naîtront deux enfants. En 1902, il est membre du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec et, en 1903, il est fait CR.

Elu député de Gaspé en 1910, puis de Verchères en 1912, il accède au Conseil Législatif le 13 avril 1916. Dans le cabinet Taschereau, il occupe la fonction de ministre d'Etat du 9 juillet 1920 à 1921. Le 22 septembre 1921, il devient titulaire du ministère de la Voirie, poste qu'il maintiendra jusqu'en 1929. Le 24 avril 1929, il passe au ministère de l'Agriculture. Il démissionne de son poste de Conseiller Législatif pour se porter candidat libéral à l'élection partielle du 16 novembre 1929 et il est élu député de Montcalm.

L'Honorable Joseph-Léonide Perron décède à Montréal le 20 novembre 1930 alors qu'il était en fonction. Il n'a jamais résidé dans la circonscription électorale de Montcalm au cours de son mandat. La route circulaire de la Gaspésie - le boulevard Perron - rappelle sa mémoire.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1928, *Le barreau du Québec*, 1976, *Biographies canadiennes-françaises*, 1930, *Journal le Devoir*, du 20 novembre 1930).

PICHÉ, E.-U.

BERTHIER **1858-1861** **CAN.-UNI**

PICHÉ (PICHET), Eugène-Urgel naît à Saint-Sulpice, le 13 juillet 1824, du mariage de Bonaventure Piché, marchand et d'Emilie Lefebvre. Après ses études primaires à Berthier, il entre au Collège de L'Assomption, en 1836, et complète le cours classique, en 1843. Ensuite, il poursuit ses études en Droit sous la direction d'autres avocats. Il est admis au Barreau du Bas-Canada, le 13 mars 1846.

Le 18 octobre 1846, il épouse à Lanoraie Céline Marion et s'installe à Berthier. En 1855, il est maire de Berthier et préfet du même comté.

Candidat du "Parti Rouge" au scrutin de 1858, il est élu député de Berthier à la Chambre d'Assemblée du Canada-Uni, le 2 janvier. Il siège pendant un mandat puisqu'il est défait en 1861. En 1864, il est nommé procureur de la Couronne à la Cour du banc du Roi. Il occupe cette fonction jusqu'en 1871. En 1873, il est nommé secrétaire à la Chambre des Communes à Ottawa. Eugène-Urgel Piché conserve ce poste jusqu'à sa retraite en 1886.

De retour d'Ottawa, il s'installe à Montréal et se présente comme candidat indépendant à l'élection fédérale de 1886. Défait, il demeure à Montréal où il décède en 1890.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *The Canada Directory*, 1851, *Notes de M. Jacques Ruinville*, Berthier, 1976, *Archives Publiques du Canada, Fonds Francis-J. Audet*, 1977).

PIGEON, L.-J.

JOL.-L'ASS.-MONT. **1958-1965** **CAN.**

PIGEON, Louis-Joseph naît à la Pointe-Aux-Trembles, le 7 juillet 1922, du mariage de Jean-Baptiste Pigeon et de Germaine

en 1802, Maître-marinier, il habite la Grand-Ligne (Saint-Alexis). Julien Poirier épouse le 11 janvier 1808 Isabelle Thibodeau, à Saint-Jacques.

Le 6 janvier 1827, le Gouverneur du Bas-Canada le nomme capitaine de milice dans le bataillon de Leinster. Elu le 25 août 1827 comme représentant du parti "Patriote", il défait Charles Courteau de Saint-Roch de L'Achigan, par seulement 7 voix de majorité.

De nouveau candidat dans Leinster en 1830, il est défait et retourne à son métier. En 1851 et en 1854, il se présente de nouveau mais subit la défaite à ces deux scrutins.

Julien Poirier décède à Saint-Jacques, le 10 février 1860, à l'âge de 78 ans. C'est lui qui, en 1809, se bâtit l'admirable maison de pierre au 341, Grand-Ligne à Saint-Alexis.

(Bibliographie: *Annales religieuses de St-Jacques*, 1872, *Histoire de Saint-Jacques*, 1973. *La milice du Bas-Canada*, 1828, 1829, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1977).

PRÉVOST, M.

LEINSTER	1815-1816	BAS-CAN.
LEINSTER	1820-1824	BAS-CAN.

PRÉVOST, Michel naît à Montréal, le 30 septembre 1753, du mariage d'Eustache Prévost et de Jeanne Valade. Le 2 février 1789, il épouse à l'église Notre-Dame de Montréal Félicité Bourdon. De leur union naîtront 11 enfants.

Il quitte Montréal vers 1789, pour s'établir au Ruisseau Vacher de Saint-Jacques-de-L'Achigan où il est meunier et négociant. Michel Prévost est élu député de Leinster à l'occasion du scrutin complémentaire du 10 juin 1815 rendu nécessaire par la démission de Jacques Lacombe. Elu représentant du parti "Canadien", son élection est contestée

mais elle n'est point annulée. Défait en 1816, il est de nouveau réélu, en 1820, et siège à la Chambre d'Assemblée pendant quatre ans. En 1824, il quitte la vie politique pour retourner à son entreprise.

En 1826, il est capitaine de la milice à Saint-Jacques et, le 15 avril 1830, il est nommé major dans le bataillon de Leinster. Michel Prévost décède à Montréal vers 1834.

(Bibliographie: *Histoire de Saint-Jacques*, 1973, *Archives publiques du Canada, Fonds Francis-J. Audet*, Ottawa, 1977, *Registres de l'état civil*, Montréal, 1976).

QUENNEVILLE R. (HON.)

JOLIETTE	1970-1973	QUÉ.
JOLIETTE-MONT.	1973-1976	QUÉ.

QUENNEVILLE, Robert naît à Kénogami, dans le comté de Chicoutimi, le 2 avril 1921, du mariage d'Ulric Quenneville et de Noella Robert. En 1926, son père, gérant de banque, est muté à Joliette. Robert Quenneville débute des études primaires en 1926 à l'École St-Pierre de Joliette. En 1934, il fréquente le Séminaire de Joliette jusqu'en 1941. Au terme de son cours classique, il s'inscrit à la Faculté de Médecine de l'Université de Montréal où il obtient une licence, en 1947.

Il épouse à Montréal, le 8 mai 1948, Claire Mayer. De leur union naîtront 5 garçons.

En 1949, après avoir exercé sa profession à Saint-Donat, le Docteur Quenneville revient à Joliette. De 1952 à 1970, il est chef du département d'obstétrique de l'Hôpital Saint-Eusèbe de Joliette. Sur le plan social, le docteur Quenneville participe activement à la vie joliettaine. Il est membre de la Commission sportive de Joliette de 1958 à 1968; en 1966 et 1967, il est Président du Centre civique de Joliette. Il préside, en 1951, le Club Richelieu et, en 1967 et 1968, Robert Quenneville est directeur du Club de Golf de Joliette. Dans le domaine des affaires, il

Major et commandant à Châteauguay lors de la guerre de l'invasion américaine de 1812, Jean-Moïse Raymond se fait élire député de Huntington-Laprairie en 1824. En 1830, il est réélu dans la nouvelle circonscription de Laprairie jusqu'à l'abolition de la Chambre en 1838. A Laprairie, Jean-Moïse Raymond tient un commerce général.

Vers 1839, il s'installe à L'Assomption où il est marchand et propriétaire d'une distillerie. En 1841, à la suite des pressions des habitants du comté de Leinster, il se porte candidat du parti "Rouge" et est élu, le 8 avril, premier représentant du comté de Leinster à la Chambre d'Assemblée du Canada-Uni.

Le 1er janvier 1842, il démissionne de son siège pour accepter le poste de régistrateur du comté de Leinster à Saint-Jacques-de-L'Achigan. Jean-Moïse Raymond décède à Saint-Jacques à son poste de régistrateur, le 12 février 1843. Il est inhumé à L'Assomption.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Les Légendes du Portage*, 1975, *Joseph Masson, dernier seigneur de Terrebonne*, 1973, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

RAYNAUD, A.

L'ASSOMPTION

1936-1939

QUÉ.

RAYNAULT, Adhémar, naît à Saint-Gérard Magella (L'Assomption) le 12 juillet 1891, du mariage de Siffroy Raynaud et de Mathilde Lemire-Marsolet. Il fréquente l'Ecole des Frères de Saint-Gabriel à L'Assomption puis poursuit ses études par des cours du soir, à Montréal où ses parents s'installent en 1901.

Adhémar Raynault épouse à Montréal Thérèse Parizeau, le 17 juin 1925. De leur union naîtront 4 enfants. A Montréal, il est courtier d'assurances.

Candidat de l'Union Nationale à l'élection de 1936, Adhémar Raynault est élu député du comté de L'Assomption le 17 août. Il siège à l'Assemblée Législative pendant un mandat, soit jusqu'à la défaite de l'Union Nationale en 1939. Parallèlement, il est élu maire de Montréal la même année et dirige le conseil de ville jusqu'en 1938. Défait cette année-là, il est réélu en 1940 et termine son mandat en 1944, année où il décide d'abandonner la vie politique.

Agé aujourd'hui de 87 ans, Adhémar Raynault réside à Montréal. Il n'a pas résidé dans son comté alors qu'il représentait ce dernier à l'Assemblée Législative du Québec.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1936, *Biographies canadiennes-françaises*, 1937, *Notes de M. Adhémar Raynault* Montréal, 1976).

REED, W.

L'ASSOMPTION **1908-1935** **QUÉ.**

REED, Walter naît à Beauharnois, le 20 février 1868, du mariage de William Reed et de Vitaline Langevin. Il fait ses études à l'école de Beauharnois. A la fin de ses études, il s'installe à Montréal où il est entrepreneur général.

Le 25 août 1890, il épouse dans la paroisse du St-Nom-de-Jésus de Maisonneuve (Montréal) Léa Champagne. De leur union naîtront 5 enfants. Echevin de la cité de Maisonneuve depuis 1900, il est élu maire de cette ville, en 1904, et occupe cette fonction jusqu'en 1907.

Il quitte Montréal pour L'Assomption, en 1910, après avoir été élu député libéral indépendant de L'Assomption le 8 juin 1908. Réélu successivement en 1912, 1916 par acclamation, 1919, 1923, 1927 et 1931, il conserve le record du plus long mandat dans la région De Lanaudière, soit 27 ans.

Défait en 1935, il quitte L'Assomption pour retourner à Montréal où il décède le 16 janvier 1945. Son inhumation a toutefois eu lieu à L'Assomption.

(Bibliographie: *Mascouche en 1910, Biographies canadiennes-françaises*, 1922, *Notes de M. Ernest Archambault*, L'Assomption, 1976).

RICHARD, J.-B.-T.

MONTCALM **1881-1886** **QUÉ.**

RICHARD, Jean-Baptiste-Trefflé naît à Saint-Liguori, le 23 novembre 1856, du mariage de Simon Richard et d'Eléonore Forest. Il fait ses études au Collège de L'Assomption de 1868 à 1876. Après quoi, il est agriculteur à Saint-Liguori. Parallèlement, il poursuit des études de notariat et obtient une licence en 1898. Le 14 août 1891, il épouse à L'Epiphanie, Mme Vve Napoléon Archambault.

Candidat conservateur au scrutin provincial de 1881, il est élu député de Montcalm, le 2 décembre de la même année. Réélu en 1886, il démissionne, le 11 décembre, pour laisser son siège à son chef, Louis-Olivier Taillon, qui subit la défaite à Montréal.

En décembre, il est nommé agent des terres de la Couronne à L'Assomption et, le 21 janvier 1887, il devient greffier du Conseil exécutif, fonction qu'il occupera jusqu'en juillet. Il démissionne pour retourner à la pratique du notariat à Saint-Liguori. En 1900, il s'installe à L'Epiphanie où, en 1903, il est nommé secrétaire-trésorier de la municipalité jusqu'en 1913. De 1920 à 1921, il remplira les mêmes fonctions.

Jean-Baptiste-Trefflé Richard décède à L'Epiphanie, le 29 mars 1927, et son inhumation a lieu à Saint-Liguori.

(Bibliographie: *Album centenaire de Saint-Liguori*, 1953, *Archives de la Chambre des notaires du Québec*, Montréal, 1977, *Album 150ème anniversaire de St-Liguori*, 1977).

Réélu en 1824, comme représentant du "Parti Patriote", il l'est de nouveau en 1830, dans la nouvelle circonscription de Lachenaie créée en 1829. Réélu en 1834 comme "Réformiste", il décède à Lachenaie le 13 février 1837.

(Bibliographie: *Les Légendes du Portage*, 1975, *Recensement de 1825, Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Dictionnaire Tanguay*, 1891).

RODIER, É.-É.

L'ASSOMPTION 1832-1838 BAS-CAN.

RODIER, Edouard-Etienne naît à Montréal, le 26 décembre 1804, de l'union de Barthélemy Rodier, marchand de Montréal, et de Marie-Louise Giroux. Il fait ses études à Montréal où il est admis au Barreau du Bas-Canada, le 6 août 1827.

Avocat réputé de Montréal, Edouard-Etienne Rodier épouse à l'église Notre-Dame Julie-Victoire Dumont, le 7 janvier 1826. Cette union sera de courte durée puisque son épouse décède en 1829. Le 6 juin 1831, il épouse en secondes noces à L'Assomption Elisabeth Beaupré, fille de Benjamin, ancien député de Leinster de 1816 à 1820.

Suite à cette union, Edouard-Etienne Rodier s'installe à L'Assomption où il pratique sa profession. En 1832, Barthélemy Joliette quitte son poste de député de L'Assomption pour siéger au Conseil Législatif, laissant ainsi le comté ouvert à un scrutin partiel. C'est alors qu'Edouard-Etienne Rodier se porte candidat "Réformiste" aux élections complémentaires du 30 juillet 1832. Élu, il le sera aussi en 1834. Vers la même année il devient l'un des "Chefs de la Liberté", groupe politique défendant les intérêts des Canadiens.

Au déclenchement des "Troubles de 1837," il doit s'exiler à Swanton et à Burlington pour éviter l'arrestation. De retour en 1839, il revient à L'Assomption puis à Montréal où il décède le 5

SEGUIN, P.-A.

L'ASSOMPTION	1908-1917	CAN.
L'ASS -MONT	1917-1935	CAN.

SEGUIN, Paul-Arthur naît à Charlemagne, le 2 octobre 1875, du mariage de Philippe Séguin et de Vitaline Noiseux. Après ses études primaires, il entre au Collège de L'Assomption, en 1887, puis fait sa philosophie au Séminaire de Montréal de 1893 à 1895. Cette même année, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université Laval de Montréal où il obtient une licence de notaire en 1898.

Il s'installe à Terrebonne où il épouse le 30 octobre 1899 Anna Rivest, de Joliette. De leur union naîtront 6 enfants.

Secrétaire de la Cour de Magistrat à Terrebonne de 1899 à 1907, il y remplit aussi les fonctions de secrétaire-trésorier de la ville au cours des mêmes années.

En 1907, Paul-Arthur Séguin quitte Terrebonne pour L'Assomption puis remporte l'investiture libérale dans ce comté en vue des élections de 1908. Le 26 octobre 1908, il est élu député de L'Assomption à la Chambre des Communes. Paul-Arthur Séguin est réélu à 6 autres reprises et termine son dernier mandat en 1935.

En plus de son rôle de député fédéral, Paul-Arthur Séguin assume aussi les fonctions de secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Paul-L'Ermite de 1907 à 1919, puis maire de la ville de L'Assomption de 1919 à 1924, et enfin secrétaire de la même localité de 1924 à 1944.

Paul-Arthur Séguin décède à Montréal le 24 novembre 1946, âgé de 71 ans. Il aura été l'un de nos représentants politiques à remplir l'un des plus longs mandats à la Chambre des Communes, soit 27 ans.

(Bibliographie: *Mascouche en 1910, Biographies canadiennes-françaises*, 1948).

SYLVESTRE, A.
BERTHIER **1925-1927** **QUÉ.**

SYLVESTRE, Amédée, fils de Georges Sylvestre et d'Herméline Deshaies, naît à Saint-Damien de Brandon, le 17 août 1881. Après ses études à l'école locale, il fréquente l'Ecole Normale Jacques-Cartier à Montréal. De retour à Saint-Damien, il tient un commerce général.

Le 20 juillet 1903, il épouse à Saint-Gabriel Elisa Granger. En 1933, il épouse en secondes noces Marie-Ange Tourigny. De ces deux mariages naîtront 12 enfants.

Maire de Saint-Charles de Mandeville de 1911 à 1920, il est aussi président de la Commission scolaire de Saint-Damien. En 1920, il s'installe à Saint-Gabriel où il est élu maire en 1922. Amédée Sylvestre est aussi propriétaire du moulin à scie Océan Limitée à Montréal.

Candidat libéral dans Berthier au scrutin de 1925, Amédée Sylvestre est élu député de cette circonscription à la Législature provinciale, le 30 novembre 1925, à l'occasion d'une élection complémentaire nécessitée par la démission de Siméon Lafrenière. Il complète ce mandat, en 1927, puis se retire de la vie politique.

Amédée Sylvestre décède à Montréal le 4 février 1971, âgé de près de 90 ans. Son inhumation a lieu au cimetière de Saint-Gabriel de Brandon.

(Bibliographie: *Histoire de St-Gabriel*, 1975, *Album centenaire de Saint-Damien*, 1967, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

SYLVESTRE, A.

BERTHIER

1944-1948

QUÉ.

SYLVESTRE, Armand naît à Saint-Cuthbert, le 16 octobre 1910, de l'union de Camille Sylvestre et de Marie-Louise Paquette. Il commence ses études à Saint-Cuthbert puis fréquente le Collège de Berthier de 1927 à 1930. Par la suite, il complète ses études classiques au Séminaire de Joliette de 1930 à 1934. La même année, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient une licence en Droit en 1937.

Admis au Barreau en juillet 1937, il pratique à Berthier où il épouse, le 28 juillet 1941, Mariette Daviault. De cette union naîtront 3 enfants.

Avocat de la "Commission des Liqueurs" pour le district de Joliette de 1939 à 1944, il quitte cette fonction pour se lancer en politique active. Candidat libéral dans Berthier, Armand Sylvestre est élu député de cette circonscription à la Législature du Québec le 8 août 1944. Il siège pendant un seul mandat, subissant la défaite en 1948 contre Azellus Lavallée, de l'Union Nationale.

Armand Sylvestre fut aussi directeur du Courrier de Berthier de 1945 à 1948. En 1962, il accède à la magistrature comme juge de la cour des Sessions de la Paix à Montréal. Il prend sa retraite, en 1972, puis se retire à Berthierville.

(Bibliographie: *Biographies canadiennes-françaises*, 1948, *Les Biographies françaises d'Amérique*, 1950, *Notes de Me Armand Sylvestre*, Berthier, 1976).

SYLVESTRE, J.

MONTCALM

1908-1916

QUÉ.

SYLVESTRE, Joseph voit le jour à Saint-Barthélemy, dans le comté de Berthier, le 26 février 1870, du mariage de Norbert Sylvestre et d'Elise Lebeau. Après ses études primaires à Saint-

Barthélemy, il s'inscrit au Collège de L'Assomption, en 1880, où il complète son cours classique en 1888. L'année suivante, il fréquente l'Université Laval de Montréal où il obtient une licence de Droit, en 1894. Admis au barreau en juillet 1894, il vient s'installer à Sainte-Julienne.

Le 17 octobre 1897, il épouse Laetitia DeCorsin, la fille du notaire DeCorsin de Sainte-Julienne. Ils auront 5 enfants.

En 1906, il est fait Conseiller du Roi. Parallèlement, il dirige les destinées de la Commission scolaire locale à titre de président pendant plus de 12 ans. Le 8 juin 1908, il est élu député de Montcalm sous la bannière conservatrice. Il sera réélu en 1912. Cette même année, il décline la candidature conservatrice au scrutin fédéral.

Le 31 janvier 1937, il démissionne du Barreau pour accepter le poste de shérif à Joliette, fonction qu'il occupera jusqu'à 1940. Il décède à Joliette, le 8 juillet 1947.

(Bibliographie: *Revue du Barreau*, 1947, *Registres de l'état civil*. Joliette, 1976, *Canadian Parliamentary Guide*, 1916, *Joliette 1864-1964*).

SYLVESTRE, L.

BERTHIER	1871-1878	QUÉ.
BERTHIER	1886-1889	QUÉ.

SYLVESTRE, Louis naît à Berthier, le 12 février 1832, du mariage de Pierre Sylvestre et de Josephite Lavigne. Il fait ses études au Collège de L'Assomption de 1842 à 1846. Il doit par la suite quitter ses études pour s'occuper de la terre paternelle.

Louis Sylvestre épouse à l'Île Dupas, le 1er février 1852, Marie-Louise Plante. De leur union naîtront 12 descendants.

Maire de l'Île Dupas et président de la Commission scolaire locale, Louis Sylvestre subit la défaite à sa première tentative en

comté à une élection partielle. Le 11 décembre suivant, Louis-Olivier Taillon est élu député de Montcalm en l'emportant sur son adversaire libéral, M.-D.-A. Lafortune.

Assermenté comme Premier Ministre du Québec le 25 janvier 1887, il n'occupera cette fonction que quatre jours, puisque son parti sera défait en Chambre le 29 janvier suivant. Battu dans une autre circonscription en 1890, il réussit à se faire élire dans le comté de Chambly, en 1892, et se retrouve à nouveau Premier Ministre du Québec, haute fonction qu'il conservera jusqu'en 1896.

Cette année-là, il devient ministre fédéral des Postes puis, en 1897, quitte la politique active, pour accéder au poste de directeur des postes à Montréal, en 1911. Il prendra sa retraite en 1915. Louis-Olivier Taillon décède à Montréal le 25 avril 1923, à l'âge de 83 ans. Pendant son mandat de député de Montcalm, il résidait à Montréal, au 595 de la rue St-Denis.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1892, *Dict. Beauchemin*, 1968, *Dossiers parlementaires*, Québec, 1976).

TASCHEREAU, J.-T.

LEINSTER

1809-1810

BAS-CAN.

TASCHEREAU, Jean-Thomas, fils de Gabriel-Elzéar Taschereau, naît à Sainte-Marie de Beauce, le 26 novembre 1778. Il fait ses études au Séminaire de Québec et il est reçu avocat en 1801.

Nommé adjoint Grand Voyer le 27 novembre 1799, il est élu député de la circonscription de Dorchester en 1800. En 1801, il est co-seigneur de la Nouvelle-Beauce, fabricant de potasse et Grand-Voyer.

Candidat dans Dorchester et dans Leinster en 1809, il est élu dans ces deux circonscriptions et se doit de démissionner

dans Leinster, en 1810, pour répondre aux exigences de la loi électorale de l'époque. Dans le comté de Dorchester, il est réélu successivement jusqu'en 1820, puis la même année, il est élu dans Gaspé et siège à la Chambre d'Assemblée jusqu'en 1827. La même année, il entre au Conseil Législatif. Il décède, le 14 juin 1832.

Jean-Thomas Taschereau n'a pas résidé dans le comté de Leinster. Il fut l'un des fondateurs du journal "Le Canadien" en 1806. Il épousa à Québec, le 19 mai 1806, Marie Panet, fille de J.-A. Panet, député de Québec.

(Bibliographie: *Dictionnaire Lejeune*, 1931, B.R.H., *Le Conseil Législatif*, 1933, *Le Canadien* de 1806).

TELLIER, J.-M.
1892-1916

JOLIETTE **QUÉ.**

TELLIER, Joseph-Mathias naît à Sainte-Mélanie le 15 janvier 1861 du mariage de Zéphirin Tellier, cultivateur, et de Luce Ferland. Il débute ses études à Sainte-Mélanie puis fréquente le Collège de Joliette de 1872 à 1880. Par la suite, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université Laval de Québec où il obtient une licence en Droit, en 1884, en même temps que la médaille du Gouverneur-Général.

Admis au Barreau du Québec en juillet 1884, il s'établit à Joliette. Il y épouse le 1er septembre 1885 Maria Désilets, fille de J.-O. Désilets, protonotaire de Joliette, qui lui donnera cinq enfants.

Joseph-Mathias Tellier est élu député conservateur du comté de Joliette, le 8 mars 1892. Il est réélu successivement jusqu'en 1916. Maire de Joliette du 21 janvier 1903 au 5 avril 1910, Mathias Tellier est aussi membre du Conseil de l'Instruction publique, depuis le 7 juillet 1905.

Désigné chef de l'opposition parlementaire à l'Assemblée Législative en 1908, il conserve ce poste jusqu'en 1915. C'est alors qu'il décide de quitter la politique active pour accéder à la magistrature comme juge de la Cour Supérieure. En 1920, il est nommé à la Cour du Banc du Roi et, en 1932, il devient juge en chef du Québec. Créé Chevalier en 1934, Sir Mathias Tellier participe activement au développement culturel de Joliette. Président de l'Institut Canadien de Joliette de 1897 à 1902, il fonde la Société Historique de Joliette en 1929.

Sir Mathias Tellier décède à Joliette le 18 octobre 1952 à l'âge de 90 ans. En mémoire de sa brillante carrière et de l'intégrité hors pair de cet homme public, les autorités locale et provinciale désignèrent de nombreuses entités géographiques en son souvenir.

(Bibliographie: *Centenaire de Joliette*, 1964, *La Législature du Québec*, 1897, *Les Juges de la P. de Québec*, 1933, *Revue du Barreau*, 1952, *Biographies françaises d'Amérique*, 1950, *Registres de l'état civil, Joliette*, 1976, *Mlle Madeleine Tellier, Joliette*, 1977).

TELLIER, J.-M.

MONTCALM	1936-1939	QUÉ.
MONTCALM	1944-1962	QUÉ.

TELLIER, Joseph-Maurice naît à Joliette, le 14 juin 1896, du mariage de Mathias Tellier, député de Joliette à la Législature provinciale de Maria Désilets. Après ses études primaires à Joliette, il entre au Séminaire de l'endroit, en 1910. En 1917, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il termine en 1920. Par la suite, il suit des cours de perfectionnement à Toronto.

Admis au Barreau du Québec en janvier 1922, Joseph-Maurice Tellier épouse le 14 juin 1923 Eva Bouvier de Toronto. De leur union naîtront 4 enfants.

Candidat de l'Union Nationale dans le comté de Montcalm en 1936, il est élu le 17 août représentant de cette circonscription à l'Assemblée Législative. Défait, en 1939, par J.-Odilon Duval, de Saint-Calixte, il est réélu, en 1944, et le sera successivement jusqu'en 1962.

Nommé C.R. le 31 décembre 1938, il est aussi conseiller du Barreau de la Province de Québec de 1942 à 1944. Après avoir publié un code scolaire en 1933, il publie annuellement de 1938 à 1947 un annuaire de jurisprudence. A l'Assemblée Législative, Joseph-Maurice Tellier est élu le 15 novembre 1955 président de l'Assemblée. Il conserve ce poste jusqu'au 20 septembre 1960. Enfin, de 1957 à 1959, il est bâtonnier du Barreau des Laurentides.

Joseph-Maurice Tellier décède à Joliette où il a toujours vécu, le 28 mars 1966.

(Bibliographie: *Dossiers Parlementaires*, Québec, 1976, *Registres de l'état civil, Joliette*, 1976).

THERRIEN, O.
MONTCALM **1887-1891** **CAN.**

THERRIEN, Olaüs naît à Sainte-Anne des Plaines, le 3 septembre 1860, du mariage de Pierre Therrien et de Claire DeRouin. Il fait ses études au Petit Séminaire de Sainte-Thérèse de 1874 à 1882. Par la suite, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université Laval.

Admis au Barreau en 1885, il réside quelque temps à Sainte-Julienne où il est candidat conservateur à l'élection fédérale de 1887. Elu député de Montcalm à la Chambre des Communes, il siège pendant un seul mandat. Défait en 1891, il quitte la région pour Montréal où il fait partie de l'étude Archambault et Therrien. Olaüs Therrien décède à Montréal en 1903.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1891, *Bottins Lovell*, Montréal, 1895-1905).

TURGEON, J.-M.

LEINSTER

1808-1809

BAS-CAN.

TURGEON, Joseph-Marie naît à Beaumont, près de Québec, le 5 avril 1751, du mariage de Jacques Turgeon et de Marie Fournier. Maître-menuisier, Joseph-Marie Turgeon vient s'installer à L'Assomption vers 1775. Il épouse dans cette localité, le 18 mai 1778, Louise Marion, également de L'Assomption. En 1790, on le retrouve au Point-du-Jour de Lavaltrie.

Candidat du "Bloc Canadien" en 1808, il défait l'avocat David Ross de Montréal le 18 juin. Il siège à peine une année à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, étant défait au scrutin de 1809.

Joseph-Marie Turgeon décède à Lavaltrie, le 21 mai 1831, à l'âge de 80 ans.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Inventaires du notaire Mercier*, Greffe de Joliette, 1976).

VIGER, D.-B.

LEINSTER

1810-1816

BAS-CAN.

VIGER, Denis-Benjamin naît à Montréal, le 19 août 1774, du mariage de Denis Viger et de Charlotte Perrine-Cherrier. Il commence ses études au Collège Saint-Raphaël de Montréal en 1779 et, en 1790, des études en Droit à Québec sous la direction de Jean-Antoine Panet, jusqu'en 1793.

Admis au Barreau du Bas-Canada, le 9 mars 1799, il

pratique à Montréal. Le 21 novembre 1808, il épouse à l'église Notre-Dame Marie Forretier.

Élu pour la première fois à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada en 1808 comme député de Montréal, on le retrouve dans Leinster suite à son élection de 1810 tout en conservant sa résidence à Montréal. Réélu par les électeurs de Leinster en 1814, il représente Leinster jusqu'en 1816. Cette année-là, il est élu dans Chambly et représente cette circonscription jusqu'en 1830.

De 1830 à 1838, il est conseiller législatif et, suite à sa participation à l'insurrection de 1837-1838, il est emprisonné à Montréal. Au premier scrutin qui suit l'adoption de l'Acte d'Union, Denis-Benjamin Viger se fait élire dans la circonscription de Richelieu et, en 1845, dans Trois-Rivières. De 1843 à 1846, il préside le Conseil Exécutif. Enfin en 1848, il retourne au Conseil Législatif où il siège jusqu'en 1858, année où il décide de se retirer de la politique active après y avoir oeuvré pendant 40 ans.

Partisan de Louis-Joseph Papineau son cousin, Denis-Benjamin Viger fut délégué en Angleterre, en 1828, pour exposer les griefs des Canadiens.

Denis-Benjamin Viger décède à Montréal, le 13 février 1861, âgé de 86 ans.

(Bibliographie: *Dictionnaire Lejeune*, 1931, *B.R.H.*, 1915 et 1918, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*, 1975, *The Canada Directory*, 1851, *Archives Publiques du Canada, Fonds F.-J. Audet*, Ottawa, 1977).

LEINSTER

VIGER, J.-R.
1796-1800

BAS-CAN.

VIGER, Joseph-René naît à Montréal, le 14 février 1739, du mariage de Jacques Viger et de Marie-Louise Ridday-Beauceron.

Célibataire et commerçant de bois à la Rivière-des-Prairies, Joseph-René Viger s'installe à L'Assomption en 1778, où il commerce dans l'industrie forestière. En 1781, il établit définitivement son domicile à Saint-Sulpice.

Le 20 juillet 1796, il est élu député de Leinster à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Il siège à Québec pendant un seul mandat comme membre du "Bloc Canadien". En 1800, il n'est plus candidat, étant donné son âge avancé et son état de santé.

Joseph-René Viger décède à Saint-Sulpice le 19 novembre 1803.

(Bibliographie: *Généalogie de la famille Viger*, 1915, *Histoire de L'Assomption*, 1967, *R.A.P.Q.*, 1949 et 1952, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

LEINSTER

VIGER, L.-M.
1851-1854

CAN.-UNI

VIGER, Louis-Michel naît à Montréal, le 28 septembre 1758, de l'union de Louis Viger et de Marie-Agnès Papineau. Il fait ses études au Collège Saint-Raphaël de Montréal puis les complète en droit.

Admis au Barreau du Bas-Canada, le 5 juillet 1807, il pratique à Montréal où il épouse Henriette Turgeon. Le 10 septembre 1843, Louis-Michel Viger épouse en secondes noces à L'Assomption Aurélie Faribault, deuxième seigneuresse de

L'Assomption, où il va habiter.

Elu en 1830 député de Chambly, il représente cette circonscription jusqu'à l'abolition de la Chambre en 1838. En mai de l'année précédente, il prend part à l'assemblée révolutionnaire de Saint-Charles. En 1842, il est élu dans Nicolet puis défait en 1844. Candidat dans Terrebonne, il est élu dans cette circonscription, en 1848, et représente ce comté jusqu'en 1851.

De 1848 à 1849, Louis-Michel Viger fait partie du Conseil Exécutif à titre de Receveur général du Pays dans le cabinet Lafontaine-Baldwin. Enfin le 19 décembre 1851, il est élu dans le comté de Leinster qu'il représentera jusqu'en 1854.

En plus de sa carrière politique, Louis-Michel Viger participe activement au développement de la collectivité canadienne. A L'Assomption, il est élu le 15 juillet 1845 premier maire de l'endroit. Officier de milice en 1812 et 1813 lors de l'invasion américaine, il est promu Lieutenant-Colonel en 1851. Enfin dans le domaine économique, Louis-Michel Viger fonde la Banque du Peuple et devient le premier président. A L'Assomption, il dirige une scierie en plus d'administrer sa seigneurie de Repentigny. Louis-Michel Viger décède à Montréal en 1855, à 97 ans.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Généalogie de la famille Viger*, 1915, *R.R.H.* 1927, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

YANAKIS, A.

BERT.-MASK.-DE LAN. 1965-

CAN.

YANAKIS, Antonio naît à Montréal, le 6 juillet 1922, du mariage de Pierre Yanakis et d'Yvonne Cadieux. Très jeune, ses parents s'installent à Saint-Gabriel de Brandon où il fait ses études primaires et secondaires. Par la suite, il s'inscrit aux cours du soir en économie à l'Université McGill.

Industriel dans le textile, à Saint-Gabriel, Antonio Yanakis épouse dans cette localité, le 6 septembre 1947, Madeleine Vanier. De cette union naîtront quatre enfants.

Antonio Yanakis fonde la Chambre de Commerce de Saint-Gabriel et devient, par la suite, Président de la Chambre de Commerce régionale des Laurentides.

Candidat libéral aux scrutins provinciaux de 1956 et de 1960, il est défait par Azellus Lavallée. En 1961 et en 1962, il est maire de Saint-Gabriel.

De nouveau candidat, sur la scène fédérale, Antonio Yanakis est élu, le 8 novembre 1965. Il représente depuis cette circonscription à la Chambre des Communes, ayant été réélu à chaque élection.

Agé aujourd'hui de 55 ans, Antonio Yanakis réside toujours à Saint-Gabriel de Brandon.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1968, *Canadian Directory of Parliament*, 1968, *Notes de M. Antonio Yanakis*, St-Gabriel, 1977).

FIN

BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES ET MANUSCRITS

- Joliette, *Archives des Clercs de Saint-Viateur*, 1846-1960.
Joliette, *Archives de la Société historique*, 1929-1976.
Joliette, *Registres de l'état civil*, 1775-1976.
Montréal, *Registres de l'état civil*, 1740-1976.
Montréal, *Archives des étudiants de l'Université*, 1880-1950.
Montréal, *Archives du Collège des Médecins de la Province de Québec*, 1840-1976.
Montréal, *Archives du Barreau de la Province de Québec*, 1800-1960.
Montréal, *Archives de la Chambre des Notaires du Québec*, 1800-1970.
Ottawa, *Archives publiques du Canada*, 1790-1867.
Ottawa, *Recensements de 1825, 1831, 1851 et 1861*. (microfilms).
Québec, *Archives des étudiants de l'Université Laval*, 1853-1940.
Québec, Assemblée Nationale, *Dossiers parlementaires*, 1867-1976.
Québec, Archives Nationales, *divers*, 1790-1867.

JOURNAUX ET REVUES

- Bas-Canada, *Journaux de l'Assemblée Législative*, 1791-1838.
Bas-Canada, *Journaux du Conseil Spécial*, 1838-1840.
L'Avenir, Montréal, 1847-1857.
Le Boréal Express, vol. 2 (1760-1810), vol. 3 (1810-1840).
Le Canadien, Québec, 1806-1893.
La Gazette de Québec, Québec, 1790-1832.
La Minerve, Montréal, 1826-1899.
Autres journaux: *L'Eclairer*, Québec, *Le Devoir*, Montréal, *Le Pays*, Montréal, *La Patrie*, Montréal et *La Presse*, Montréal.
Almanach de Québec, Québec, 1791-1825.
Almanach du peuple Beauchemin, Montréal, 1872 +
Bulletin des recherches historiques, Lévis, 1895-1968.

- Cahiers de Sainte-Marie*, Montréal, vol. 16-17, 1967.
Cahiers des Dix, Montréal, 1936 +
Mémoires de la Société Royale du Canada, Ottawa, 1935. +
Rapports de l'Archiviste de la Province de Québec, Québec,
 1920 +
Revue d'histoire de l'Amérique Française, Montréal, 1947 +

PUBLICATIONS

- Achintre, Auguste, *Portraits et dossiers parlementaires du premier Parlement de Québec*, Mtl, 1871, 132 p.
- Audet, Francis-J., *Les députés au premier Parlement du Bas-Canada*, Montréal, 1946, vol. 1.
- Bas-Canada, *La milice du Bas-Canada pour 1829, 1830 et 1832* Québec, 1829, 58 p., 1830, 60., 1832, 79 p.
- Bas-Canada, *Lois et statuts du Bas-Canada 1791-1838*.
- Bas-Canada, *Règlements du Conseil Spécial 1838-1841*.
- Bernard, J.-P. *Les Rouges, libéralisme, nationalisme...* Québec, P.U.L., 1969, 394 p.
- Biographies canadiennes-françaises*, 1920 +
- Canada, Archives publiques, *Canadian Directory of Parliament 1867-1967* Ottawa, 1968, 620 p.
- Chambre des Communes, *Personals of the Senate and members of the House of Commons* Ottawa, 1898 et 1906.
- Canada, *Lois et statuts 1867-1950*.
- Chambre des Communes, *Illustrated guide of the House of Commons and Senate of Canada 1875, 1882, 1885* Ottawa, A. Campeau, 1875, 1882 et 1885.
- The Canadian Parliament Biographical Sketches* Montréal, Perreault, 1906, 255 p.
- The Canadian Parliamentary Guide 1862-1976*.
- Cochrane, W., *The Canadian Album of men of Canada* Brantford, Ont., 1891, 5 vol.
- David, L.-O., *Les Patriotes de 1837-1838* Montréal, 1884, 294 p.

- Desjardins, Joseph, *Guide Parlementaire historique de la Province de Québec 1792-1902*
Québec, 1902, 395 p.
- Fournier, Marcel, *Guide bibliographique Joliette-Lanaudière*
Joliette, 1976, 96 p.
(Toutes les publications mentionnées)
- Hamel, Réginald, *Dictionnaire pratique des auteurs québécois*
Montréal, Fides, 1976, 723 p.
- Hare, John, *L'Assemblée Législative du Bas-Canada 1792-1814*
Montréal, RHAF, déc. 1973, p. 361-395.
- Journalistes associés. *Les biographies françaises d'Amérique*
Mtl, 1942, Sherbrooke, 1950, 913 p.
- Mackay, R.S. *The Canada Directory*
Mtl. J. Lovell, 1851, 688 p.
- Masson, Henri, *Joseph Masson, le dernier seigneur de Terrebonne*
Montréal, l'auteur, 1972, 354 p.
- Laliberté, J.-M., *Index des greffes de notaires décédés*
Québec, l'auteur, 1967, 219 p.
- Lefebvre, J.-J., *Le Canada - L'Amérique, Dictionnaire Beauchemin*
Montréal, 1968, 366 p.
- Lejeune, L. *Dictionnaire général du Canada*
Ottawa, 1931, 2 vol.
- Lovell, John, *Lovell Directory of Montreal 1850 +*
- Lovell, John, *Lovell Directory of Prov. of Québec, 1857-1858, 1871, 1891, 1916.*
- Ouellet, Fernand, *Le Bas-Canada 1791-1840 changements structuraux et crise*
Ottawa, Ed. de l'Un. d'Ottawa, 1976, 541 p.
- Parent, P.-E., *Bottin parlementaire du Québec*
Ottawa, 1962.
- Québec, *Lois et Statuts provinciaux 1867-1973.*
- Québec, *Rapports de la Commission de refonte des districts électoraux no 1 à 6.*
Québec, Ed. Officiel, 1972-1976.
- Rose's National Biographical Series II, 1888 (Encyclopedia of Canada)*
- Roy, P.-G., *La Législature du Québec*
Lévis, BRH, 1897, 207 p.

- Roy, P.-G., *La 10ème Législature du Québec*
Lévis, BRH, 1901, 207 p.
- Roy, P.-G., *Les juges de la Province de Québec*
Québec, 1933, 588 p.
- Roy, P.-G., *La Famille Tarieu De Lanaudière*
Lévis, 1922, 230 p.
- Tanguay, C. *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*
Montréal, E. Sénécal, éd., 1871-1890, 7 vol.
- Turcotte, G. *Le Conseil Législatif de la Province de Québec
1774-1933*
Québec, 1933, 324 p.
- Université Laval, *Dictionnaire biographique du Canada*
Québec, P.U.L., 1972, vol. 10, 894 p.

SOURCES VERBALES

- Députés vivants inscrits dans ce volume en 1976-1977.
- Kromstrong, Denis*, Québec, Bibliothèque de la Législature,
1976.
- Dupuis, Henri*, Saint-Jacques, 1976.
- Lanoue, François*, ptre, Saint-Alexis, 1976.
- Lavoie, André*, Directeur de la documentation politique,
Assemblée Nationale du Québec, 1976.
- Melançon, Chan. Yvan*, Joliette, 1976.
- Rainville, Jacques*, Berthier, 1976.
- Roussin, Dr Camille*, Joliette, 1976.
- Roy, Me Christian*, Joliette, 1976.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Présentation	9

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 1: L'apprentissage du parlementarisme 1790-1829	15
Chapitre 2: Les aspirations démocratiques 1829-1840.....	25
Chapitre 3: Une union forcée 1840-1867.....	33
Chapitre 4: A l'aube d'un nouveau régime 1867-1900.....	41
Chapitre 5; Autonomie provinciale contre centralisation fédérale 1900-1950	51
Chapitre 6; Une prise de conscience de notre entité 1950-1976	59
Appendices	71

SECONDE PARTIE

Les biographies.....	89
Bibliographie.....	223

LES TABLEAUX

- 1- Les circonscriptions électorales du Québec de 1792 à 1976 - Région de Joliette.
- 2- Les circonscriptions électorales fédérales de 1867 à 1976- Région de Joliette.
- 3- Comtés et paroisses en 1791.
- 4- Comté de Leinster 1792-1829 - Liste des élus et officiers-rapporteurs.
- 5- Comté de Warwick 1792-1829 - Liste des élus et officiers-rapporteurs.
- 6- Carte des comtés du Bas-Canada de 1792 à 1829.
- 7- Comtés, paroisses et territoires en 1829.
- 8- Liste des élus et officiers-rapporteurs de 1829 à 1838.
- 9- Les comtés du Bas-Canada en 1829 - Région de Joliette.
- 10- Carte des comtés en 1853 - Région de Joliette.
- 11- Les officiers-rapporteurs de 1841 à 1867.
- 12- Les élus de la région de Joliette de 1841 à 1867.
- 13- Les députés de la région de Joliette à l'Assemblée Législative de 1867 à 1900.
- 14- Les députés de la région de Joliette à la Chambre des Communes de 1867 à 1900.
- 15- Partis au pouvoir et représentation des partis dans la région de Joliette de 1867 à 1900.
- 16- Les députés de la région de Joliette à l'Assemblée Législative de 1900 à 1950.
- 17- Les députés de la région de Joliette à la Chambre des Communes de 1900 à 1950.
- 18- Partis au pouvoir et représentation des partis dans la région de Joliette de 1900 à 1950.
- 19- Les députés de la région de Joliette à l'Assemblée Législative de 1950 à 1976.
- 20- Les députés de la région de Joliette à la Chambre des Communes de 1950 à 1976.

- 21- Partis au pouvoir et représentation des partis dans la région de Joliette de 1950 à 1976.
- 22- Les ministres issus de la région de Joliette 1867-1976.
- 23- Dates des élections au Québec dans la région de Joliette de 1792 à 1976.
- 24- Dates des élections fédérales dans la région de Joliette de 1867 à 1974.
- 25- Les députés de la région de Joliette de 1792 à 1976 - Rang social et occupations 1792-1867 et 1867-1976.
- 26- Lieu de résidence des députés de la région de Joliette de 1792-1867 et 1867-1976.
- 27- Population des comtés de la région de Joliette 1790-1867.

Le travail de recherches de
cette étude a bénéficié
d'une subvention du
Conseil des Arts du Canada
et son édition d'une subvention
de la Société historique
de Joliette.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE RAWDON

est fière d'apporter sa collaboration pour
aider nos auteurs locaux dans la
production d'oeuvres littéraires. C'est
ainsi qu'elle s'associe à M. Marcel
Fournier pour vous offrir son volume:

**“LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE
DE LA RÉGION DE JOLIETTE
1791-1976”**

JOHN REDMOND

PRÉSIDENT

LES ENTREPRISES NOVA INC.

**LE PLUS IMPORTANT FABRICANT
DE PORTES ET CHÂSSIS
DE LA RÉGION
DE LANAUDIÈRE**

participent au développement culturel
de la région par sa
collaboration à l'ouvrage de
M. Marcel Fournier

**"LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE
DE LA RÉGION DE JOLIETTE
1791-1976"**

MAURICE LANE
président

RAWDON

CTÉ MONTCALM, QUÉ.

LA FIRME
JEAN RIOPEL INC.

**MEMBRE DE LA CHAÎNE
DE DISTRIBUTION**

DISMAT

est heureuse de s'associer à
l'auteur M. Marcel Fournier
pour présenter à la population
du Québec son ouvrage:

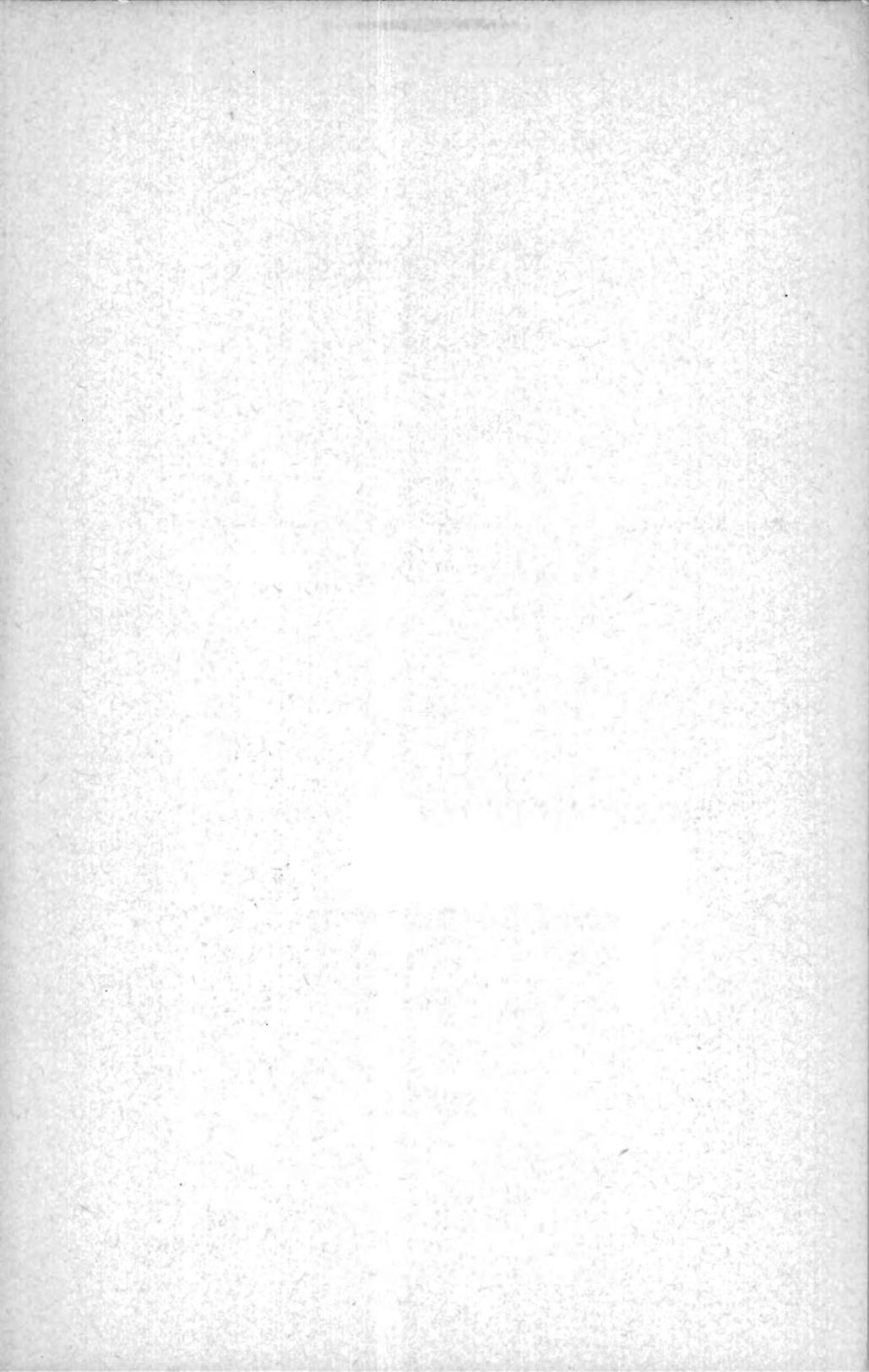
**"LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE
DE LA RÉGION DE JOLIETTE
1791-1976"**

YVON RIOPEL, PRÉS.

CHERTSEY

CTÉ. MONTCALM - QUÉ.





Dans son quatrième livre, l'auteur, Marcel Fournier, nous présente cette intéressante étude sur l'évolution politique de la région de Joliette. Pour la première fois au Québec, un historien tente de cerner l'histoire politique d'une région du Québec depuis la création de nos institutions parlementaires en 1791.

A l'aide de nombreux tableaux statistiques, il devient possible de discerner la dimension sociale de nos moeurs politiques. En seconde partie, il nous présente les biographies des 147 parlementaires qui nous ont représentés sur les scènes fédérale et provinciale. Parmi celles-ci, plusieurs demeurent inédites à ce jour:

En résumé, une étude qui reflète l'enracinement et l'importance de la politique dans notre vie quotidienne et dont M. Marcel Masse a bien voulu signer la préface.